

L'Internationale

10 F mensuel

N° 1 octobre 1983

L'Internationale publie aujourd'hui son premier numéro. Il sera mensuel et diffusé largement car nous voulons en faire l'instrument et le témoignage de tous ceux qui luttent contre le capital, qui s'affrontent à l'Etat, un instrument utilisable pour la lutte des classes, un témoignage que la lutte contre l'impérialisme pour le communisme est possible dès maintenant et que nombre de prolétaires la mènent.

Pourquoi « l'Internationale » ?

- Parce que le mode de production capitaliste en est aujourd'hui à son stade impérialiste, et que la division internationale du travail rend plus encore qu'autrefois les prolétaires solidaires, qu'ils soient des Philippines, de Porto Rico, d'Italie ou d'ici. Et que toute victoire contre l'exploitation en un point du système est une victoire pour l'ensemble des prolétaires.

- Parce que, à ce stade impérialiste, les grands trusts transnationaux dictent leur volonté à l'Etat et que l'arme des prolétaires, c'est leur union au-delà des frontières, des nationalismes, des particularités régionales.

- Parce que ce mode de production est fondé partout sur la guerre : guerre permanente et multiforme, guerre nucléaire ou guerre « ordinaire ». Et que la lutte des classes, c'est une guerre des classes, la guerre à la guerre impérialiste.

- Parce que la lutte des classes sur tout le globe est un affrontement quotidien contre ce système de sang et de mort, système qui développe sans cesse ses forces policières, militaires, judiciaires de répression pour faire face à l'organisation du prolétariat.

- Et parce que contre le capital, des prolétaires luttent.

L'Internationale se comprend comme l'un des outils des prolétaires qui se donnent les moyens de comprendre, en recherchant la précision de l'analyse, en refusant les ambiguïtés (comme celle entre antisionisme et antisémitisme), et de vaincre, en dépassant l'escroquerie parlementaire, le chauvinisme et leur propre peur, y compris par la critique des armes.

Détruire le parti de la guerre



Le PARTI DE LA GUERRE, celui des capitalistes, des transnationales dominées par les intérêts américains, des affameurs de ce que leurs idéologues appellent pudiquement « le Tiers-Monde », les grands trusts de l'agro-alimentaire, les marchands d'armes, ceux pour qui la réponse à leur crise structurelle s'appelle toujours la guerre.

Pour son plus grand profit, ce parti restructure, militarise davantage encore tous les secteurs de la société et prépare les peuples à l'idée d'une nouvelle boucherie.

Ainsi, en Suisse, la population est appelée par le gouvernement à faire des stocks en cas de conflit. En RFA, au cours des dernières manœuvres de l'OTAN, une unité spéciale de l'armée américaine s'entraînait à creuser au bulldozer des chamiers, et pourquoi la télévision nous montre-t-elle toujours l'homme à la mallette, celui qui accompagne le président avec la clé du cataclysme nucléaire. Tout cela n'a pour but que de conditionner à l'idée de guerre possible. Cette guerre devient d'autant plus possible que sont mises au point des armes nucléaires tactiques comme les bombes à neutrons, propres puisque sélectives, qui tuent les personnes en laissant les constructions intactes.

L'histoire a prouvé que face au parti de la guerre, les grandes manifestations et les serments d'amitiés ne changent rien, n'empêchent pas la guerre, mais bien souvent ils les précèdent. Rappelons-nous 1914, à la veille du conflit déjà, les pacifistes manifestaient par centaines de milliers, cela ne les a pas empêchés d'aller quelques mois plus tard au massacre.

J'aime la paix, est une déclaration louable, mais c'est faire croire que la paix existe aujourd'hui, alors que depuis trente ans, l'impérialisme français par exemple n'a jamais cessé de faire la guerre, en Afrique, contre les peuples qui

veulent se libérer, et actuellement au Tchad et au Liban, contre les peuples palestinien et libanais. Et alors que la France est le troisième producteur d'armes du monde.

Le parti de la guerre, c'est le capitalisme au stade impérialiste et pour nous essentiellement l'impérialisme américain, ennemi de tous les peuples et en particulier de ceux qui vivent dans ses frontières, et ses alliés de l'OTAN, dont la France fait plus que jamais partie même si formellement elle n'appartient pas aux forces intégrées.

Ce numéro 1 de l'Internationale comprend deux grands articles sur la guerre : l'un émane de camarades français, l'autre est l'expression des forces anti-impérialistes aux USA.

SOMMAIRE

Dans L'Internationale, ce mois

● Editorial	2
● Contre la guerre impérialiste, mener la guerre de classe : analyse et position d'un groupe de camarades français	3 à 6
● Guerre impérialiste et mouvement antiguerre aux USA	6, 11, 12
● Dossier n° 1 : Luttés révolutionnaires aux USA, Porto Rico	7 à 10
● Texte des Cellules Révolutionnaires : Beethoven contre Mac Donald	13
● Nouveau plan antiterroriste en Euskadi	14
● Historique des BR pour la construction du PCC	15
● La politique française de l'immigration	16



Cela s'appelle l'internationalisme...

En tant que CLASSE les prolétaires, dans une réalité sociale complexe, luttent contre une autre classe, celle des capitalistes. Les uns ont pour eux la volonté vitale de libération, leur soif de justice, de paix, de liberté, les autres ne continuent à vivre qu'à cause des faiblesses des premiers, de leurs erreurs, de leurs divisions, car il n'y a pas de capitalistes sans prolétaires, pas de travail sans ceux qui le créent.

Parmi les divisions des prolétaires, il en est une d'essentielle ; la plus mortelle, la plus perverse, la plus efficace, celle qui oppose les prolétaires originaires d'un pays, d'un Etat le plus souvent, à leurs frères d'ailleurs proches ou éloignés.

Pour mener à bien la tâche historique de libération de l'Humanité de la barbarie, les prolétaires ne peuvent agir qu'en tant que CLASSE. **Dans l'histoire des luttes, cela s'appelle l'internationalisme.** Aujourd'hui plus que jamais, au moment où le capitalisme est prêt à nouveau à sacrifier une partie importante du genre humain, c'est-à-dire essentiellement des prolétaires, il nous faut maîtriser cette force internationale constituée par l'unité de la CLASSE au-delà de toutes les divisions douloureuses du passé, du présent. Force matérielle, agissante, combattante, ne se contentant pas d'affirmer, de proclamer, force qui se forge dans la guerre de classes sur des positions communes — positions comprises dans le sens de faire face à l'ennemi pour le vaincre.

« Les prolétaires n'ont pas de patrie » et pourtant que de ravages au nom du nationalisme — de la boucherie de 1914 aux guerres coloniales. Mais il y a eu quand même les Brigades Internationales et la participation décisive de la M.O.I. (Main-d'Œuvre Immigrée) à la lutte armée contre la tendance dominante du capitalisme au stade impérialiste dans les années 1930-40 : le fascisme nazi.

Aujourd'hui l'une des contradictions essentielles du système capitaliste réside dans l'opposition entre nations capitalistes d'Amérique du Nord et du Japon et les autres peuples des pays dominés par l'impérialisme américain en Afrique, Asie, Amérique latine, et parfois au Sud de l'Europe l'exploitation de ces peuples a permis aux capitalistes des surprofits gigantesques dus au pillage des richesses naturelles, à la surexploitation des habitants, empêchant leur propre développement, détruisant même les structures agricoles nécessaires à leur survie. L'exploitation forcée de ces peuples est en grande partie à l'origine de la richesse ou de l'aisance relative des métropoles impérialistes dans leur globalité. Ces surprofits s'ajoutent à la plus-value extorquée dans le cadre de l'exploitation traditionnelle des prolétaires des métropoles ont permis aux capitalistes de diviser davantage les prolétaires entre eux en accordant des miettes aux prolétaires (qualifiés) des métropoles. Mais l'organisation de la lutte des peuples opprimés, les victoires réelles de ceux-ci dans les guerres de libération, malgré certains développements ultérieurs, restent malgré tout des acquis dans la mesure où il y a recul de l'adversaire et nécessité pour celui-ci de se restructurer ; et ces luttes ont marqué l'histoire globale du mouvement ouvrier révolutionnaire. Aujourd'hui dans sa propagande l'Etat français est obligé de faire semblant d'être aux côtés des peuples du Salvador et du Chili. Comme si des Etats capitalistes pouvaient réellement soutenir contre les intérêts globaux du système, des peuples qui font un pas dans leur libération de l'impérialisme. Le fait « mouvement de libération » des peuples de la périphérie est un acquis des luttes du prolétariat international que même le capital est obligé de reconnaître. Certains prolétaires et certains alliés intellectuels de la classe ouvrière qui ont trahi leur classe ont compris que le renversement de l'impérialisme, pour la création d'une société communiste, passe par l'appui aux mouvements de libération des peuples de la périphérie, ce qui se traduit par le soutien aux combattants algériens ou plus tard aux vietnamiens. Mais cet appui reste un appui. Il ne perçoit pas l'interaction des luttes des prolétaires du centre et de la périphérie. Et ceci est l'apport de la RAF au mouvement révolutionnaire du prolétariat parce qu'il conçoit l'internationalisme prolétarien comme une attaque au cœur de la métropole impérialiste. Là où sont concentrés les moyens d'oppression, les centres, les buildings, les sièges sociaux, les quartiers généraux, etc. Centres de domination impérialistes qui maintes fois dénoncés n'en continuent pas moins de fonctionner si personne ne se donne les moyens de les détruire réellement. Cet apport est essentiel parce qu'il traduit en réelle destruction de structures perçues comme ennemies de *tout* le prolétariat (mondial), des objectifs qui résistent au parlementarisme, au gauchisme, à l'autonomie et autres pièges. Par cela le prolétariat devient adulte, il se donne les moyens de répondre à la guerre que mène le capital contre lui, au-delà des deux handicaps le chauvinisme et la seule dénonciation verbale, les dépassant dans la lutte armée et l'internationalisme. Internationalisme qui ne se limite pas à des actions en solidarité avec tel ou tel mouvement de libération, mais qui est devenu aussi solidarité des groupes communistes de la périphérie envers des groupes de la métropole, comme cela a été le cas pour le commando de Mogadiscio dans l'action de libération des camarades de la RAF. L'internationalisme n'est donc pas un mouvement à sens unique, il est interaction entre forces communistes combattantes des métropoles et de la périphérie.

L'autre aspect de la politique du capital au stade impérialiste c'est la constitution d'énormes armées de réserves de travailleurs des pays dominés

déportés vers les métropoles, particulièrement aujourd'hui en Europe occidentale des travailleurs maghrébins, africains, turcs. L'impérialisme américain et son allié et vassal l'impérialisme français perpétuent l'exploitation de la force de travail par les déportations de travailleurs, le pillage des richesses de ces peuples, qui de plus ont à faire face au chauvinisme, au racisme et à des conditions de survie matérielle précaires. Pourtant beaucoup de travailleurs et souvent d'organisations de ces pays ne voient que leur ennemi le plus immédiat, même si aujourd'hui il est éloigné : leur propre bourgeoisie, souvent fantoche ou comprador. Que seraient ces Etats sans l'impérialisme US ou français ou autre ? Que resterait-il des régimes d'Afrique Centrale, que resterait-il des généraux turcs sans l'appui de l'OTAN et des USA ou de la France ? Cet ennemi est présent dans les métropoles et pourtant il n'est pas encore perçu comme tel et traité comme tel par les prolétaires immigrés (malgré l'exemple des travailleurs portoricains aux USA, jamaïcains en Grande-Bretagne, guadeloupéens en France). La peur des travailleurs immigrés face à une éventuelle expulsion est de même nature que celle du travailleur français qui craint de perdre la sécurité de l'emploi. Pourtant la seule sécurité des prolétaires est la **lutte des classes internationale** parce qu'elle s'en prend à la cause, à la racine et non au phénomène produit par le mode de production capitaliste.

Après ses défaites au Viêt-Nam, en Angola et ailleurs, après les premières actions des organisations communistes combattantes dans les métropoles occidentales, le système capitaliste a essayé d'arrêter le mouvement, en jouant deux cartes :

1. l'anticommunisme : en se servant des erreurs, des contradictions des « pays socialistes » et en essayant de faire passer ce type de société pour celle dont rêvent les communistes ;

2. la parcellisation des luttes : après une offensive de la CLASSE aux USA et en Europe après l'étincelle de 1968, le pouvoir a favorisé l'éclosion de luttes séparées — plus faciles à contrôler, à récupérer ou à détruire : comme si la lutte des femmes n'était pas aussi partie de la lutte des classes ou comme si le « soutien aux mouvements de libération du Tiers-Monde » ne passait pas par le développement de la lutte des classes dans son propre pays, la métropole impérialiste, comme si la lutte contre la restructuration capitaliste dans les métropoles n'avait rien à voir avec le transfert de capitaux, de moyens de production, de technologie vers les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, comme si la lutte armée des communistes d'ici n'avait rien à voir avec la lutte des travailleurs immigrés. Comme si l'individu, le prolétaire métropolitain divisé, aliéné, schizophrène, n'était pas capable de penser en termes d'interaction, d'interdépendance, de développer une dynamique de libération globale, totalisante.

Il y a une et même lutte des classes. Elle est caractérisée par tout ce qui fortifie le camp des prolétaires, de certaines luttes de quartiers, d'usines, à la lutte contre le capitalisme fauteur de guerre, comme il n'y a qu'une nation, celle des opprimés en guerre contre celle des oppresseurs. Et ce qui fortifie la lutte des classes ce sont aussi les actions des groupes qui se battent les armes à la main, car on ne combat pas le monopole des armes les poings nus, on le conteste tout au plus. Face à la lutte armée, le pouvoir est obligé de se démasquer, les Etats « libéraux et sociaux » se révèlent tortionnaires et assassins et tous les coups, même les plus bas, sont permis, confirmant par là leur peur de la **classe en armes**, de la classe montrant sa force qui est force de libération.

C'est pourquoi nous affirmons que l'internationalisme n'est pas une structure, un complot international dont rêvent tous les services secrets. C'est une force qu'est en train de découvrir l'ensemble des prolétaires, force agissant de plusieurs manières, y compris avec les armes, force de l'Histoire, force qu'aucune barbarie n'arrêtera celle de **l'action organisée de la classe**.

Cet internationalisme est concret, matériel. Il englobe tous les domaines de la vie des prolétaires et de ceux qui rejoignent leur camp, dans le dépassement permanent des limites des individualités, dans la confrontation de chaque instant avec ce système de mort, et le refus de l'installation attentiste dans l'alternative qui respecte l'existence du camp des affameurs, de ceux qui écrasent toute humanité, du Chili à Porto Rico, de Beyrouth à Barbès. Dans l'unité, de toutes les luttes, de la grève des travailleurs de différentes nationalités, de la révolte du ghetto, aux communistes armés des métropoles, des contradictions de l'individu métropolitain à la nécessaire organisation internationale de la Classe.

Aujourd'hui, face à la division internationale du travail, face aux transnationales qui font et défont les Etats, aux forces d'intervention rapide, aux quadrillages des cités à la criminalisation et à la marginalisation des prolétaires pour la restructuration du système capitaliste en vue de la guerre, construisons l'Internationalisme prolétarien.

« De qui dépend que l'oppression demeure ?
De Nous.
De qui dépend qu'elle soit brisée ?
De nous aussi. »

Berthold Brecht que citait Ulrike Meinhof.



● L'INTERNATIONALE voulant donner une image aussi globale que possible des différents aspects de la lutte des classes regrette de ne pas être en possession de différents textes de groupes ayant agi récemment comme l'ALNC, le FLNC, la RAF, l'ARC, Action Directe et d'autres encore. Nous publierons ces textes dans la mesure où ils nous sont envoyés en pensant qu'ils contribueront au débat, suscitant analyses et controverses.

● Directeur de Publication : Laurent Louessart.
● Commission paritaire en cours.
● 6 rue de la Reine Blanche - 75013 PARIS.
● Imprimerie spéciale



CONTRE LA GUERRE IMPERIALISTE, MENER LA GUERRE DE CLASSE

Depuis deux, trois ans, un débat ressurgit, qui s'était éteint avec le mouvement « contre la bombe » des années cinquante.

Ce débat est l'émanation d'un des plus grands mouvements populaires depuis des décennies dans le monde occidental.

Frousse devant l'éventualité d'un conflit armé en Europe? Frousse entretenue à dessein par nos gouvernants? Derniers soubresauts d'une société d'autruches fondée sur l'exploitation de la planète? Le mouvement pacifiste n'est-il qu'un mouvement de nantis ou un mouvement aux potentialités encore insoupçonnées?

Pour débrouiller un imbroglio politico-militaire complexe, il faut en revenir à des questions simples que tout un chacun est en droit de se poser.

Tentons de répondre à trois de ces questions :

1. Existe-t-il une égalité militaire entre ce qu'il est convenu d'appeler les « deux grands »? Quels sont les rôles joués par l'OTAN, par la France?

2. Les risques de guerre mondiale se sont-ils aggravés?

3. Faire pression pour un désarmement, est-ce possible? Sinon, que faire?

Partage du monde et dissuasion

La deuxième guerre mondiale et la guerre froide qui lui a succédé immédiatement, ouvrent une nouvelle période : la « bipolarisation » centrée sur les USA et l'URSS.

Pour le « maintien de la paix » et face à la « menace communiste » de l'URSS, les pays du Traité de Bruxelles (1948, entre la France, le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg) signent en avril 1949 avec les USA, le Canada, le Danemark, la Norvège, l'Islande, l'Italie et le Portugal, le Traité Atlantique Nord qui donne naissance à l'OTAN. La suprématie économique, militaire et nucléaire totale des USA, jusqu'à la fin des années cinquante, en a fait le leader incontesté. L'OTAN s'est structuré selon un découpage géostratégique : Commandement Allié Europe (dont le Commandant suprême est toujours un général américain qui est dans le même temps le Commandant des forces armées US en Europe), le Commandement Allié Atlantique — le Commandement Allié Channel et leurs subdivisions; et en différents comités et groupes spécialisés, articulés autour du Conseil, du Secrétariat Général et du Comité Militaire de l'Organisation, chargés des finances, de la logistique, des armements, des affaires nucléaires, etc., un des derniers-nés étant le HLG (Groupe de Haut Niveau), issu du Groupe de Planification Nucléaire, chargé d'étudier « le rôle des forces nucléaires de théâtre dans la stratégie de l'OTAN ».

Organe impérialiste par excellence, l'OTAN a manifesté son dynamisme par son expansion (RFA, Grèce, Turquie, Espagne l'ont successivement rejoint) et par le développement de ses structures d'intégration militaire autour des forces armées US. Conséquence directe : la diplomatie ou stratégie de l'OTAN, que ce soit la dissuasion ou la réponse flexible, est toujours celle des USA. Tous les pays membres de l'Alliance ont été impliqués dans un jeu militaire mondial basé sur la dissuasion nucléaire.

Celle-ci verrouille avec succès pendant vingt ans la politique planétaire. L'OTAN et les USA d'une part et l'URSS d'autre part sont supposés ne pas pouvoir pousser la déstabilisation des dominions de leurs

adversaires au-delà d'un point indéterminé sans risquer d'encourir des représailles directes, soit un conflit militaire, joliment appelé MAD (Destruction Mutuelle Assurée). Tournant fondamental dans l'Histoire humaine qui tient dans ce paradoxe : la terreur nucléaire est sensée garantir son envers, la paix. Certains penseront que les bases de cette dernière sont pourries, mais leurs voix s'éteindront avec celle du « mouvement contre la bombe ».

Il est couramment admis que la dissuasion repose sur un partage du monde entre les deux « super-puissances », partage que l'URSS n'aurait pas respecté, créant de perpétuels facteurs de tension. Partage, il y en a eu un, mais fort inégal puisqu'il consacre à l'Union Soviétique, ce qu'elle a acquis par les armes, tout le reste tombant, cela va de soi, dans l'orbite occidentale.

Les milliers de mégatonnes, garantie du partage ont leur « mot à dire » dans la réalité mondiale, mais il devrait aller de

pond trois ans plus tard. A la même époque, d'effrayantes rumeurs parcourent l'opinion américaine sur une écrasante supériorité russe en bombardiers stratégiques, ce qui va servir de justification officielle à la construction de la formidable flotte des B-52. L'URSS, renonçant à combler ce fossé, répond en se concentrant sur ce qui deviendra l'un des principaux champs de développement des armements stratégiques, les missiles balistiques intercontinentaux sol-sol (ICBM, en 1957). Une Commission formée par le gouvernement Eisenhower affirmera en 1959 que l'URSS dispose contre les USA de 100 ICBM; il s'agit d'un nouveau bluff utilisé par Kennedy pour le déploiement des ICBM Minuteman et des SLBM Polaris (missiles balistiques lancés à partir de sous-marins). Plus tard, on apprendra que même en 1960 les soviétiques ne disposaient que de 35 ICBM contre 18 pour les USA (fossé largement compensé par les

Armées US en Europe, *Le Monde*, 6 janvier 1983). Ce qu'« oublie » le général Rogers, c'est que pendant la même période le Pentagone a abandonné la parité quantitative, désormais inutile, pour la qualité des armements ainsi que la dissuasion pour la réponse flexible.

Un regard rapide sur les accords SALT I, signés en 1972, donne un bon exemple. Les parités fixées par les deux puissances concernant les missiles stratégiques ICBM et SLBM laissent un avantage à l'URSS pour le nombre des missiles (un tiers). Si on tient compte de toutes les données, presque toujours présentées de façon fractionnée, on s'aperçoit que les USA ont cinq avantages (qui lui assurent la supériorité : 1. dans la technologie des vecteurs à tête multiple; 2. dans le nombre des bombardiers stratégiques, entre 350 et 450 contre 140 pour l'URSS; 3. la détention d'armes nucléaires tactiques stationnées en Europe menaçant directement l'URSS;



soi, qu'il est certes possible de geler un temps les zones d'influence, mais beaucoup moins les réalités politiques et sociales, porteuses de contradictions dynamiques et qui remettent en cause les lois de la terreur nucléaire. Par deux fois, les limites de ces lois ont semblé atteintes : en Corée et à Cuba. Après ces deux crises, le monde se rendort pourtant sur cette benoîte réalité : la terreur nucléaire, pardon la dissuasion, ça marche.

Se fondant sur cette vérité grosse d'absurdité, le monde sort de la guerre froide (qui fut, il faut le remarquer souvent chaude, mais pas pour nous) pour entrer à l'ombre discrète des stocks nucléaires dans l'ère radieuse de la détente.

La course aux armements

L'inégalité du partage se retrouve dans la dissymétrie de la course aux armements.

A la bombe américaine lâchée sur Hiroshima et Nagasaki répond, quatre ans plus tard, l'explosion de la première bombe A en URSS; à la création de l'OTAN, répond cinq ans plus tard celle du Pacte de Varsovie. En 1954, les USA déploient les premières armes nucléaires tactiques en Europe auxquelles l'URSS ré-

bombardiers stratégiques américains). Dans le même temps les USA mettent en service les premiers SLBM et ne seront rejoints par l'URSS qu'en 1965 (les sous-marins diesel soviétiques possédant des charges nucléaires ne pouvant être comparés).

Les « progrès » continuent et même s'accélérent avec l'introduction des vecteurs à tête multiple (MIRV) installés dès 1970 par les USA : l'avantage demeure. Ce n'est qu'en 1975 que l'URSS déploiera ses premiers MIRV. C'est ainsi qu'un prétendu retard occidental a été régulièrement utilisé pour justifier les crédits et la construction de nouvelles armes (il est toujours dur de faire appel à la bourse du contribuable).

N'est-il pas comique qu'il faille attendre la controverse actuelle sur les euromissiles pour entendre des affirmations telles que : « *durant les années soixante, nous avions l'avantage tant pour l'arsenal stratégique que pour les armes nucléaires de théâtre, et c'est précisément ce qui a changé en notre défaveur dans les années soixante-dix* » (Gén. B. Rogers, Commandant suprême du Commandement Allié Europe et Commandant en Chef des Forces

4. l'appoint des forces nucléaires de dissuasion française et britannique; 5. les bases US en Ecosse, Espagne et Guam permettant un plus grand rayon d'action à leurs sous-marins nucléaires. On peut donc se demander ce que vaut la « détente » dans un tel contexte (les accords SALT II prévus en 1974 sur les armes stratégiques offensives et signés en juin 1979 ne seront pas ratifiés par le Sénat américain).

On entre alors dans ce qu'on appellera peut-être la deuxième guerre froide.

Rébellions et contre-insurrections

Pour comprendre cette nouvelle crise (vue dans l'article sous l'angle militaire), il faut la situer dans une perspective mondiale de lutte des classes. La conception occidentale de la détente ne pouvait exister qu'au prix de deux conditions : 1. exercer avec succès une pression militaire doublée d'une pression économique sur l'Est, en imposant la course aux armements; 2. garder un contrôle total sur ce qui forme la base de l'impérialisme, les pays indépendants.



La détente agonise de ce qu'aucune de ces conditions n'ait pu être remplie complètement.

Si les luttes de décolonisation culminent avec l'indépendance algérienne en 1962, la décennie suivante ouvre une longue période d'échecs des luttes anti-impérialistes, qu'elles soient à caractère nationaliste ou socialisant. On ne compte plus le nombre de gouvernements nationaux renversés ni les massacres de populations révoltées : Brésil, Bolivie, Indonésie, Ghana, Congo, Saint-Domingue; j угulation du Nassérisme, répression en Rhodésie et dans les colonies portugaises, etc. Si presque aucun gouvernement nationaliste n'arrive au pouvoir durant cette période, à partir de 1974 le succès de la révolution vietnamienne, qui seule est passée au travers de cette guerre contre-insurrectionnelle mondiale, annonce la victoire de quatorze Etats inspirés par toutes les couleurs du nationalisme radical et le développement dans un grand nombre de pays de guérillas reposant sur une large base (Indochine, Angola, Mozambique, Ethiopie, Iran, Nicaragua...). La puissance américaine ébranlée par sa défaite au Viêt-Nam semble laisser un vide, rempli parfois par l'URSS. Même si l'intervention soviétique est très sélective, elle réduit cependant la marge de manœuvre dont jouissait jusqu'alors l'impérialisme américain et ce de manière incontestée. Bien avant les événements d'Afghanistan, d'Iran, Kissinger en 1975 et Brezinsky en 1978 avaient abandonné toute référence à la détente.

Les « dominos » se fissurent les uns après les autres et le plus puissant d'entre eux, le « gendarme du Golfe » qui s'enorgueillissait de faire le travail que les américains ne pouvaient faire eux-mêmes, s'écroule en quelques semaines sous les coups du formidable mouvement du peuple iranien. Cela cumulé avec les événements d'Afghanistan, les Soviétiques faisant intervenir directement leurs troupes pour la première fois, va être le prétexte d'une réorientation médiatique de la stratégie américaine. Pourtant la nouvelle guerre froide était depuis longtemps dans les tiroirs de certains milieux du complexe militaro-industriel et du Pentagone... La gigantesque réorganisation militaire de l'impérialisme s'effectue alors selon deux axes.

Offensive tous azimuts

1. *Le renforcement du dispositif militaire classique* prend deux aspects : l'un stratégique, l'autre technologique.

Stratégie : il s'agit d'éviter la reproduction d'événements à l'iranienne. Le Pentagone crée un outil contre-insurrectionnel « la Force de Déploiement Rapide » qui permettra des interventions directes en cas de crise majeure. Cette force (400 000 h) disposant d'un commandement autonome pour le Proche-Orient (CENTCOM) est dotée d'armes nucléaires tactiques. Elle dispose de relais et de stocks prépositionnés dans divers pays (Egypte, Soudan, Somalie, etc.). A côté, d'importants crédits sont débloqués pour le développement de la marine et des forces spéciales (bérêts verts) destinées entre autres à l'Amérique Centrale.

Technologie : il faut insister sur le fait que la très grande majorité des dépenses militaires mondiales concernent l'armement classique (85 % en France). Les raisons : « saturation » relative du nucléaire, les armes classiques sont commercialisables (quatre cinquièmes des exportations mondiales d'armes vont vers les pays indépendants); les armes classiques ont aussi le mérite d'être rapidement consommables, les différentes guerres déclenchées dans le Tiers Monde permettant d'essayer ces armes. A la suite de la guerre du Viêt-Nam, la technologie des armes classiques a subi une véritable révolution. Parmi elles, d'innombrables « petites merveilles » : les PGM, missiles à haute précision réajustant leur trajectoire en vol et suivant des cibles mobiles, les bombes équipées de détecteurs infrarouges ou olfactifs, larguées en grappes avec des systèmes de sous-munitions (systèmes de bombes antiper-

sonnes), les nouvelles ogives dotées d'un souffle « quasi-nucléaire », les explosifs air-carburant (nuages explosifs).

Toutes ces armes dites de « saturation de zone » peuvent être destinées à un affrontement classique en Europe, où elles viseraient à couper la tête des armées soviétiques de ses bases arrière en rendant la zone intermédiaire impraticable. Précisons que les missiles « intelligents » sont mixtes (chargeables en explosifs classiques ou nucléaires).

N'omettons pas l'emploi massif de l'électronique et de l'informatique qui permet entre autres de révolutionner la gestion des stocks d'informations. La fibre optique aussi qui dotera bientôt l'OTAN d'un système d'information unique et non « piratable ».

Cette révolution technologique « robotisée » la guerre. Elle donne la possibilité à

gramme le plus important jamais mis sur pied par les USA en temps de paix, et il faudrait parler aussi de ses instigateurs.

Ce groupe qui remplace un peu l'influence occulte de la déclinante *Trilatérale*, existe depuis longtemps mais a acquis une influence décisive depuis l'élection de Reagan. Beaucoup de ses membres furent recrutés par la CIA en 1976 pour analyser « la menace soviétique ». William Casey (directeur CIA), Robert Allen (Conseil National de Sécurité), Richard Pipes (spécialiste de l'URSS), Jeanne Kirkpatrick (déléguée à l'ONU), E. Rostow et Paul Nitze (Chef de la délégation américaine à Genève) comptent parmi les 141 leaders du groupe « *Comité d'Etudes sur les Dangers Présents* », tous liés ou partie du fameux complexe militaro-industriel.

Richard Pipes exprime sans ambage le propos obsessionnel de ce groupe : « La

dernier à plus de tact pour défendre un programme militaire difficile et le faire avaler, la stratégie restera. Pour préparer l'opinion, depuis trois ou quatre ans fleurissent des rapports et autre littérature nous apprenant que tout compte fait, au moins 50 à 60 % de la population américaine auraient une chance de passer au travers d'une guerre nucléaire. Il ne s'agit plus de dissuader l'adversaire. Il s'agit de banaliser cette idée : les USA pourraient bien songer à gagner une guerre nucléaire. C'est là une nouvelle donne que nous devons tous avoir présente à l'esprit.

Cette orientation est inscrite dans le nouveau programme militaire qui met l'accent sur le nucléaire antiforces, visant à clouer l'ennemi au sol lors d'une première frappe en diminuant sa capacité de représailles anticipées. Ce choix est rendu possible pour les USA par le haut degré de précision qu'ont acquis leurs missiles (de l'ordre de quelques dizaines de mètres). Le programme concerne essentiellement le niveau stratégique nucléaire (nous ne prenons pas en compte ici les armes nucléaires de théâtre, bombe à neutron, missile de croisière...) : le bombardier stratégique B-52, soit le B-52 modernisé, le missile X et le système Trident 2. Disons simplement que le M-X est un ICBM à tête multiple MIRV doté d'une capacité d'emport très élevée, d'un ciblage précis et dont les lanceurs doivent être mobiles dans un système de galeries et silos souterrains. Le système Trident 2 dispose de sous-marins ayant un tonnage double des derniers Poséïdons et pouvant porter chacun 24 missiles SLBM dont la portée multiplie par dix la surface des caches océaniques. Leur précision en fait des armes antiforces.

Pour parachever le tout, Reagan, en mars 1983 propose le programme « guerre des étoiles », visant à acquérir une suprématie totale en l'an 2000 à l'aide de lasers basés sur satellites.

Marche à la guerre sur le théâtre européen

Le déploiement des Pershing II et missiles de croisière sur le sol européen représente différents enjeux, si étroitement imbriqués qu'il est difficile de les isoler. Les « euromissiles » ou plus exactement les armes de « théâtre » modernisées sont un volet essentiel parmi les différents paliers nucléaires décrits ci-dessus. En agitant l'épouvantail de la supériorité nucléaire soviétique et de la mise en place des SS-20 et bombardiers Backfire, politiciens, presse, radio, TV, tentent de cacher un fait essentiel : bien avant l'annonce officielle en décembre 1979 de l'OTAN d'implanter des Pershing II et missiles de croisière, cette décision avait été prise dès mai 1977 dans l'ambiance feutrée des G.H.N., P.D.L.T. et G.P.N. de l'OTAN (alors que l'administration US négociait les SALT II).

Nous n'entrons pas ici dans le détail quantitatif ou qualitatif des armes occidentales ou soviétiques sur le théâtre européen. Rappelons seulement que le « débat » sur l'estimation des forces en présence occulte le fait que l'Ouest a un avantage en armes stratégiques (ce qui était généralement admis jusqu'en 1979) de même qu'il omet délibérément les forces existant dans le cadre de l'OTAN : FIII et Vulcaïn (bombardiers), Polaris, Poséïdon, Trident (sous-marin porteur d'ogives nucléaires), qui étaient considérées comme correspondant aux SS-20 et aux Backfire. Les « oublis » permettent une valse des comptes et décomptes des armements sur le « théâtre européen », valse éblouissante mais conservant son tempo : la menace soviétique face à une Europe sans défense. Cet « exercice d'information officielle » entre dans la stratégie américaine offensive : l'escalade horizontale comme l'appellent les états-majors : soit, répondre à une attaque ennemie en un point par une attaque en un autre point sur un « théâtre » choisi, cela en opposition à l'escalade verticale (escalade sur le même théâtre).

En liaison avec ses propres forces stationnées en Europe (900 bases militaires



des forces minoritaires de mener des guerres éclairs et de tenir des positions clés. Les unes après les autres, les forces de l'OTAN s'essaient dans des opérations qui « dégourdisent » des armées dont les forces doivent être testées (Malouines, Tchad, Liban). Ces grands « déplacements » doivent être rapprochés des opérations dites « chirurgicales » (Iran, la Mecque, Kolwesi). Ils ont, outre la raison susmentionnée, une double vocation : maintenir les positions géostratégiques et habituer peu à peu l'opinion occidentale « démocratique » à la guerre tout en intimidant les pays dépendants.

2. *Le renforcement de l'arsenal stratégique nucléaire.*

Le programme de « réarmement » présenté par Reagan en mars 1981 prévoyait un doublement des crédits militaires globaux d'ici 1986 (de 1980 à 1983, les dépenses militaires ont augmenté de 55 %) dépassant pour la première fois les demandes faites par les trois armes. C'est le pro-

gramme est inévitable avec l'URSS, à moins que celle-ci ne renonce au communisme. » A rapprocher de cette radicalisation politique, la réorientation stratégique des états-majors : « Les USA doivent développer des armes difficiles à contrer, qui imposent des coûts disproportionnés, qui ouvrent de nouveaux champs à la compétition militaire et rendent désuets les investissements faits par les Soviétiques. » (Rapport pour l'année fiscale 84-88.) Objectif : forcer l'URSS à accroître ses dépenses d'armement, restreindre les échanges, protéger la technologie des ordinateurs, scanner et autres appareils de haute précision.

Les USA ont toujours cherché à préserver leur suprématie militaire, cependant leur stratégie officielle portait sur la dissuasion (frappe anticipée). Schlesinger, Carter amorcent un tournant qui est vraiment devenu officiel avec Reagan. Même si l'émoi provoqué par certaines déclarations publiques du cow-boy sur la possibilité d'un échange nucléaire obligeront ce



US et 300 000 soldats), il est nécessaire pour les USA d'impliquer un peu plus les Etats européens en leur faisant accepter sur leur sol national de nouvelles armes nucléaires dites « euro-stratégiques », mais stratégiques tout court du point de vue de l'URSS puisque les Pershing II et les missiles de croisière pourront atteindre Moscou, soit le territoire « sanctuaire » et qu'elles seront sous contrôle américain exclusif.

C'est le resserrement de l'Alliance, non plus dans le cadre de la détente, mais dans ce qui prend de plus en plus l'allure d'une course à la guerre. Les contradictions vont bon train dans les gouvernements européens. Deux tendances les traversent. L'une majoritaire vise au renforcement du « suzerain » américain (le fameux parapluie US), l'autre penche pour une défense européenne plus autonome, bien hypothétique. Une épine douloureuse dans ces contradictions, c'est le paquet-cadeau Pershing II, missiles de croisière, qui s'accompagne nécessairement pour les Etats-Unis d'un renforcement considérable des armements conventionnels aux frais bien sûr des Etats européens. (Raison officielle : conserver la possibilité de la réponse flexible qui reste la stratégie affichée par le Pentagone depuis le début des années soixante-dix.)

Lorsqu'à la question : voulez-vous dire que les USA sont capables d'engager une guerre nucléaire limitée (sur le théâtre européen par exemple), Brezinski répond en mars 1980 : « Je veux dire que les USA pour maintenir effective la dissuasion, doivent avoir un éventail de choix : soit un échange nucléaire spasmodique, soit une guerre conventionnelle limitée... », il choisit délibérément de couper court à une ambiguïté. Cette déclaration comme bien d'autres ne facilite pas la tâche de « faire avaler » à l'opinion publique la transformation de l'Europe en champ de bataille nucléaire. Et c'est l'enjeu même de la guerre idéologique actuelle, à savoir l'aveuglement et l'embrigadement des populations européennes. Le mouvement « pacifiste » imprévisible dans son ampleur est pour le moment l'obstacle majeur au renforcement de l'OTAN.

Cette alliance qu'il faut renforcer dans le cadre de l'affrontement « Est-Ouest », il faut aussi qu'elle puisse défendre les intérêts « occidentaux » partout sur la planète. Casper Weinberger se rendit à la réunion de l'OTAN à Bruxelles dans les derniers jours de mai 1983 pour préciser les deux points suivants :

— Nécessité d'augmenter les dépenses militaires européennes pour renforcer les forces conventionnelles en Europe.

— Engagement des européens pour d'éventuelles opérations militaires hors de la zone couverte par l'OTAN.

Il faut mettre ceci en parallèle avec les décisions prises au même moment à Williamsburg concernant « la sécurité de l'Occident qui est partout menacée ». On ne peut être plus explicite...

Aux côtés de la Force d'Action Rapide qu'Hernu développe à l'échelle de notre hexagone et plus modestement, les Pershings et les missiles croisière seront là aussi pour offrir par leur rayon d'action la possibilité d'une « escalade horizontale » notamment au Moyen-Orient et dans le golfe Persique.

Une France va-t-elle en guerre

Qu'en est-il de la spécificité française au sein de l'Alliance...

La France n'est plus officiellement dans le Commandement Intégré de l'OTAN depuis 1966 (il n'est peut-être pas superflu de rappeler qu'elle n'a jamais quitté l'OTAN). Elle a sa propre force de frappe, « force de dissuasion », symbole de l'indépendance nationale pour tous du RPR au PCF (PCF et PS se sont ralliés à la force de frappe au milieu des années soixante-dix).

Discrètement, la France a gardé un pied dans les structures militaires de l'OTAN, par le biais d'accords passés successivement entre les chefs d'états-majors des armées françaises (Ailleret, Mery, Van-

bremeers, Lacaze) et le Commandement Suprême des Forces Alliées, concernant principalement la politique d'armement et la définition du cadre stratégique général. Ainsi le gouvernement Giscard reprenait-il à son compte la notion de bataille de l'avant avec le dispositif nucléaire tactique français. La France a toujours veillé à l'articulation de ses forces (y compris nucléaires) avec celles de l'OTAN. C'est bien pour cela que « notre » porte-avions Foch a participé à l'opération Safari de l'OTAN du 7 juin au 17 août 1983 dans le golfe de Gascogne.

Les forces militaires françaises maintenues en Afrique, en Méditerranée, et dans l'Océan Indien sont loin d'être négligeables et consolident le dispositif de protection des voies maritimes d'approvisionnement des impérialismes occidentaux.

Le gouvernement Mitterrand et son porte-parole, Claude Cheysson, ne cesse d'affirmer son soutien à l'OTAN. Les déclarations abondent : « Nous sommes les meilleurs alliés des Etats-Unis. » « Tout ce qui peut être fait pour confirmer aux américains que nous sommes des partenaires sûrs et importants... » (Cheysson) Encouragements à l'Espagne à entrer dans l'OTAN, dénigrement du programme travailliste sur le désarmement... Enfin, la France « approuve entièrement la décision qui a été prise par ses alliés atlantiques pour les fusées américaines Pershing et missiles de croisière. »

Hernu est chargé de renforcer l'armée française : poursuite du programme des armements (stratégiques et tactiques). Le sixième sous-marin nucléaire équipé d'un nouveau missile M 4 (6 ogives de 4 000 km de portée) sera en service en 1985 et les 36 bombardiers Mirage IV seront modernisés en 1985 (avec un nouveau missile d'une portée de 200 km). Et Hernu a « inauguré » en janvier de cette année les 9 derniers ICBM S 3 implantés sur le plateau d'Albion. Les forces nucléaires tactiques suivent le mouvement de modernisation. En 1985, des Mirages 2000 rejoindront aux Mirages III E et aux Jaguars, porteurs de bombes nucléaires AN 22. Les missiles Pluton (120 km) affectés à l'armée de terre devraient être remplacés par les missiles Hades d'une portée double.

Hernu met sur pied parallèlement la Force d'Action Rapide (F.A.R.), 45 000 hommes qui selon le Général B. Rogers « auraient un rôle un peu semblable à celui des forces de déploiement rapide américaines », donc « capables d'engager un corps expéditionnaire classique pouvant s'insérer dans le dispositif de l'OTAN en une zone où le besoin serait nécessaire. » (Hernu) « D'ailleurs certaines grandes unités qui la composent, existent déjà : 9^e division d'infanterie de marine, la 11^e division parachutiste et la 27^e division alpine. » (Hernu, le 18 juin 1983.)

On s'essayera probablement au feu prochainement puisque le général de brigade Jean Poli envoyé au Tchad pour commander l'opération Manta est l'adjoint opérationnel auprès du général commandant la 11^e division parachutiste.

Soyons rassurés, « notre » gouvernement sait tenir son rôle de « puissance mondiale », « nous » sommes toujours le troisième exportateur d'armement, et « nous » restons toujours de fermes artisans de l'Alliance Atlantique, tout en restant indépendants, tradition gaullienne oblige.

Ce n'est pas un dangereux activiste, mais bien un confrère social-démocrate, qui, agacé par l'excès de zèle de ses petits camarades français a dit de la politique étrangère de la France en matière de relations est-ouest « qu'elle est plus dure que celle de l'Allemagne et qu'elle se rapproche plus de celle de Reagan. » (Citation de F. Gonzales.)

Conclusion

Il n'est pas possible pour les forces révolutionnaires de rester éternellement muettes devant les questions que nous avons soulevées.



Il n'est pas possible non plus de s'enfermer dans des luttes justes mais parcellaires, dans des dénonciations vagues qui n'expliquent rien sur le « ca-pi-ta-lisme » menant à la guerre. Un certain marxisme vulgaire dit que le problème de la guerre détourne la classe ouvrière ou les peuples dépendants d'une hypothétique menace. Il y a une certaine superstition chez ces marxistes-là à aborder de nouvelles questions. Si bien qu'objectivement, ils contribuent à renforcer ceux qui tentent de nous faire entrer dans le crâne la propagande bourgeoise « laissez la question aux spécialistes ».

Nous avons vu la désinformation organisée par ces spécialistes : les médias nous déversent jour après jour les mêmes inepties. Parmi celles-ci on nous rebat les oreilles sur la « supériorité soviétique » grâce à quoi on voudrait nous faire gober n'importe quoi. Par exemple, l'URSS, nous dit-on, dépenserait un plus grand pourcentage de son PNB pour l'armement que la colombe US. C'est vrai, mais ces chiffres prendraient toute leur signification si l'on nous rappelait en même temps que le PNB de l'URSS est de moitié inférieur à celui des Etats-Unis.

Pour préparer la guerre, il faut d'abord préparer idéologiquement. C'est laisser la partie belle à l'OTAN que de lui laisser un champ libre.

A la première question, nous avons répondu, non il n'y a pas parité entre les deux « grands ». Les USA dominent le marché international et dictent leurs critères de développement à la planète tout entière. L'URSS, comme la Chine, réintègre progressivement les circuits d'échanges internationaux. De même les USA bénéficient d'un très net avantage militaire avec leurs alliés de l'OTAN. Cet avantage est double : structurel, le Pentagone dispose d'un vaste réseau de bases sur la planète contrairement à l'URSS réduite à plus de 90 % aux étroites limites du Pacte de Varsovie ; technologique, en particulier dans le domaine de l'électronique-informatique qui va leur permettre une suprématie sur la logistique adverse entre autres. Cette dissymétrie est bien sûr en elle-même un nouveau facteur de guerre...

Savoir si l'URSS est moins « noire » que les USA dans l'holocauste qui nous est promis, n'est pas de notre ressort. Nous laissons les curés rouges discuter à perte de vue de la pureté des mobiles d'origine...

Par contre, la détermination de la puissance dominante dans cette structure morbide est de première importance pour le mouvement prolétarien et des pays dépendants. N'oublions pas enfin que la crise, tentative de reconversion de l'impérialisme a une implication dans la crise des sous-systèmes intégrés, qui engendre une double crise aux effets multiplicateurs.

A notre deuxième question, nous répondons : il n'y a pas de risque de guerre, il y a guerre généralisée dans les pays dépendants avec risques imminents de dérapage nucléaire dans les zones de fracture (Europe et Proche-Orient).

Pour l'Europe, l'implantation des Cruise et des Pershings pourrait bien être un point de non-retour (beaucoup de ces missiles sont probablement déjà implantés). Un compromis très provisoire pourra peut-être être trouvé, mais un compromis doit toujours se faire sur le dos de quelqu'un.

Il y a de nombreux facteurs de guerre. Ces facteurs sont de deux ordres : technologique et économique et social.

— La guerre moderne (après le Vietnam) a donné aux états-majors des moyens que ceux-ci ne pourront pas nécessairement maîtriser. La guerre classique ou nucléaire sera chez les Occidentaux de plus en plus « robotisée » ; ce qui signifie qu'une fois l'alarme lancée, les temps de décision se réduisent indéfiniment (de IOMN à un ICBM pour atteindre sa cible), on voit mal qui consultera qui... N'oublions pas que les états-majors sont formés à essayer de « gagner » une guerre nucléaire et ils savent que l'hésitant est forcément le perdant.

— Les possibilités données par une frappe antiforces ne sont pas les seules à tuer la dissuasion. Nous avons vu qu'entre l'armement classique de pointe, capable de créer des destructions aussi massives que le nucléaire tactique et ce dernier la limite était minime. Quel argument concret peut nous prouver qu'une fois un conflit majeur enclenché il pourra être enrayé à tel ou tel stade ? Du quasi-nucléaire au nucléaire tactique, du tactique à l'antiforces, de l'antiforces à l'anticité, qui peut dire : je m'arrêterais au milieu du tobogan dans une situation qui évoluera de minute en minute...

— On ne peut séparer le nucléaire civile du nucléaire militaire, celui-ci servant d'infrastructure à celui-là. La dissémination nucléaire dans le « Tiers Monde », dans des pays appartenant tous au camp occidental, multiplie les risques de conflits horizontaux. Pour ce moment il semble que l'Argentine, l'Afrique du Sud, Israël, l'Irak, le Pakistan, l'Inde, la Corée du Sud aient la bombe ou soient en passe de l'avoir. N'oublions pas la Chine qu'on nous reprochera avec justesse de laisser à l'écart ici.

La guerre nucléaire n'est donc pas comme certains essaient de le proclamer un problème réservé aux nations « riches ». Bien au contraire, elle deviendra de plus en plus un problème de tout premier plan pour les pays les plus pauvres qui tentent de se libérer et dont le génocide nucléaire n'empêchera pas les dirigeants occidentaux de dormir. Ne sera-t-il pas



normal de nucléariser « d'horribles Khadafi ou Khomeini qui dépassent les bornes » ?

Notre liste des causes de guerre généralisée nucléaire est hélas bien loin d'être exhaustive. Il s'agit tout au plus ici des aspects les plus nouveaux.

Abordons à présent notre dernière question : empêcher la guerre. Comment ? Que faire ?

C'est au moment où la domination impérialiste prend son visage le plus ignoble que les conditions ressurgissent pour bâtir un pôle négateur radical.

Il est regrettable que certains passent leur temps à s'ossifier dans un purisme dont le mouvement révolutionnaire n'a que faire.

Oui, le mouvement pacifiste est dans la plupart des pays, à dominante petite-bourgeoise ou cléricale parfois même.

Oui, ces forces ne remettent pas en cause pour la plupart la cause du mal, notre exploitation quotidienne en tant que prolétaires, l'extermination par la faim et la guerre conventionnelle des peuples dépendants.

Oui, la peur est dans bien des cas l'unique mobile de la prise de conscience pacifiste.

Cela n'empêche pas qu'il faut une bonne dose d'aveuglement pour ne pas voir que ce mouvement dépasse potentiellement toutes ces forces ; qu'il touche sans en avoir la notion nette et claire, à la clé de voûte des appareils centraux du capitalisme mondial : la terreur nucléaire, ce qu'elle implique de chantage social.

Peu importe si les directions des actuels mouvements cherchent à transiger, à gagner juste un sursis à l'holocauste. Qu'un

pôle prolétaire autonome émerge et construise une stratégie autonome et les illusions s'effondreront faisant place à une rébellion sans limites.

S'enfermer dans les ratiocinations ou des pratiques incantatoires lorsqu'un mouvement dynamique se développe, c'est précisément laisser l'orientation de celui-ci aux forces bourgeoises qui l'affaibliront pour le vendre au dernier moment aux bellicistes, pratique courante dans les diverses chapelles social-démocrates.

Pour éviter que l'énergie de ces millions d'êtres humains qui commencent à ouvrir les yeux sur l'abattoir qu'on leur prépare ne soit dévoyée, il faut que le mouvement prolétaire lui donne son orientation. Le prolétariat de par l'exploitation qu'il subit est le seul à avoir peu d'illusions sur la nature du combat à mener. Si le temps n'est sans doute pas encore venu pour énoncer une stratégie, on peut néanmoins proposer quelques axes qui formeront une plate-forme de départ pour discuter.

1. Briser les bombes atomiques qui sont dans nos têtes. c'est arracher à nos gouvernements leurs horribles oripeaux démocratiques. Rappeler partout que ceux-ci ne nous gouvernent qu'avec en dernier recours le génocide organisé et la terreur nucléaire.

Il faut que partout éclate la vérité sur la nature réelle des centres de décision de l'Etat. Alors que les peuples d'occident sont censés jouir de l'insigne privilège d'être consultés sur des brouilles, les décisions vitales sont prises par des instances : OTAN, Pentagone, services secrets, sur lesquels nous n'avons aucun moyen de contrôle. La terreur nucléaire sur laquelle ces instances s'appuient est

tellement puissante que nous l'avons intériorisée depuis trente ans et refoulée.

2. Isoler les forces contre-insurrectionnelles qui sillonnent nos cités. Dénoncer les fauteurs de guerre et marchands d'armes. Dénoncer les centres de décisions militaires.

Il faut entraver par tous les moyens et à tous les niveaux la machine de guerre OTAN. Il faut tenter de casser la chaîne impérialiste en Europe directement menacée par la guerre. Tous les moyens seront bons et complémentaires dès lors que cet objectif sera clair. L'heure n'est pas aux exclusives.

Il faut couper en profondeur les racines militaristes de cette société : du contrôle de nos cités où sont déjà programmées des opérations contre-insurrectionnelles, aux universités et aux divers organismes se drapant dans leurs vertueuses recherches pour cacher que plus de 35 % de celles-ci sont militaires, aux marchands d'armes qui vivent du sang des autres et à ceux qui les protègent, enfin aux instances institutionnelles qui structurent la machine.

3. Menacer les bases arrière des forces contre-insurrectionnelles dans les pays dépendants.

Développer la guerre de classe pour empêcher la guerre impérialiste. Se battre avec les révolutionnaires des pays dépendants, voilà les tâches principales du pôle prolétaire. Pour cela il doit ouvrir les yeux des différentes composantes pacifistes à cette évidence : la guerre n'est pas seulement la menace du champignon ; elle est depuis trente ans une réalité quotidienne pour les pays dépendants. C'est

pourquoi le pôle prolétaire a la responsabilité prioritaire de construire un lien concret avec les révolutionnaires des pays dépendants. Nous devons montrer concrètement qu'il n'y a pas de guerres conventionnelles acceptables pour les autres et un danger nucléaire terrible pour nous. La guerre nucléaire a ses racines dans la guerre « impérialiste ordinaire ». Les commandes des forces d'intervention rapide et celles des missiles intercontinentaux sont entre les mêmes mains sanguinaires.

Nous devons barrer la route par tous les moyens aux forces d'intervention rapide qui deviennent enrégées des Malouines au Liban, au Tchad, tous éléments d'un même conflit central.

Aucun Etat n'a jamais désarmé de plein gré. Depuis trente ans, le monde vit la guerre permanente, depuis trente ans le monde vit dans la terreur nucléaire. En trente ans, 6 000 rencontres pour soi-disant endiguer la course aux armements. Américains et Soviétiques avaient 6 500 armes nucléaires en 1960, 15 000 en 1980. Si SALT II était tenu, il y en aurait 24 000 dans quelques années (armes stratégiques uniquement).

Non content de vivre de notre travail, le capital nous mène à l'abattoir. Il n'y aura pas de désarmement car un Etat sans armes est une absurdité.

Si nous sommes capables de donner au gigantesque et fragile mouvement qui naît, son contenu de classe, alors nous verrons renaître dans nos pays qui ont connu aussi tant de révolutions écrasées, un mouvement révolutionnaire qui aura la conscience des implications radicales de son combat.

Guerre impérialiste et mouvement antiguerre aux USA

Plus de 750 000 personnes ont participé à New York City le 12 juin 1982 à la manifestation, célébrée entre-temps comme la plus grande manifestation pour la paix de l'histoire américaine, contre la menace des armes et de guerre nucléaires. Par cette mobilisation et la manifestation dans le même temps de 50 000 personnes à San Francisco, le mouvement pour la paix et antinucléaire aux USA a rejoint les forces semblables dans les pays impérialistes de l'Europe de l'Ouest et du Japon. Ces derniers dix-huit mois, ces mouvements ont rassemblé dans la rue des milliers et des milliers de gens pour protester contre l'installation de nouvelles armes nucléaires sur leur sol. Les manifestants ici dans ce pays et ceux en Europe partagent en majorité le même point de vue, à savoir que la troisième guerre sera une apocalypse nucléaire entre l'URSS et les USA qui détruira tout, en un coup de folie. Ce qui en ressort, c'est la solution qu'un gel de la production de nouvelles armes nucléaires (les USA et l'URSS possèdent déjà plus de 50 000 armes) serait un pas de géant vers la paix mondiale.

Nous ne croyons pas que ce scénario apocalyptique caractérise la stratégie militaire, suivie par l'impérialisme ou par l'Union Soviétique. Nous ne croyons pas non plus que les USA et l'Union Soviétique représentent la même menace pour la paix mondiale. C'est le système impérialiste dirigé par les USA qui est responsable des menées vers la guerre mondiale.

En automne 1982, Reagan se plaignait que le mouvement pour la paix soit attisé par le KGB, qui tromperait ainsi des millions d'hommes. Cette croisade anticommuniste, parachéevée par des dossiers du Reader's Digest, est un concept hautement idéologique plaqué sur le potentiel antimilitariste et anti-américain du mouvement.

Comme toujours, dans les débats sur la réduction des armes nucléaires et/ou le gel, les USA sont préparés au compromis.

C'est la guerre conventionnelle, pas la guerre nucléaire, qui reste le fondement de la stratégie de guerre impérialiste des USA. C'est très différent de l'image mise en avant par le mouvement de la paix.

Alors que les mouvements contre les armements nucléaires conquièrent la une des journaux, il y a eu une montée qualitative de guerres conventionnelles (pas nucléaires), des interventions et des préparatifs de guerre. Les puissances impérialistes sous la direction des USA mènent une offensive longue contre les luttes de libération nationale, contre les gouvernements socialistes et les mouvements progressistes. Tandis que l'impérialisme attaque secrètement l'URSS et ses alliés et tente de les déstabiliser et bien que la course entre les impérialistes s'aggrave, le premier foyer de crise est le Tiers-Monde où l'impérialisme est provoqué par les luttes de libération nationales.

Pourquoi en est-il ainsi ?

A notre époque, des nations comme le ViêtNam, l'Angola et le Zimbabwe ont gagné leur indépendance après des guerres populaires longues, et ont commencé un long et difficile processus pour construire des sociétés socialistes. Ces nations nouvellement libérées, représentent avec les mouvements de libération nationale la plus grande menace pour l'hégémonie impérialiste. L'impérialisme américain ne peut survivre, sans l'immense richesse, les réserves et la force de travail surexploitée qu'il tire des nations du Tiers-Monde indépendantes, coloniales ou néo-coloniales.

Pour trouver de nouveaux marchés et des superprofits, l'impérialisme a établi des industries dans diverses régions du monde, qui sont avant tout des producteurs de matières premières et de produits agricoles. Depuis la deuxième guerre mondiale, ce processus a eu pour conséquence de favoriser la direction de la classe ouvrière et l'idéologie socialiste dans le combat pour la libération nationale. Parce que le Tiers-Monde représente le maillon faible dans la chaîne des grandes puissances et parce que c'est là que se trouve le plus de matières premières et que c'est là que la supériorité militaire de l'impérialisme est la plus grande ; c'est là aussi que les USA doivent concentrer leur offensive.

C'est là que la guerre a lieu et ce n'est pas abstrait. L'invasion israélienne appuyée par les USA au Liban, l'escalade de la guerre contre les mouvements révolutionnaires en Amérique Centrale, les agressions sud-africaines en témoignent.

Ce sont les signes visibles du commencement d'une nouvelle période où il y aura de plus en plus de guerres, des grandes et des petites.

En même temps, les attaques contre les mouvements de libération nationale sur le sol des Etats-Unis sont une partie d'une guerre intérieure croissante : une guerre contre-insurrectionnelle pour pacifier l'Amérique. En général, le mouvement pour la paix montre peu d'intérêt pour les causes de ces conflits et pour leur rapport à une nouvelle guerre mondiale, dans laquelle certainement les autres nations impérialistes et l'URSS seraient impliquées.

La manifestation du 12 juin a été célébrée par tant de groupes que les résultats de mobilisation ressemblaient au résultat d'un sondage pour savoir qui était pour et qui était contre la fin du monde. Même

Reagan dont le tour d'Allemagne (où il allait pour montrer sa stratégie musclée) le 11 juin, a été troublé par 10 000 manifestants qui se sont battus avec les flics, a été contraint de dire : « J'aurais manifesté moi aussi à New York si j'avais cru que cela apporterait quelque chose. »

Le seul véritable mouvement des années 80 ?

Des leaders religieux, la hiérarchie catholique US incluse, d'infâmes combattants de la guerre froide comme l'ex-chef de la CIA Colby, des bourgeois libéraux comme Ted Kennedy, des démocrates et beaucoup d'autres personnalités prennent position au côté du mouvement pour la paix.

En fait, toutes les organisations progressistes et beaucoup d'organisations qui se disent marxistes ont proclamé le 12 juin comme un jour historique, un tournant, la naissance du seul mouvement réellement important des années 80.

Nous sommes en contradiction complète avec ceux qui mettent en avant le consensus national croissant et avec leurs conclusions. Tous les communistes, tous les révolutionnaires veulent la paix, mais pour avoir la paix nous devons comprendre pourquoi il y a la guerre. Le point de vue largement répandu que la guerre pourrait être empêchée par le gel nucléaire ou par le désarmement nucléaire, est faux et dangereux, parce qu'il fait des armes le centre du problème. Mais c'est le système impérialiste qui commande les armées, les armes. Et ce sont ces pays qui font la guerre. Ceux qui se concentrent sur les armes nucléaires, sont prêts à accepter la principale orientation de la stratégie des Etats-Unis et de l'OTAN qui consiste à

suite page 11

PORTO RICO

luttres au coeur de la bête

UNE ILE, COLONIE MILITARO-INDUSTRIELLE DES USA

PORTO-RICO fait partie des Antilles et est situé dans les îles Caraïbes.

C'est un archipel de 100 miles de long sur 35 miles de large composé d'une île principale et d'îles plus petites telles que Vieques, Culebra, Culebrita, Mona, etc.

La population comptait en 1980, 4,5 millions d'habitants. 2,5 millions vivent aux USA.

● *Porto-Rico est une colonie américaine, contrôlée depuis 1898 par les Etats-Unis après que les forces militaires de ce pays ont occupé l'île au moment de la guerre dite hispano-américaine.*

Porto-Rico a un gouverneur et un parlement qui doivent cependant obtenir l'approbation du gouvernement et du congrès des USA pour avaliser leurs décisions. La citoyenneté américaine et le service militaire obligatoire ont été imposés aux porto-ricains au moment de la première guerre mondiale.

● *Porto-Rico est une colonie militaro-industrielle du fait de la présence massive des troupes et des industries américaines.*

Onze bases américaines occupent 13 % des terres cultivables. Par exemple, 80 % de l'île de Vieques ont été expropriés par les Etats-Unis pour développer leurs bases sur cette île et pour entraîner leur marine. C'est une partie du Roosevelt Road, le plus grand complexe naval militaire des Etats-Unis dans le monde.

● *Porto-Rico est un pays qui devrait se suffire sur le plan agricole. Il possède une forte industrie, métallurgique et chimique. Mais les Etats-Unis utilisent cette économie à leur profit.*

Porto-Rico doit importer sa viande des Etats-Unis. 81 % de la population doit s'employer dans des trusts américains. Les Etats-Unis investissent énormément sur Porto-Rico. Ils installent sur l'île des industries hautement polluantes réalisant d'énormes profits comme l'industrie pétrochimiques. Le cinquième des investissements réalisés dans le Tiers Monde par ce pays est réalisé à Porto-Rico, les industriels étant assurés de hauts profits dans des conditions parfaites de sécurité. Les capitalistes américains contrôlent 80 % de l'industrie, 60 % des banques et 90 % des exportations industrielles.

● *La population est complètement méprisée par les Etats-Unis*

Ce DOSSIER SUR LES COMBATS AUX ETATS-UNIS est le premier consacré à des luttes que l'on nous tait soigneusement.

POURQUOI CE DOSSIER ?

Les luttes aux Etats-Unis sont complètement occultées ici en Europe. En effet, si l'on s'entient à l'information que l'on nous dispense, il y aurait un grand trou depuis les années 60, années des luttes contre la guerre au Viêt-Nam, années des luttes des Black Panthers. Trou juste comblé par les révoltes ici ou là dans les ghettos et dans les taules, par les émeutes ou les pillages qui font le plaisir des médias avides de scoops, de désespoir et de couleur locale, par les mouvements pacifistes. Jamais la continuité politique et dans le temps n'est établie. Jamais, les luttes ne sont replacées dans le contexte communautaire et politique. Et certaines de ces luttes, celles des millions de Chicanos, celles des millions de Portoricains ne sont jamais évoquées. Aux Etats-Unis aussi, dans ce pays de l'horreur capitaliste où des millions de gens vivent dans la pauvreté, l'analphabétisme, où des millions de gens ne sont pas protégés contre la maladie, il y a aussi des luttes politiques. Il n'y a pas de pays où la lutte n'existerait pas et les Etats-Unis ne font pas exception.

Notre premier dossier concerne la lutte des Portoricains. Nous publions des indications sur le contexte impérialiste, des textes sur deux combattants portoricains, symboles de toute une lutte, et les communiqués des actions de l'un des groupes armés portoricains (les FALN), celui qui a choisi de lutter sur le sol même des USA. Enfin un texte sur la forme spécifique que prend l'attaque judiciaire des mouve-

ments aux Etats-Unis : le Grand Jury. Ce dernier texte joint à la chronologie donne aussi des indications sur l'histoire des luttes à Porto Rico et aux USA. Remarquons que notre dossier est consacré aux luttes portoricaines sur le sol des Etats-Unis, la lutte sur Porto Rico même devra faire l'objet d'un dossier à elle toute seule.

CARACTERE DES LUTTES AUX USA

Sur le sol nord-américain, au cœur même de l'Etat dominant du système capitaliste occidental, des luttes se développent depuis des années.

Ces combats sont essentiellement menés par les minorités, les différentes communautés : Portoricains, Noirs, Chicanos, Indiens, témoignage vivant des stades successifs de l'oppression du capital :

— décimée dans la première phase de colonisation et asservie ;

— importée comme du bétail lors de la première phase d'industrialisation et réduite à l'esclavage ;

— immigrée au stade impérialiste et prolétarisée, les différentes minorités/communautés forment aux Etats-Unis la majorité de la classe des exploités, des opprimés, de la « classe » des travailleurs/chômeurs/prisonniers, de toute façon la fraction la plus opprimée de cette classe.

Aussi est-ce parmi ces minorités que se sont développées les luttes les plus conséquentes par leur caractère radical, par leur continuité, par le degré d'affrontement à l'Etat.

Si leur combat s'articule en général autour d'une revendication nationale communautaire, elles n'en affirment pas moins la nécessité de la révolution, de la libération de l'homme, de la lutte pour le socialisme.

Et si le contenu de classe de la lutte peut sembler parfois en rester au plan théorique, au niveau du slogan, il faut constater que ces communautés ne pratiquent pas la collaboration de classes qui caractérise les luttes nationales frontistes, nationalistes et que les actions ont toujours pour cibles les institutions de l'Etat, du capital.

Si, d'autre part, elles semblent se méfier de la majorité blanche au point de s'organiser quasi systématiquement de manière autonome, c'est qu'elles ont fait l'expérience de la manipulation, de la domination jusque dans les luttes syndicales, jusque dans les luttes dites révolutionnaires. En revanche, elles sont très largement solidaires entre elles. Ce qui s'exprime par une attention aux luttes respectives et par les témoignages de solidarité. Elles s'allient aussi avec les autres forces de l'Amérique lorsque celles-ci sont réellement, pratiquement anti-impérialistes, comme lors d'une action d'expropriation commune menée en 1980 contre la Brinks.

Ce premier dossier est donc consacré aux luttes portoricaines. C'est qu'elles nous ont impressionnés par leur précision politique, leur ampleur, la radicalité et la conscience de la communauté, le soutien des luttes par celle-ci.

Anti-impérialistes, elles attaquent la puissance militaire des Etats-Unis, la force financière du capital américain. Socialistes, elles privilégient l'analyse de classe. Armées, elles attaquent efficacement le capital et ses forces de répression.

CE DOSSIER EST UN PREMIER PAS FAIT EN FRANCE POUR LA CONNAISSANCE DES LUTTES MENEES DANS LA METROPOLE DES METRO-POLES.

D'autres dossiers suivront.

qui n'y voient que chair à canon comme lors de la première guerre mondiale (où les portoricains ont été enrôlés en masse), travailleurs à bas prix et à haut risque sur l'île, marchandise immigrée et objet d'expérience : 40 % des femmes sont stérilisées, les expériences concernant la pilule ont été réalisées d'abord à Porto-Rico.

● *A cette exploitation, les portoricains ont répondu depuis toujours par la lutte, sur l'île et maintenant aux USA.*

La création de partis à la solde des Etats-Unis n'a pu empêcher le développement d'organisations de lutte.

Les forces politiques sur l'île sont d'une part les partis créés par les USA et/ou qui les servent :

— *Le Nouveau Parti Progressiste est contrôlé par le gouvernement colonial. C'est un parti néofasciste, il utilise l'Etat pour lutter contre les indépendantistes. Il est financé en grande partie par les USA.*

— *Le Parti Populaire Démocratique. Il a été formé par Munoz Marin dans les années trente.*

Et les organisations progressistes et indépendantistes :

— *Le Parti Portoricain Indépendantiste. Il appartient à l'Internationale Socialiste. Le plus important parti d'opposition jouant le rôle de l'opposant loyal et préconisant la prise du pouvoir par les élections.*

— *Le Parti Socialiste Portoricain. Parti eurocommuniste dans le contexte colonial. Participe aux élections.*

— *La Ligue Socialiste Portoricaine. Groupe révolutionnaire marxiste-léniniste. Il refuse toute participation aux élections. Il soutient le combat indépendantiste. Parti frère du MLN qui, lui, agit aux USA.*

Puis des groupes armés clandestins qui ont revendiqué plus d'une centaine d'actions :

— *Les FALN : Forces Armées de Libération Nationale.*

— *Les FARP : Forces Armées de Résistance Populaire.*

— *Les Macheteros, Ejercito Popular Boricua, bras armé du parti révolutionnaire des travailleurs.*

— *L'OVRP : Organisation des Volontaires pour la Révolution Portoricaine.*

— *Le CRP : Commandement Révolutionnaire du Peuple.*

Ces derniers représentent avec la ligue, les forces politiques qui ont une réelle compréhension de l'impérialisme et une expérience/volonté d'affrontement jamais démentie.



FALN

Les FALN sont l'organisation de lutte armée portoricaine ayant choisi de lutter sur le sol même des USA. Ces communiqués précisent leurs positions politiques.

Les FALN revendiquent l'entière responsabilité pour les attentats à la bombe qui ont eu lieu dimanche 28 février dans le quartier financier de Wallstreet. Cette attaque armée contre des entreprises et des institutions de l'impérialisme yankee font partie de la guerre permanente que nous menons pour la libération de notre pays du colonialisme US, pour la libération immédiate et sans condition de nos prisonniers de guerre et de nos prisonniers politiques, et elle est l'expression de notre solidarité avec le peuple héroïque du Salvador et son avant-garde armée, le Front Farabundo Martí de Libération Nationale.

C'est la réponse du peuple portoricain en exil (aux USA, note du traducteur) aux dernières déclarations des impérialistes américains, celles de Reagan (le 12 janvier 1982) et du porte-parole du gouvernement O'Neil, affirmant que les impérialistes américains revendiquent le « statehood » pour Porto-Rico.

Ainsi, les impérialistes ont renouvelé clairement leurs prétentions concernant notre pays : accentuer la colonisation de Porto-Rico par son intégration dans la fédération des Etats yankees. Ils veulent réaliser cela avec la bénédiction et le soutien du capitalisme international, comme l'a déclaré ouvertement l'ancien président Gerald Ford lors d'une rencontre de la Commission Trilatérale qui a eu lieu sur le sol de Porto Rico, sur un territoire qui nous a été dérobé par des voleurs et des criminels, des parasites ouvertement tolérés : les Rockefeller.

Nous, membres de la nation portoricaine opprimée, qui avons été contraints de quitter notre cher pays, pour aller dans les misérables bidonvilles et ghettos des USA et tenter d'y survivre, nous savons ce que signifie réellement pour le peuple portoricain « l'autonomie ». Nous la vivons. « L'autonomie » signifie le génocide. C'est une vie d'esclaves soumis aux intérêts d'une minorité parasite, avide seulement de profits. C'est la destruction totale de notre identité, de notre langue, de nos valeurs, de notre nationalité, de notre culture, et cela signifie le vol et le pillage de notre pays et de ses ressources naturelles au profit des capitalistes yankees. Nous devons résister à cela. Porto Rico n'est pas et ne sera jamais une partie des USA. Porto Rico appartient au peuple portoricain. C'est ce que nous défendons et nous combattons pour cela jusqu'à la victoire ou la mort.

Les FALN aimeraient attirer l'attention du peuple portoricain, du peuple des Etats-Unis et des peuples du monde sur le traitement inhumain réservé à nos camarades prisonnier(ies), membres de notre organisation, les onze prisonnier(ies) de guerre portoricains (Oscar Lopez Rivera, Lucy Rodriguez, Carlo Alberto Torres, Haydee Torres, Luis Rosa, Alicia Rodriguez, Ricardo Jimenez, Dyclia Pagan Morales, Adolfo Matos, Anton Giorgi, Elizam Escobar, Carmen Valentin) dans les geôles du système pénitentiaire yankee. Leurs problèmes de santé ont été ignorés, les surveillants

les tourmentent sans arrêt et tentent de les provoquer. Ils ont été isolés dans leurs cellules des semaines durant, les visites de leur famille leur ont été interdites, les livres et toute littérature leur ont été refusés et ils ont été confrontés sans cesse à des situations de stress psychique et physique. Cela comprend par exemple la balle tirée dans la cellule de Luis Rosa et le refus d'un traitement médical pour Haydee Torres, bien que même le médecin de la prison ait diagnostiqué un cancer vraisemblable au stade précoce. Malgré une campagne nationale et internationale qui a mobilisé des groupes médicaux, des organisations bourgeoises et religieuses, des travailleurs, des étudiants, des intellectuels, qui ont effectué une pression constante sur le gouvernement yankee et son administration des prisons, Haydee Torres n'a pas été soignée.

Notre organisation ne laissera pas sans réponse tout dommage physique ou psychique subi par nos camarades. Nous exigeons qu'ils soient traités comme des prisonniers de guerre comme l'imposent la Convention de Genève et les protocoles des Nations Unies pour les combattant(ies) fait(ies) prisonnier(ies) dans le cadre de guerres de libération. Nous rendons responsables les capitalistes yankees et les bêtes féroces et sadiques qui constituent et dirigent leurs forces de répression, pour tout dommage que subissent nos prisonniers de guerre et nos prisonniers politiques et pour toute attaque qui vise à opprimer et à détruire l'aspiration légitime de notre peuple à l'indépendance et au socialisme. Ce n'est pas une menace en l'air. L'impérialisme yankee sait très bien que les révolutionnaires portoricains ne bluffent pas. Il a essayé nos balles et senti l'odeur de nos explosifs — du Colonel Riggs à Blair House, de l'attaque contre le Congrès, contre l'Angler's Club à Sabana Seca.

Le combat portoricain pour l'indépendance et le socialisme fait partie de la révolution des masses exploitées et opprimées contre l'oligarchie, contre le capitalisme et l'impérialisme, en Amérique latine. C'est tout autant une partie de la révolution de la classe ouvrière internationale pour la destruction du capitalisme et la construction du socialisme. En tant que révolutionnaires, nous sommes unis aux masses exploitées et opprimées du monde entier et nous savons clairement que les seuls gouvernements progressistes sont ceux qui sont menés par les principes du marxisme-léninisme et qui construisent une société socialiste libre de toute exploitation de classe.

Pour ces raisons, nous rejetons la « solidarité » et le « soutien » hypocrites à l'indépendance portoricaine, affirmés par les gouvernements de Mexico et du Venezuela. Tandis qu'il soutient l'indépendance de Porto Rico, le gouvernement du Venezuela renforce ouvertement le régime tyrannique et fasciste de Duarte au Salvador, en lui procurant le soutien politique et matériel pour l'assassinat lâche et brutal de milliers de Salvadoriens. En tant qu'allié de l'impé-

rialisme yankee pour le maintien de la domination de l'oligarchie au Salvador, le gouvernement du Venezuela est coupable de meurtre et de génocide. Il assume un rôle de plus en plus agressif comme exécuteur des plans de l'impérialisme yankee qui veut étendre et assurer sa domination en Amérique Centrale et aux Caraïbes. En échange, les USA ont accepté d'équiper l'armée vénézuélienne d'armes modernes, d'accorder des crédits et des capitaux pour l'expansion économique des capitalistes vénézuéliens et de permettre à ces capitalistes l'accès à de nouveaux marchés pour leurs produits. Le Venezuela doit se comporter, et ce en accord avec les plans de la Commission Trilatérale, comme une puissance sub-impérialiste. Ce sera l'un des garants du trilatéralisme en Amérique Latine, opprimant les mouvements populaires et révolutionnaires intérieurs et défendant les intérêts de l'impérialisme.

Le gouvernement mexicain prétend lui aussi soutenir l'indépendance de Porto-Rico. Il était même l'hôte de la Conférence Internationale pour la Solidarité avec l'Indépendance Portoricaine. Cette image de « défenseur des opprimés » est une farce. C'est un masque qui a pour but de cacher l'exploitation et la répression la plus brutale des masses mexicaines appauvries par l'oligarchie mexicaine et l'impérialisme yankee. Comme au Salvador, des milliers de travailleurs, de petits paysans, d'étudiants, de professeurs et de révolutionnaires mexicains ont été assassinés et ont disparu par le soin des forces de répression et des escadrons de la mort d'extrême-droite, payés et organisés par la classe dominante mexicaine. A Mexico, l'ordre et la loi sont maintenus par le meurtre, la terreur et la torture. Le véritable but de Mexico à sa politique extérieure progressiste n'est autre qu'une manœuvre pour masquer la répression dans son propre pays et pour servir de force stabilisatrice dans la région contre les mouvements populaires et révolutionnaires, afin que ceux-ci ne tendent pas trop vers la gauche. Dans la stratégie des impérialistes, il doit apparaître comme le brave type à côté des méchants garçons que sont les USA.

Notre combat pour la libération nationale n'a pas besoin de cette « solidarité » des meurtriers, des bourreaux et des exploités. Ils sont partout les ennemis des peuples qui aiment la liberté. Nous n'avons pas besoin de prostituer nos principes politiques pour gagner le soutien momentané de nos ennemis de classe, qui nous trahiraient finalement quand nous ne leur servirions plus à rien ou quand nous ne servirions plus leurs intérêts.

A nos frères et sœurs chicano-mexicains, noirs nés américains, qui combattent à l'intérieur de la Fédération des Etats yankees, pour reconquérir le pays et les territoires qui leur ont été volés, nous adressons l'expression de notre solidarité révolutionnaire la plus sincère et la plus profonde. Les FALN soutiennent la volonté de réunification des pays chicano-mexicains

du Sud-Ouest et de l'Ouest américain avec Mexico et de construction d'un Mexique indépendant des blocs impérialiste et socialiste ; elles soutiennent le droit légitime du peuple noir sur les territoires du Sud et à la création de la nation Nouvelle Afrique ; elle soutient le droit des peuples et des nations indigènes américaines à recouvrer leurs territoires occupés. Pour nous, il n'y a qu'une seule voie : la lutte armée, et qu'un seul ennemi : l'impérialisme yankee. Dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, les FALN livrent leur contribution à la destruction de la fédération des Etats impérialistes en continuant à mener la lutte armée jusqu'à ce que Porto-Rico soit libéré du colonialisme et de l'immixion yankee.

Aux combattants noirs qui sont confrontés actuellement à toute la violence de la machine de répression yankee et qui ont été torturés et assassinés par ces agents de la mort : votre force, votre courage et votre volonté de combattre nous a donné du courage. Nous soutenons votre combat contre l'esclavage colonial de votre peuple et pour la Nouvelle Afrique, et nous sommes convaincus que votre victoire comme la nôtre est inéluctable.

Nous voulons exprimer notre solidarité avec les trois Nord-Américains, qui ont été faits prisonniers lors de l'action d'expropriation de la Brinks. En vous unissant avec vos camarades noir(e)s et en faisant votre leur combat, vous avez mis en prati-

que le principe léniniste, qui dit que le devoir de la classe ouvrière et des forces progressistes dans les pays impérialistes est de soutenir activement la libération des colonies et de combattre pour cela. Companeros, nous saluons votre exemple : désintéressement et engagement total au côté de la libération nationale et pour la révolution de la classe ouvrière internationale.

La guerre pour l'indépendance et le socialisme de Porto-Rico ne sera pas facile et coûtera de nombreuses victimes. Mais l'ennemi n'est pas invincible. Le Viêt-Nam, le Nicaragua, Cuba et maintenant le Salvador l'ont montré. L'impérialisme yankee va tout mettre en œuvre pour vaincre notre organisation révolutionnaire et pour opprimer l'aspiration à la liberté de notre peuple. Sa stratégie face aux mouvements de libération est très claire : d'un côté, ils vont tenter d'utiliser leur système juridique et pénal pour chasser notre mouvement de la rue et l'enfermer dans les salles d'audience, d'un autre côté, ils vont employer la violence pour nous intimider, pour nous faire peur, pour paralyser notre travail et nous contraindre à la défensive, où nous ne serions plus capables que de réagir. C'est dans ce contexte que nous devons voir le fait que Carlos Rosario Pantojas, Carlos Noya Muratti et Cintron Fiallo sont retenus prisonniers par les « grands jurys », le complot contre Jorge Albizu Orta et l'assassinat de Arnaldo Dario Rosado, Carlos Soto Arrivi et

Angel Rodri...
traitemen...
« Vieques »...
prême de Ba...
tribunaux yo...
qués à Porto...
ves étudiant...
ves de contr...
à se mouvoir...
justice des i...
manœuvre a...
désarmer et...
une position...
trions leur a...
combats on...
tions détermi...
ces conditio...
rions que pe...
déterminer la...
lieu où elle s...
l'ennemi.

Notre com...
miné par l...
guerre perr...
être victori...
celui-ci, nou...
les organis...
ne peut détr...
peut les voi...
tion politico...
structures, d...
méthodes de...
est en mesur...
peuple et d...
même temp...
bat armé. T...
luttant pour...
travaille à l'i...
de la légalité...
qu'elle a co...
tème ou pa...
que les cond...
sation cland...
encore mûr...
qu'elle n'a ri...
tifie elle-mêm...

CHRONOLOGIE D'U

Habitée par les Indiens Ara-wacks, l'île de Puerto Rico fut « découverte » par le trop célèbre Colomb et occupée par les Anglais, les Hollandais et les Espagnols. Les révoltes contre l'esclavage y furent particulièrement dures.

Le marchandage entre colonisateurs amena en 1898 la cession de l'île aux Etats-Unis. L'île a un statut d'Etat libre associé mais est en fait complètement assujettie aux Etats-Unis qui la pillent et l'occupent sans vergogne. Mais la lutte des Portoricains contre cette exploitation capitaliste de leur île ne s'est jamais démentie et cette chronologie de l'époque contemporaine en témoigne.

Années 40 : Révolte dans l'île. Dissolution du parti indépendantiste et citation devant un Grand Jury des dirigeants. Refus de ceux-ci de témoigner. Cette citation suivait l'attentat contre le colonel Riggs, responsable de la mort de quatre militants. (Sur le rôle des Grands Jury et l'histoire des luttes, voir aussi le texte de l'organisation indépendantiste LSP.)

Fin des années 40 : Révoltes contre la répression. Proclamation d'une République à Jayuya, sous la direction de Campos. Après son échec, développement de la lutte armée.

1950 : Attentat contre Truman. Oscar Collazo est arrêté et condamné à 29 ans de prison. Griselio Torresola meurt dans cette action.

1954 : Action contre le Congrès américain en protestation contre le nouveau statut de 1953 qui fait de Porto Rico un Etat libre associé aux USA et contre la Résolution de l'ONU ne reconnaissant plus le caractère colonial de la domination US sur Porto Rico. Arrestation de R.C. Miranda, Lolita Lebron, Andres F. Cordero, Irving Flores.

Ces camarades libérés en septembre 1979 après 25 ans de prison reprennent aussitôt leur place dans le combat de Porto Rico et une foule énorme manifeste à leur sortie de prison, à leur arrivée à Porto Rico.

Jusqu'en 1972, nombreuses actions sur l'île.

1974 : Création des FALN. La lutte armée qui existe sur l'île se développe aussi aux USA. Plusieurs organisations de lutte armée existent sur Porto Rico, FARP, OVPR, CRP, Macheteros, etc. (voir la signification des sigles dans l'histoire). Les FALN agissent aux USA.

1977 : Création du MLN (voir texte de la LSP). Arrestation de onze militants qui ont refusé de témoigner au Grand Jury. Leur libération est obtenue après une forte mobilisation populaire.

1978 : Le jour de l'indépendance, le 4 juillet, occupa-

tion du C...
pour exi...
des pris...
cains. Ny...
blo Marc...
leur parti...
des trava...
de l'élec...
Porto Ric...
condamn...
de prison...
incarcéré...

1978 : Will...
texte corr...
bre des...
ment ble...
manipula...
sif chez...
mier me...
qui serai...
tion : 29...
89 ans m...
la discrét...
cela rapp...
Jackson)

Mai 1979 :
de l'hôp...
Le gouver...
de cessa...
l'homme...
festations...
la commu...

1979 : Ré...
contre la...
(Voir text...

Septembre
déclarat...
quatre o...
mées (O...
OVPR, M...

Novembre
de Angel...
tobal (vo...
dant).

Décembre
à la mort...
opération...

LE GRAND JURY

Le grand jury, une antichambre de la prison

chez Cristobal. Le de l'affaire par la Cour Supon, le fait que les kees soient impli- rico dans les grès sont des tentati- dre notre combat dans l'appareil de prialistes. Cette pour but de nous nous placer dans à nous reconnait- rité et où tous les au dans des condi- ées par eux. Dans s, nous ne pour- re. Nous devons confrontation et le passe et non pas

at doit être déter- stratégie de la nente, s'il veut ux. Pour mener devons construire ns, que l'ennemi ire parce qu'il ne Seule, l'organisa- illitaire avec des s membres et des travail clandestins de mobiliser notre l'organiser et en de mener le com- ute organisation ndépendance qui érieur du système ourgeoise, parce fiance en ce sys- ce qu'elle trouve ions pour l'organi- stine ne sont pas u ou bien parce à cacher, se mys- e. Quand elle l'at-

tendra le moins, l'ennemi la détruira parce qu'il pense que ces organisations constituent une menace. Porto-Rico est une nation qui est déterminée par une puissance étrangère. Elle est occupée militairement, économiquement et politiquement. C'est pourquoi le peuple porto-ricain a toujours raison de prendre les armes et les conditions de la lutte armée ont toujours existé.

Ce qui lui a manqué dans une situation donnée, ce sont les organisations révolutionnaires qui dirigent ce combat. Maintenant, ces organisations existent. Leur existence contraint tout combattant ou bien à reculer ou bien à aller de l'avant en rejoignant les organisations armées, clandestines, révolutionnaires ou en les soutenant ou bien à se mettre sur la touche et à annoncer la couleur, en rejoignant les fractions réformistes, autonomistes qui tentent d'endormir le combat armé pour l'indépendance et le socialisme à Porto-Rico.

Le succès de notre lutte dépend du développement et de la force de frappe des organisations armées, clandestines, politico-militaires. Elles seules sont en mesure de rassembler et de mener efficacement les masses et les combats armés. C'est pourquoi nous devons travailler à réaliser cette unité. Par l'union des organisations clandestines armées qui sont nées de la théorie et de la pratique révolutionnaires et dans le feu du combat, et qui se sont développées, nous organiserons le front de libération nationale et son bras armé,

l'armée révolutionnaire du peuple. Ce sera ce moyen qui chassera les impérialistes yankees de Porto-Rico et qui mènera aux structures nécessaires pour la construction d'une société socialiste.

Indépendance et socialisme pour Porto-Rico.

Libération immédiate et sans condition de nos prisonniers de guerre et de nos prisonniers politiques.

USA, bas les pattes du Salvador, du Nicaragua et du Guatemala.

Pas une once de nos ressources naturelles ne doit quitter Porto-Rico.

Vive la lutte armée clandestine.

28 février 1982

FALN,

Commandement central.

COMMUNIQUE DES FALN
20 septembre 1982

Depuis que les sionistes ont commencé en 1948 à coloniser la Palestine en s'y implantant et avec l'aide de l'impérialisme britannique et américain, ils ont soumis le peuple palestinien à une politique de génocide. Cette politique s'est poursuivie sans trêve jusqu'à aujourd'hui. L'invasion du Liban le 6 juin 1982 fait partie de la politique d'expansion sioniste qui vise à l'occupation d'autres pays arabes.

L'invasion par 95 000 soldats israéliens a fait des milliers et des milliers de morts et de blessés. D'innombrables familles libanaises et palestiniennes ont été déplacées et leurs maisons détruites. L'invasion israélienne a culminé avec les récents massacres de Sabra et Chatila entre le 1^{er} et le 18 septembre, réplique de l'agression sioniste. Durant ces massacres, des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes libanais et palestiniens désarmés ont été abattus.

Cet acte lâche de génocide a été perpétré par le sionisme et ses bourreaux chrétiens et phalangistes. Il a été commis après que l'impérialisme américain et la réaction arabe ont forcé les fedayins palestiniens et leurs alliés à évacuer Beyrouth.

La colère ressentie par tous les peuples et au sein de notre organisation a conduit le 20 septembre 1982 à l'attentat contre le Bankers Trust à Manhattan. Cette action contre une institution bancaire yankee a eu lieu en soutien à la résistance héroïque du peuple palestinien et pour exprimer notre condamnation des massacres de Chatila et Sabra.

Nous sommes prêts à remplir notre tâche révolutionnaire en défendant nos camarades palestiniens pas par de simples mots mais aussi par des actions concrètes.

Nous condamnons aussi les tentatives actuelles de l'impérialisme américain et de son appareil de justice et de répression, d'enfermer cinq militants qui soutiennent le mouvement d'indépendance révolutionnaire et nous condamnons le maintien en détention de Norberto Centron Fiallo en utilisant le Grand Jury, comme tentative vouée à l'échec de détruire le mouvement clandestin armé.

Nous opposerons à la terreur fasciste la violence révolutionnaire.

INDEPENDANCE ET SOCIALISME POUR PORTO RICO.

LIBERATION DES ONZE PRISONNIERS DE GUERRE PORTORICAINS.

LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES.

ASSEZ DE LA REPRESSION DES GRANDS JURYS.

MORT A TOUS LES TRAITRES.

VICTOIRE POUR LE COMBAT PALESTINIEN.

Carlos Noya est l'un des responsables de la LIGA SOCIALISTA PUERTORRIQUENA (L.S.P.), organisation révolutionnaire légale qui depuis une vingtaine d'années a défendu la nécessité de la guerre populaire pour réaliser l'indépendance et le socialisme dans l'île.

Aujourd'hui, la stratégie de guerre populaire s'est concrétisée par l'apparition de groupes armés clandestins de plus en plus nombreux; les Etats-Unis, incapables de détruire ces forces clandestines, ont porté les assauts de la répression sur les sympathisants de cette lutte.

Pour avoir refusé de collaborer avec le Grand Jury, Noya a été déporté et emprisonné aux USA; il a été libéré en mars 1982 après dix-sept mois de détention.

Cet essai est paru pour la première fois en septembre 1982 dans l'organe du Bureau Politique de la L.S.P.

Le GRAND JURY est une forme juridique terroriste utilisée par les impérialistes pour emprisonner les activités combattantes pour l'indépendance.

Le GRAND JURY, comme l'a écrit si bien CORRETJER, est l'antichambre de la prison, une machine illégale avec une illégale légalité. C'est une arme au service de la TASK FORCE (force d'intervention) composée d'agents de la CIA, du FBI et de l'espionnage naval.

Son fonctionnement?

— il utilise l'intimidation et la menace de la prison pour obtenir des informations sur les activistes et leurs organisations;

— il cherche par la menace à pousser les organisations dans la voie du réformisme;

— il recueille toutes les infos pour essayer d'identifier des militants non connus;

— il sabote le travail politique de ces groupes et fabrique des charges contre leurs responsables.

Voici les tâches du GRAND JURY, et tout ceci pour emprisonner les activistes dont le travail organisationnel de propagande et d'agitation est effectif et de caractère anti-impérialiste.

Aux Etats-Unis, le GRAND JURY a été utilisé contre le mouvement indépendantiste portoricain, contre le mouvement mexicain, le Black Power, le mouvement indien, les pacifistes luttant contre la guerre du Viet-Nam, le mouvement ouvrier et le M.L.F.

A présent, il est surtout utilisé contre le mouvement noir et contre le mouvement anti-impérialiste blanc.

A Puerto Rico, le GRAND JURY fut utilisé pour la première fois contre le mouvement indépendantiste en avril 1936.

Après avoir dissout le Parti Nationaliste, la junte nationale et municipale, le GRAND JURY exigea la liste des militants, les noms en étaient connus, mais les donner signifiait une soumission que ni ALBIZU ni CORRETJER n'acceptaient.

CORRETJER, secrétaire général du parti, informa la cour du G.J. lors d'une séance houleuse que cette juridiction lui était étrangère, qu'il ne lui reconnaissait aucun pouvoir et qu'il refusait de divulguer les noms des militants du parti.

Son courage lui valut la peine d'un an de prison.

L'instauration en février 1936 du GRAND JURY eut comme alibi l'exécution du colonel RIGGS, responsable du massacre de quatre nationalistes quatre mois auparavant.

Deux leçons furent tirées de ce procès:

La première fut que la résistance en elle-même au G.J. a été une victoire: dans ce cas spécifique, l'attitude de CORRETJER a empêché l'arrestation de dizaines de militants du Parti Nationaliste.

La seconde leçon, c'est que le G.J. est un instrument juridique de terreur pour mater l'autodéfense du peuple contre le terrorisme officiel, pour mater le désordre que les indépendantistes sèment au cœur de l'impérialisme US.

Par ces deux leçons, un précédent s'établit: la non-collaboration est une position sans détour et il est évident qu'il n'y a pas d'autre attitude possible.

Gardons cela en tête pour analyser des faits plus proches. En 1977, des révolutionnaires portoricains, mexicains et un camarade vénézuélien furent emprisonnés aux USA pour avoir refusé de collaborer avec le GRAND JURY qui enquêtait

sur les FALN et plus particulièrement sur l'attentat de la FRAUNCES TAVERN. Cette action était une réponse à l'attentat que les GUSANOS, agissant pour le compte de la CIA, avaient commis en 1975 dans un restaurant à Mayaguez, là même où quelques heures plus tôt avait eu lieu un meeting pro-indépendantiste.

Onze camarades étaient donc emprisonnés: incluant JOSE LOPEZ devenu maintenant coordonnateur national du Mouvement de Libération National (frère jumeau de la L.S.P.), PEDRO ACHULETA, mexicain, RICARDO ROMERO, coordonnateur de la commission mexicaine du MLN et les frères ROSADO (JULIO, LUIS et ANDRES); JULIO est maintenant coordonnateur du MLN pour la Côte Est des Etats-Unis.

Ces camarades décidèrent de transformer ce qui pouvait sembler une défaite — leur emprisonnement — en une victoire politique et organisationnelle.

En refusant de collaborer, en soutenant le principe de l'indépendance et du socialisme pour PUERTO RICO, en affirmant que la lutte armée est le seul moyen pour les réaliser, ces camarades ont concrétisé la solidarité entre les Portoricains et les Mexicains. Ils ont aussi formé un groupe d'activistes à la ligne politique révolutionnaire, organisé en liaison dans un Comité National contre la Répression proche du MLN et qui existe encore au sud-ouest des Etats-Unis.

A cette période correspond la création de la Commission Nationale pour la Liberté des Prisonniers de guerre Portoricains. Le MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONAL (MLN) est l'organisation qui mène la lutte contre les Etats-Unis pour l'indépendance et le socialisme à Puerto Rico; et cela les réformistes ne peuvent qu'en convenir, et ceci est très important et bénéfique. Ainsi il fut très important de soutenir par une campagne massive les thèses que les camarades avaient défendues en dénonçant le terrorisme juridique du GRAND JURY et son caractère impérialiste. Cette agitation paralysa la rage répressive du G.J. et les camarades furent libérés.

Seul ARCHULETA resta emprisonné pendant treize mois.

La victoire fut telle que lorsque d'autres camarades furent appelés devant un autre GRAND JURY suite à la merveilleuse évasion du prisonnier de guerre MORALES en 1979, ils ne furent pas emprisonnés. Notre organisation démontra ainsi qu'il était possible de mobiliser les masses contre le GRAND JURY.

Il y a un an, un autre GRAND JURY a mandaté à comparaître cinq camarades du MLN et du COMITE NATIONAL pour la libération des prisonniers de guerre portoricains: quatre d'entre eux, MARIA CUETO, ANDRES et JULIO ROSADO et RICARDO ROMERO furent emprisonnés préventivement, la campagne de soutien à ces camarades fut très suivie et très dure.

Le 16 décembre 1981, plus de 5 000 personnes se mobilisèrent à travers les Etats-Unis, PUERTO RICO et le nord du Mexique (la partie nord qui n'est pas occupée par les USA).

A Ciudad Juarez, Mexique, 3 000 personnes manifestèrent devant l'ambassade yankee en brûlant le drapeau de l'impérialisme US. Les camarades refusèrent de collaborer devant le GRAND JURY. Le gouvernement US, préférant s'éviter une défaite qu'il ne peut se permettre, ne les condamna pas.

La ligne politique était maintenue, les principes aussi et les masses ont répondu.

Revenons-en maintenant à PUERTO RICO, au rôle du GRAND JURY présentement. Et pour commencer, examinons les cas VIEQUES.

La lutte pour chasser la Navy de Vieques a commencé depuis longtemps, elle a débuté par le blocus du Bare Ocean stoppant totalement la destruction de l'environnement.

La logique de la lutte nous amena à porter le conflit aux rivages de l'île, plages de débarquement, terrains d'entraînement pour l'artillerie.

Dans l'une des plus difficiles confrontations, ANGEL RODRIGUEZ CRISTOBAL excella plus qu'un autre.

ANGEL défendit le col de Vieques au plus haut niveau de lutte des hommes, au

plus haut niveau de la L.S.P.: à un tel niveau qu'il épouvanta l'ennemi et l'impressionna par sa capacité à entraîner ses camarades.

La suite, tout le monde la connaît, l'ennemi l'assassina lâchement en prison, dans la solitude.

Et suivant le génie et l'expression du peuple, les Combattants de la Résistance (F.A.R.P.), les Volontaires (O.V.R.P.) et les Macheteros (E.P.B.-P.R.T.) vengèrent ce meurtre par l'héroïque embuscade de Sabana Seca.

L'ennemi répondit par le terrorisme, par le terrorisme juridique du GRAND JURY. Pendant la distrayante élection coloniale de 1980, CARLOS ROSARIO PANTOJAS fut de nouveau emprisonné, je le fus aussi.

Après Pensacola, opération de guérilla des marins Portoricains, le G.J. emprisonna RICARDO MONTES, NORBERTO CINTRON FIALLO en fabriquant des charges contre eux.

D'autres choses sont arrivées, mais je veux limiter mon exposé au point qui me semble le plus important: la NON-COLLABORATION!

Non-collaboration totale, cette évidence ne peut être divisée. L'une des raisons de l'existence du GRAND JURY est de mesurer les activistes dans le respect qu'ils ont de cette institution, ce qui est après tout un test général de leur attitude au combat. Les indépendantistes après MONTEBELLO, après FRAUNCES TAVERN ont remporté une série de victoires importantes, politiques et militaires, les masses se sont mobilisées dans la lutte: Vieques, manifestations contre le GRAND JURY aux US, à Mexico, etc.

L'impérialisme a cherché continuellement une voie pour éliminer le plus grand nombre d'éléments révolutionnaires propageant le spectre du réformisme, isolant les plus conscients par tous les moyens. La pseudo « troisième alternative » n'existe pas: elle rentre dans la logique de la collaboration avec le G.J., le fortifie, justifie son efficacité devant l'opinion publique. Cette ruse voudrait nous faire croire qu'il n'est pas répressif mais coercitif.

L'ennemi, en utilisant l'exemplarité de la collaboration, cherche à justifier la répression contre les camarades qui luttent, essayant de créer une imagerie de celui/elle qui ne peut se soumettre parce qu'il/elle ne peut pas, alors que c'est parce qu'il/elle refuse.

Pour soumettre l'évidence, le G.J. s'assoit sur la démoralisation, le manque de conscience politique.

Après tout, pourquoi le peuple soumis n'irait-il pas jusqu'à demander à témoigner?

Le rôle de la Troisième Alternative c'est de reprendre et de mobiliser les éléments réformistes du mouvement indépendantiste et d'aider l'impérialisme à lancer une campagne de confusion et de division au cœur des forces patriotiques.

En même temps, le mouvement a été soumis à une rude campagne de répression pour entacher son prestige, pour le soumettre à la TASK FORCE.

Arrêtons sur ce sujet maintenant.

Le GRAND JURY est une forme juridique qui permet à l'impérialisme yankee d'utiliser les mêmes méthodes que celles en usage en Irlande et en Afrique du Sud, d'emprisonner les activistes. Le GRAND JURY est un instrument de l'espionnage ennemi. Une antichambre de la prison!

On ne peut s'en débarrasser qu'en luttant très fort, ce sont les arguments de notre vaillant camarade RICARTE MONTES. Qu'il a exprimés comme il l'a pu, sans avocat, ne reconnaissant pas l'autorité du G.J.

Le GRAND JURY est un tribunal politique secret.

Lorsque notre camarade NORBERTO CINTRON FIALLO a demandé quand le G.J. a-t-il débuté? dans quelles conditions? que cherche-t-il? le gouvernement a refusé de lui répondre.

Nous devons combattre le GRAND JURY suivant l'exemple de ceux qui ne se sont pas soumis, suivant l'expérience que nous en avons tirée, avec des principes fermes, et avec la mobilisation pour l'indépendance et le socialisme.

PAS DE COLLABORATION AVEC LE GRAND JURY FEDERAL! TOUTES LES QUARTIERS CONTRE LE GRAND JURY!

UNE LUTTE

Consulat du Chili
pour la libération
des prisonniers portori-
cains Cuevas, Pa-
rino, connus pour
leur participation à la grève
des pêcheurs de l'eau et
de la glace en 1977 à
Santiago. Ils sont arrêtés et
condamnés à 12 et 22 ans
de prison. Ils sont toujours
aux USA.

Morales (voir
page précédente), mem-
bre du FALN est griève-
ment blessé aux mains en
utilisant un engin explo-
sif. C'est le pre-
mier membre du FALN
condamné à la prison à
cause de sa participation à la justice,
il a été libéré quelque peu
avant.

Morales s'évade
du pénitencier.
Il est obligé
de se cacher à
cause de manifes-
tations à l'île et dans
le continent.

Morales de Vieques
cas américain.
sur Cristobal.)

1979: Première
manifestation commune de
organisations ar-
mées (FALN, FARP,
Macheteros).

1979: Assassinat
de Rodriguez Cris-
tobal. Texte correspon-

1979: En réponse
à Cristobal, deux

rganisation
oricaine
er sur le sol
récisent
tiques.

pour le main-
tention de l'oligar-
lor, le gouverne-
ela est coupable
généocide. Il as-
de plus en plus
exécuteur des
rialisme yankee
re et assurer sa
Amérique Cen-
Caraiïbes. En
USA ont accepté
armée vénézué-
modernes, d'ac-
dits et des capi-
ansion économi-
alistes vénézué-
mettre à ces capi-
à de nouveaux
eurs produits. Le
se comporter, et
ec les plans de la
ilatérale, comme
sub-impérialiste.
garants du trila-
Amérique Latine,
mouvements po-
lutionnaires inté-
dant les intérêts
ne.

ement mexicain
si soutenir l'indé-
orto-Rico. Il était
e la Conférence
pour la Solidarité
ndance Portori-
age de « défen-
rimés » est une
a masque qui a
cher l'exploitation
la plus brutale
exicaines appau-
archie mexicaine
isme yankee.
lvador, des mil-
lleurs, de petits
diants, de profes-
lutionnaires me-
massassinés et ont
oin des forces de
es escadrons de
ne-droite, payés
r la classe domi-
e. A Mexico, l'or-
maintenus par le
eur et la torture.
t de Mexico à sa
eure progressiste
une manœuvre
r la répression
e stabilisatrice
ontre les mouve-
es et révolution-
e ceux-ci ne ten-
vers la gauche.
e des impérialis-
traître comme le
té des méchants
nt les USA.

t pour la libéra-
a pas besoin de
ité » des meur-
reux et des ex-
nt partout les en-
les qui aiment la
avons pas besoin
s principes politi-
er le soutien mo-
s ennemis de
s trahiraient fina-
ous ne leur ser-
rien ou quand
ons plus leurs in-
sœurs chicano-
nés améri-
battent à l'inté-
ération des Etats
reconquérir le
oires qui leur ont
adressons l'ex-
tre solidarité ré-
plus sincère et
e. Les FALN sou-
nté de réunifica-
cano-mexicains

du Sud-Ouest et de l'Ouest amé-
ricain avec Mexico et de cons-
truction d'un Mexique indépen-
dant des blocs impérialiste et so-
cialiste; elles soutiennent le droit
légitime du peuple noir sur les
territoires du Sud et à la création
de la nation Nouvelle Afrique;
elle soutient le droit des peuples
et des nations indigènes améri-
caines à recouvrer leurs territoi-
res occupés. Pour nous, il n'y a
qu'une seule voie : la lutte ar-
mée, et qu'un seul ennemi : l'im-
périalisme yankee. Dans l'esprit
de l'internationalisme proléta-
rien, les FALN livrent leur contri-
bution à la destruction de la fé-
dération des Etats impérialistes
en continuant à mener la lutte
armée jusqu'à ce que Porto-Rico
soit libéré du colonialisme et de
l'immixtion yankee.

Aux combattants noirs qui
sont confrontés actuellement à
toute la violence de la machine
de répression yankee et qui ont
été torturés et assassinés par ces
agents de la mort : votre force,
votre courage et votre volonté de
combattre nous a donné du cou-
rage. Nous soutenons votre
combat contre l'esclavage colo-
nial de votre peuple et pour la
Nouvelle Afrique, et nous som-
mes convaincus que votre victo-
ire comme la nôtre est inélucta-
ble.

Nous voulons exprimer notre
solidarité avec les trois Nord-
Américains, qui ont été faits pri-
sonniers lors de l'action d'expro-
piation de la Brinks. En vous
unissant avec vos camarades
noir(e)s et en faisant vôtre leur
combat, vous avez mis en prati-

que le principe léniniste, qui dit
que le devoir de la classe ou-
vrière et des forces progressistes
dans les pays impérialistes est
de soutenir activement la libé-
ration des colonies et de combattre
pour cela. Companeros, nous
saluons votre exemple : désinté-
ressement et engagement total
au côté de la libération nation-
ale et pour la révolution de la
classe ouvrière internationale.

La guerre pour l'indépen-
dance et le socialisme de Porto-
Rico ne sera pas facile et coûtera
de nombreuses victimes. Mais
l'ennemi n'est pas invincible. Le
Viêt-Nam, le Nicaragua, Cuba
et maintenant le Salvador l'ont
montré. L'impérialisme yankee
va tout mettre en œuvre pour
vaincre notre organisation révo-
lutionnaire et pour opprimer
l'aspiration à la liberté de notre
peuple. Sa stratégie face aux
mouvements de libération est
très claire : d'un côté, ils vont
tenter d'utiliser leur système ju-
ridique et pénal pour chasser notre
mouvement de la rue et l'en-
fermer dans les salles d'audi-
ence, d'un autre côté, ils vont
employer la violence pour nous
intimider, pour nous faire peur,
pour paralyser notre travail et
nous contraindre à la défensive,
où nous ne serions plus capa-
bles que de réagir. C'est dans ce
contexte que nous devons voir le
fait que Carlos Rosario Pantojas,
Carlos Noya Muratti et Cintron
Fiallo sont retenus prisonniers
par les « grands jurys », le com-
plot contre Jorge Albizu Orta et
l'assassinat de Arnaldo Dario
Rosado, Carlos Soto Arrivi et

Angel Rodriguez Cristobal. Le
traitement de l'affaire
« Vieques » par la Cour Su-
prême de Boston, le fait que les
tribunaux yankees soient impli-
qués à Porto-Rico dans les grè-
ves étudiantes sont des tentati-
ves de contraindre notre combat
à se mouvoir dans l'appareil de
justice des impérialistes. Cette
manœuvre a pour but de nous
désarmer et de nous placer dans
une position où nous reconnai-
trions leur autorité et où tous les
combats ont lieu dans des condi-
tions déterminées par eux. Dans
ces conditions, nous ne pour-
rions que perdre. Nous devons
déterminer la confrontation et le
lieu où elle se passe et non pas
l'ennemi.

Notre combat doit être déter-
miné par la stratégie de la
guerre permanente, s'il veut
être victorieux. Pour mener
celui-ci, nous devons construire
les organisations, que l'ennemi
ne peut détruire parce qu'il ne
peut les voir. Seule, l'organisa-
tion politico-militaire avec des
structures, des membres et des
méthodes de travail clandestins
est en mesure de mobiliser notre
peuple et de l'organiser et en
même temps de mener le com-
bat armé. Toute organisation
luttant pour l'indépendance qui
travaille à l'intérieur du système
de la légalité bourgeoise, parce
qu'elle a confiance en ce sys-
tème ou parce qu'elle trouve
que les conditions pour l'organi-
sation clandestine ne sont pas
encore mûres ou bien parce
qu'elle n'a rien à cacher, se mysti-
fie elle-même. Quand elle l'at-

tendra le moins, l'ennemi la dé-
truirait parce qu'il pense que ces
organisations constituent une
menace. Porto-Rico est une na-
tion qui est déterminée par une
puissance étrangère. Elle est oc-
cupée militairement, économi-
quement et politiquement. C'est
pourquoi le peuple porto-ricain
a toujours raison de prendre les
armes et les conditions de la lutte
armée ont toujours existé.

Ce qui lui a manqué dans une
situation donnée, ce sont les or-
ganisations révolutionnaires qui
dirigent ce combat. Maintenant,
ces organisations existent. Leur
existence contraint tout combat-
tant ou bien à reculer ou bien à
aller de l'avant en rejoignant les
organisations armées, clandestines,
révolutionnaires ou en les
soutenant ou bien à se mettre
sur la touche et à annoncer la
couleur, en rejoignant les frac-
tions réformistes, autonomistes
qui tentent d'endormir le combat
armé pour l'indépendance et le
socialisme à Porto-Rico.

Le succès de notre lutte dé-
pend du développement et de la
force de frappe des organisa-
tions armées, clandestines,
politico-militaires. Elles seules
sont en mesure de rassembler et
de mener efficacement les mas-
ses et les combats armés. C'est
pourquoi nous devons travailler
à réaliser cette unité. Par l'union
des organisations clandestines
armées qui sont nées de la théo-
rie et de la pratique révolution-
naires et dans le feu du combat,
et qui se sont développées, nous
organiserons le front de libé-
ration nationale et son bras armé,

l'armée révolutionnaire du peup-
le. Ce sera ce moyen qui chas-
sera les impérialistes yankees
de Porto-Rico et qui mènera aux
structures nécessaires pour la
construction d'une société socia-
liste.

**Indépendance et socialisme
pour Porto-Rico.**

**Libération immédiate et sans
condition de nos prisonniers de
guerre et de nos prisonniers po-
litiques.**

**USA, bas les pattes du Salva-
dor, du Nicaragua et du Guate-
mala.**

**Pas une once de nos ressour-
ces naturelles ne doit quitter
Porto-Rico.**

Vive la lutte armée clandestine.

28 février 1982

FALN,
Commandement central.

COMMUNIQUE DES FALN

20 septembre 1982

Depuis que les sionistes ont
commencé en 1948 à coloniser
la Palestine en s'y implantant et
avec l'aide de l'impérialisme
britannique et américain, ils ont
soumis le peuple palestinien à
une politique de génocide. Cette
politique s'est poursuivie
sans trêve jusqu'à aujourd'hui.
L'invasion du Liban le 6 juin
1982 fait partie de la politique
d'expansion sioniste qui vise à
l'occupation d'autres pays ar-
abes.

L'invasion par 95 000 soldats
israéliens a fait des milliers et
des milliers de morts et de bles-
sés. D'innombrables familles li-
banaises et palestiniennes ont
été déplacées et leurs maisons
détruites. L'invasion israélienne
a culminé avec les récents mas-
sacres de Sabra et Chatila entre
le 1^{er} et le 18 septembre, répli-
que de l'agression sioniste. Du-
rant ces massacres, des milliers
d'enfants, de femmes et d'hom-
mes libanais et palestiniens dé-
sarmés ont été abattus.

Cet acte lâche de génocide a
été perpétré par le sionisme et
ses bourreaux chrétiens et pha-
langistes. Il a été commis après
que l'impérialisme américain et
la réaction arabe ont forcé les
fedayins palestiniens et leurs
alliés à évacuer Beyrouth.

La colère ressentie par tous
les peuples et au sein de notre
organisation a conduit le 20
septembre 1982 à l'attentat
contre le Bankers Trust à Man-
hattan. Cette action contre une
institution bancaire yankee a eu
lieu en soutien à la résistance
héroïque du peuple palestinien
et pour exprimer notre condam-
nation des massacres de Chatila
et Sabra.

Nous sommes prêts à remplir
notre tâche révolutionnaire en
défendant nos camarades pale-
stiniens pas par de simples
mots mais aussi par des actions
concrètes.

Nous condamnons aussi les
tentatives actuelles de l'impé-
rialisme américain et de son ap-
pareil de justice et de répres-
sion, d'enfermer cinq militants
qui soutiennent le mouvement
d'indépendance révolution-
naire et nous condamnons le
maintien en détention de No-
berto Centron Fiallo en utilisant
le Grand Jury, comme tentative
vouée à l'échec de détruire le
mouvement clandestin armé.

Nous opposerons à la terreur
fasciste la violence révolution-
naire.

**INDEPENDANCE ET SOCIA-
LISME POUR PORTO RICO.**

**LIBERATION DES ONZE PRI-
SONNIERS DE GUERRE
PORTORICAINS.**

**LIBERATION DE TOUS LES PRI-
SONNIERS POLITIQUES.**

**ASSEZ DE LA REPRESSION DES
GRANDS JURYS.**

MORT A TOUS LES TRAITRES.

**VICTOIRE POUR LE COMBAT
PALESTINIEN.**

CHRONOLOGIE D'UNE LUTTE

Habitée par les Indiens Ara-
wacks, l'île de Puerto Rico fut
« découverte » par le trop cé-
lèbre Colomb et occupée par
les Anglais, les Hollandais et
les Espagnols. Les révoltes
contre l'esclavage y furent
particulièrement dures.

Le marchandage entre colo-
nisateurs amena en 1898 la
cession de l'île aux Etats-
Unis. L'île a un statut d'Etat
libre associé mais est en fait
complètement assujettie aux
Etats-Unis qui la pillent et
l'occupent sans vergogne.
Mais la lutte des Portoricains
contre cette exploitation capi-
taliste de leur île ne s'est ja-
mais démentie et cette chrono-
logie de l'époque contempo-
raine en témoigne.

**Années 40 : Révolte dans
l'île. Dissolution du parti
indépendantiste et citation
devant un Grand Jury des
dirigeants. Refus de ceux-ci
de témoigner. Cette citation
suivait l'attentat contre le
colonel Riggs, responsable
de la mort de quatre mili-
tants. (Sur le rôle des
Grands Jury et l'histoire des
luttés, voir aussi le texte de
l'organisation indépen-
dantiste LSP.)**

**Fin des années 40 : Révoltes
contre la répression. Pro-
clamation d'une Républi-
que à Jayuya, sous la direc-
tion de Campos. Après son
échec, développement de la
lutte armée.**

**1950 : Attentat contre Tru-
man. Oscar Collazo est ar-
rêté et condamné à 29 ans
de prison. Griselio Torre-
sola meurt dans cette ac-
tion.**

**1954 : Action contre le
Congrès américain en pro-
testation contre le nouveau
statut de 1953 qui fait de
Porto Rico un Etat libre as-
socié aux USA et contre la
Résolution de l'ONU ne re-
connant plus le caractè-
re colonial de la domina-
tion US sur Porto Rico. Ar-
restation de R.C. Mi-
randa, Lolita Lebron,
Andres F. Cordero,
Irwing Flores.**

**Ces camarades libérés en
septembre 1979 après
25 ans de prison repren-
nent aussitôt leur place
dans le combat de Porto
Rico et une foule énorme
manifeste à leur sortie de
prison, à leur arrivée à
Porto Rico.**

**Jusqu'en 1972, nombreuses
actions sur l'île.**

**1974 : Création des FALN. La
lutte armée qui existe sur
l'île se développe aussi aux
USA. Plusieurs organisa-
tions de lutte armée existent
sur Porto Rico, FARP,
OVPR, CRP, Macheteros,
etc. (voir la signification
des sigles dans l'histoire).
Les FALN agissent aux
USA.**

**1977 : Création du MLN (voir
texte de la LSP). Arresta-
tion de onze militants qui
ont refusé de témoigner au
Grand Jury. Leur libéra-
tion est obtenue après une
forte mobilisation popu-
laire.**

**1978 : Le jour de l'indépen-
dance, le 4 juillet, occupa-**

**tion du Consulat du Chili
pour exiger la libération
des prisonniers portori-
cains. Nydia Cuevas, Pa-
blo Marcano, connus pour
leur participation à la grève
des travailleurs de l'eau et
de l'électricité en 1977 à
Porto Rico sont arrêtés et
condamnés à 12 et 22 ans
de prison. Ils sont toujours
incarcérés aux USA.**

**1978 : William Morales (voir
texte correspondant), mem-
bre des FALN est griève-
ment blessé aux mains en
manipulant un engin explo-
sif chez lui. C'est le pre-
mier membre des FALN
qui sera jugé. Condamna-
tion : 29 ans de prison à
89 ans maximum (laissé à
la discrétion de la justice,
cela rappelle quelque peu
Jackson).**

**Mai 1979 : Morales s'évade
de l'hôpital pénitentiaire.
Le gouvernement est obligé
de cesser sa chasse à
l'homme à cause des mani-
festations dans l'île et dans
la communauté.**

**1979 : Révolte de Vieques
contre la base américaine.
(Voir texte sur Cristobal.)**

**Septembre 1979 : Première
déclaration commune de
quatre organisations ar-
mées (FALN, FARP,
OVPR, Macheteros).**

**Novembre 1979 : Assassinat
de Angel Rodriguez Cris-
tobal (voir texte correspon-
dant).**

**Décembre 1979 : En réponse
à la mort de Cristobal, deux
opérations.**

**— Sur Porto Rico, Embus-
cade de Sabana Seca, re-
vendiquée par trois organi-
sations armées (FARP,
OVPR et Macheteros).**
**— A Chicago, les FALN at-
taquent un bureau de re-
crutement de la marine
US.**

**Depuis les FALN ont reven-
diqué plus d'une centaine
d'actions, dont :**

**Février 1982 : Quatre atten-
tats contre le centre finan-
cier de l'impérialisme US,
Wallstreet.**

**Septembre 1982 : Bankers
Trust, en solidarité avec le
peuple palestinien.**

**Décembre 1982 : Attaque de
plusieurs centres de la ré-
pression.**

**(Pour ces actions, voir les
communiqués dans le dos-
sier.)**

**Mai 1983 : Arrestation de
Morales. Un commando
qui tentait de le libérer
échoue.**

**1983 : Nombreuses actions
dont plusieurs contre des
installations militaires
américaines.**

**La dernière en date, en août
1983, était dirigée contre
l'école de marine (N.Y.).**

La continuité de la lutte tant
par les personnes que pour la
ligne politique et l'engage-
ment et le niveau d'affronte-
ment, nous avons tenté de le
montrer par la publication de
ce dossier qui s'attache essen-
tiellement à la lutte des Porto-
ricains aux USA.

PORTO RICO

La Saint-Sylvestre a été célébrée par une série d'attentats des FALN contre des institutions américaines. Elle était revendiquée par un **Commando Angel Rodriguez Cristobal**. Ce nom fait référence à un militant du mouvement portoricain et à un moment essentiel du combat de Porto Rico : Vieques.

Vieques

Le 1^{er} mai 1979 a eu lieu une manifestation importante contre la base de la marine US, contre les manœuvres de l'OTAN et contre les essais nucléaires sur Vieques : une petite île sur la Côte est de Porto Rico. Cette île est à 80 % occupée par la base de Camp Garcia qui sert avant tout à protéger la route du pétrole qui vient à 50 % des Caraïbes. Les deux tiers de l'île sont interdits ; et la pêche, ressource essentielle des habitants, est menacée par l'extension du camp et la pollution des eaux.

Ce 1^{er} mai, les pêcheurs firent le blocus du port pendant que quelques centaines de manifestants tentaient de pénétrer sur la base. Leur slogan était un **peuple en guerre**. Ils s'affrontèrent durement aux militaires et plusieurs dizaines de manifestants furent arrêtés, vingt et un traduits en procès.



A.R. Cristobal

Angel Rodriguez Cristobal fut le premier à passer en septembre 1979.

Il y défendit son action politique, refusant le tribunal, demandant la traduction devant un tribunal militaire en tant que prisonnier de guerre. Il se défendit comme **combattant pour l'indépendance et le socialisme**. Suite à sa déclaration, trois autres prisonniers suivirent son exemple. Les procès firent beaucoup de bruit et les prisonniers reçurent un soutien massif. Cristobal fut condamné à **six mois** de prison et à 500 dollars d'amende, peine faible en comparaison de celles données habituellement et témoignage d'une victoire du mouvement.

Comme à Stammheim, un suicide ! Cristobal, contrairement à ce qui se faisait normalement pour les courtes peines, ne fut pas transféré sur l'île, mais dans une prison de Floride. On l'accueillit en lui prédisant cinq jours à vivre encore. **Le 11 novembre au matin, on le retrouvait mort**, lui qui venait de se battre avec toute son énergie et qui avait remporté une victoire certaine, tant lors de la manifestation que lors du procès.

Angel Rodriguez a été suicidé. Ce meurtre fut dénoncé par toutes les organisations révolutionnaires, son enterrement suivi par des milliers de personnes. La LSP et le MLN indiquèrent les

raisons de ce crime : la personne de Cristobal, son rôle dans le mouvement, la continuité et le développement du combat des Portoricains (visibles à ce moment avec l'évasion de Morales, la libération de quatorze prisonniers après 25 ans de taule, même pas brisés par cet enfermement, l'enthousiasme des foules à leur libération, les actions armées).

Cette force du mouvement portoricain, sa continuité, sa précision politique, son niveau d'affrontement, les FALN l'ont prouvé une nouvelle fois le 31 décembre 1982. La continuité du combat était marquée par le nom même du commando.

W. MORALES

En mai dernier, William MORALES a été arrêté au Mexique, son histoire est essentielle dans l'histoire des FALN et son arrestation est un signe manifeste de la complicité des Etats-Unis et du Mexique.

William Morales est le premier prisonnier de guerre que les FALN aient eu.

Il avait été arrêté en juillet 1978 alors qu'une explosion dans son appartement l'avait grièvement blessé aux deux mains.

Dès son arrestation il revendiqua son identité malgré toutes les menaces, les mauvais traitements et l'utilisation de ses blessures comme moyen de pression. Lors de son procès, il se défendit de même et fut condamné à une peine de 29 ans minimum, 89 ans maximum.

Le 21 mai 1979, William Morales s'enfuyait de l'hôpital pénitentiaire, utilisant le moyen le plus classique : une corde faite avec des draps, mais très difficile du fait de ses blessures.

Aussitôt les recherches furent lancées, sa famille et son avocat persécutés, la communauté surveillée. Sans succès. Ce qui donne la dimension de la solidarité de l'immigration portoricaine.

Le lendemain de son évasion, William Morales déclarait : *« Camarades du mouvement, ce jour est un jour glorieux. Nous avons montré à notre ennemi que le mouvement, malgré la terreur du FBI et de la police, est plus fort que jamais. Le travail de la police est sans effet. A voir le mouvement, on sait que leurs jours sont comptés. Nous devons consolider nos forces. Nous devons créer un front progressiste d'unité nationale contre le racisme, le colonialisme et l'impérialisme. Les Portoricains, les Chicanos, les Noirs, les Indiens et la Gauche blanche doivent travailler ensemble et sans restriction pour la libération des colonies et pour la révolution des peuples aux USA. »*

Les forces de répression et les médias ont développé un programme pour dissuader les gens de participer au combat armé. Ils ont utilisé une blessure pour faire peur à ceux qui pouvaient réfléchir au combat armé. Du 1^{er} juillet jusqu'à aujourd'hui, moi, William Morales, je n'ai jamais regretté d'avoir été blessé. Les médias ont rapporté que j'avais perdu mon œil gauche, que mon visage avait été déchiqueté et que mon corps était couvert de brûlures à haut degré. Tout cela n'est que mensonge des autorités... N'ayez jamais peur de vous armer, n'ayez jamais peur de combattre l'injustice toujours grandissante du capitalisme.

Notre combat est juste. Il ne pourra jamais être arrêté, détruit ou vaincu. Votre camarade, William Morales. »

Pendant son emprisonnement, William Morales avait donné **une interview** au Mouvement, précisant son analyse politique. Il y recommandait la **création d'un front** constitué des principales organisations révolutionnaires, il dénonçait **les élections comme coloniales** ; et à la question concernant **l'intégration de Puerto Rico comme Etat américain**, il avait répondu : *« C'est un moyen de calmer les gens.*

Bientôt arrivera un moment où les USA investiront plus qu'ils ne tirent de profit. Il n'y aura pas d'intégration pour les raisons suivantes : les USA ne veulent pas d'un Etat dont la majorité des habitants sont chômeurs et vivent de l'aide sociale. Porto Rico serait l'Etat le plus pauvre, plus pauvre que le Mississippi. Le racisme fondamental de la classe dominante est hostile à un Etat dont le pourcentage d'habitants parlant espagnol est aussi important... Ce qui est plus important, Porto Rico est devenu une affaire internationale. Les Etats-Unis ont reconnu que Porto Rico est une colonie américaine, et les nations qui ont soutenu la résolution exigent l'accélération du processus de décolonisation et soutiennent la revendication d'indépendance et d'autodétermination. » Enfin sur sa revendication comme **prisonnier de guerre**, il indique : *« Le peuple portoricain a lutté depuis 80 années contre l'impérialisme américain. Il y a toujours un état de guerre entre le peuple portoricain et les impérialistes ; et tous ceux qui sont faits prisonniers pour avoir soutenu le mouvement, peu importe pour quel moyen (vente de journaux, tracts, organisation ou action armée) est un prisonnier de guerre. »*

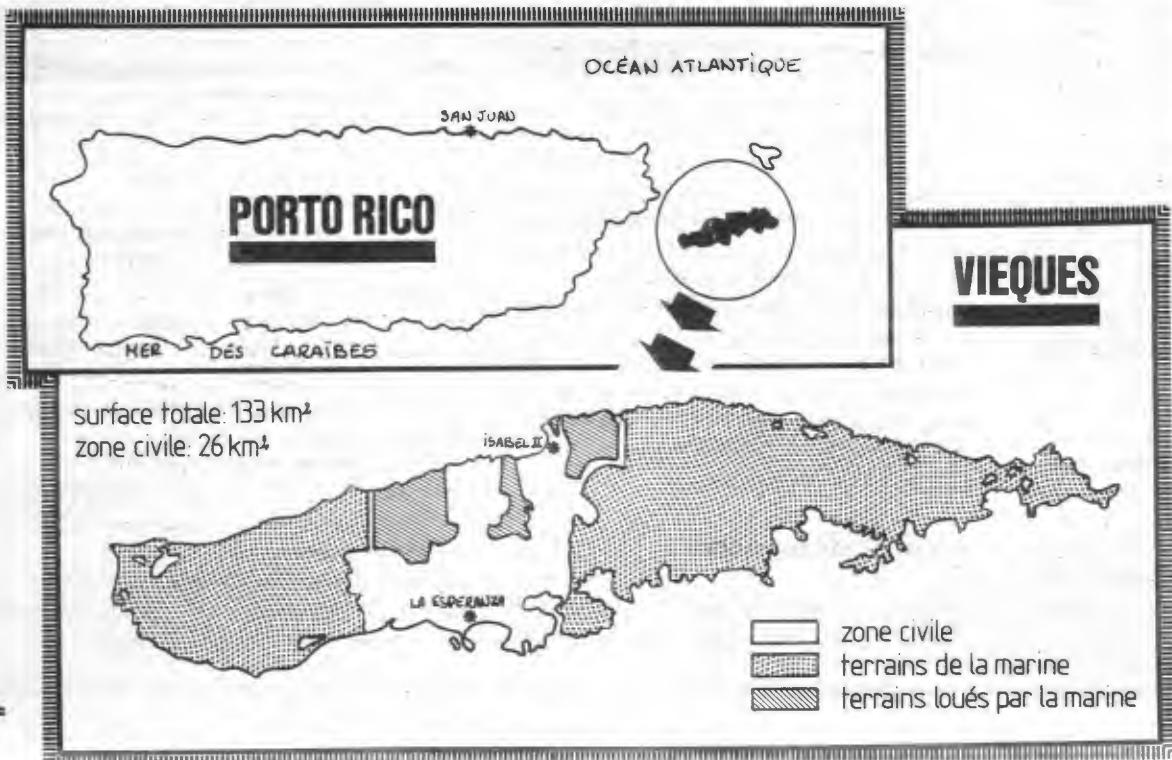
En mai 1983, quatre ans après son évasion, William Morales a été arrêté. L'un des camarades qui était avec lui a tenté de le défendre. Il a été tué. Le troisième camarade a réussi à s'enfuir aidé par un commando. Les circonstances de cette arrestation montre de manière claire que ces quatre années ont été tout autre chose pour William Morales qu'une cavale et montre la solidarité entre les camarades mexicains et portoricains.

Les suites de cette arrestation indique dans toute son horreur la cruauté des forces du capital. Les flics sont intervenus dans une famille soupçonnée d'avoir hébergé William Morales. Ils ont tué **Judith Vidrio ANGUIANO**, son enfant de deux ans a été blessé ainsi qu'un jeune de 16 ans, **Antonio PEDRO RUIZ** qui était dans un état très grave.

L'extradition possibles de William Morales vers les Etats-Unis a suscité un mouvement important au Mexique, comme aux Etats-Unis, comme à Porto Rico.

Le fait que cette arrestation se soit produite au Mexique montre de plus **la collaboration étroite entre le Mexique et les Etats-Unis**. Le Mexique est un Etat complètement dépendant des USA. C'est le pays le plus endetté par rapport aux USA. L'anglais est enseigné dans beaucoup d'écoles dès l'enfance. Et les Etats-Unis pompent les ressources et les hommes de cet Etat qui est en fait assez riche potentiellement en ressources et très riche culturellement. Ils font de 7 millions de Chicanos les parias de leur société d'abondance, les réduisant à l'ignorance, les exploitent.

L'arrestation de William Morales montre cependant aussi le lien réel entre la lutte des Chicanos, des Mexicains et des Portoricains, lien que William Morales appelait à renforcer dans son interview.





suite de la page 6

mener des guerres conventionnelles et anti-guérilla et à les gagner.

Alors que nous avons participé l'année passée aux manifestations pour la paix, pour organiser la solidarité avec les luttes de libération nationale aux USA, nous avons été frappés par certaines caractéristiques du mouvement.

Une peur profonde amène les gens à participer à ces manifestations. Ce qui est important, c'est que ces gens sont conscients que la guerre devient d'autant plus vraisemblable qu'ils ne font rien contre. L'antimilitarisme augmente, et le défaitisme et la passivité du mouvement ne sont pas une solution aux peurs des hommes. Ils les renforceront plutôt. La vogue de l'activisme à la base des manifestations est souvent canalisée dans l'impasse de la politique parlementaire. Beaucoup de gens ont développé un zèle messianique dans l'espoir que le problème de l'armement nucléaire dépasserait les différences de classes et idéologiques. Tous les autres combats (les guerres ayant lieu actuellement incluses) sont alors réduits jusqu'à devenir méconnaissables.

La conception générale est que « si le monde explose demain, plus rien ne joue un rôle pour personne ». Les best-sellers et les ouvrages scientifiques atteignent par la description de la peur du désert atomique à tous les niveaux de la vie biologique et de la civilisation, un public grandissant. Cette peur paralysante est canalisée ensuite dans un mouvement pacifiste qui se définit lui-même comme loyal par rapport « aux idéaux les meilleurs et les plus sincères de ce pays ». Le drapeau des Etats-Unis flotte au-dessus des manifestations et les groupes de rocks hurlent leur message. Nombre des libéraux blancs qui sont à la tête du mouvement antinucléaire aujourd'hui sont les mêmes gens que ceux qui dans les années 60 étaient contre la guerre du Viêt-Nam mais qui se refusaient à soutenir le combat de libération noir lorsque celui-ci était confronté aux attaques violentes du programme contre-insurrectionnel du FBI.

Ces « vétérans » de l'antiguerre disent maintenant que l'un des principaux enseignements des années 60 est que le mouvement a compris « qu'il ne fallait jamais plus provoquer la violence ». L'idée défaitiste est à la base de cet argument, l'idée que cela n'a aucun sens de combattre l'Etat US parce qu'il est trop fort et que nous perdrons sûrement. Face à cela, il nous faut poser la question : quel visage aurait le monde si les hommes colonisés et exploités s'étaient laissés déterminer dans leurs actions par cette passivité et cette peur autodestructrice ? si les hommes opprimés ne menaient pas un combat armé pour leur liberté ?

Deuxièmement, le courant principal du mouvement antinucléaire ne comprend pas la relation entre guerre impérialiste et révolution. La guerre n'est jamais une activité irrationnelle ou un produit de la malchance. C'est la continuation de la politique et la solution de crises profondes par la violence. Les décisions de mener la guerre et de risquer dans l'avenir une guerre mondiale sont prises par les classes dominantes qui possèdent le pouvoir d'Etat et non par des « fous ».

L'impérialisme qui doit s'étendre ou mourir, a en face de lui aujourd'hui un monde complètement divisé. L'époque où les USA pouvaient exercer leur chantage grâce à leur pouvoir nucléaire a disparu en même temps que l'illusion que ce siècle pourrait être « un siècle américain ». La guerre mondiale n'est jamais une affaire de « politique extérieure », même si aux Etats-Unis peut régner cette impression, vu qu'une guerre moderne n'a jamais été menée sur ce territoire. La guerre vient de la dynamique même du capitalisme/impérialisme.

La première guerre mondiale a été une guerre impérialiste menée pour le contrôle des zones d'influence et des colonies. La première guerre massive du XX^e siècle menée dans les tranchées de l'Europe créa les conditions qui amenèrent la victoire de la révolution russe. La seconde guerre

mondiale a été conduite sur un terrain qualitativement plus grand : Europe, Afrique, Chine et la plus grande partie de l'Asie. Cette guerre avait un double caractère. C'était un conflit interimpérialiste entre le capitalisme monopoliste des USA et l'Europe contre l'Allemagne fasciste et le Japon impérial. D'un autre côté, pour l'URSS et ses alliés, c'était une guerre pour défendre le socialisme contre les forces unies des alliés et de leurs satellites. A la fin de la seconde guerre mondiale, les USA étaient sans conteste à la tête du système impérialiste, mais l'Union Soviétique et les forces révolutionnaires s'étaient renforcées dans le monde entier. La création de la République Démocratique du Viêt-Nam en 1945 et la victoire de la révolution chinoise ont ouvert une nouvelle ère qualitative pour les luttes de libération nationale contre l'impérialisme. Même les hommes politiques bourgeois se sont définis ces 35 dernières années par le renforcement du Tiers-Monde. C'est la tâche des anti-impérialistes de combattre pour un mouvement pour la paix qui fasse éclater la base de soutien à la guerre dans l'empire et participe à la transformation de la guerre impérialiste en combat pour la libération nationale et la révolution socialiste.

Et troisièmement : le mouvement est constitué essentiellement par les blancs, par ceux qui appartiennent aux nations les plus privilégiées, aux nations qui oppriment le monde. Ses conceptions de survie, de guerre et de paix sont à des années-lumière des peuples du Tiers-Monde. La conception que la guerre est le véritable danger et la paix la solution, est tenue généralement pour simple bon sens. Mais c'est faux. Sous l'impérialisme, la paix et la guerre sont deux aspects d'une seule et même arme pour imposer l'ordre étatique.

Le concept de paix a toujours été trompeur et s'est développé sous le signe de la domination blanche. La paix désirée par les USA au Proche-Orient ne peut être que le résultat d'une guerre d'extermination de la nation palestinienne. Au Salvador et au Guatemala, les USA ne sont jamais lassés de parler « d'une solution pacifique et démocratique » à la crise. Mais les hommes opprimés ne combattent pas pour ce type de paix. Pour la plupart des hommes dans le monde, la seule paix qu'offre ce système c'est la continuation de l'esclavage, la loi de l'Etat policier, la certitude des fosses communes. Des hommes qui pensent que seule la guerre est un problème et que toutes les guerres sont semblables, utilisent un pacifisme sélectif et refusent d'une part leur soutien aux guerres justifiées pour la libération et vont dans le même sens que les guerres impérialistes menées pour sa domination.

L'exemple manifeste aujourd'hui de ce pacifisme sélectif a été les manifestations du 12 juin 1982 aux USA, qui ont eu lieu juste six jours après l'invasion israélienne au Liban soutenue par les Etats-Unis. Cette guerre de conquête n'a pas été combattue par les forces dominantes du mouvement antinucléaire/antiguerre. Le soutien de la direction de la manifestation de New York au sionisme et à la guerre impérialiste était si fort qu'un rassemblement de 750 000 personnes contre la guerre a refusé de prendre position contre le génocide israélien !

Un mouvement pour la paix, qui veut seulement protéger ses sanctuaires blancs contre l'atome alors qu'il tolère et soutient la terreur coloniale, fait plus que de faire deux poids, deux mesures : il est raciste ! Il n'est pas étonnant que sur les centaines de milliers de personnes qui ont défilé à New York, dans une ville dans laquelle des millions de Noirs et de Portoricains vivent dans des conditions terribles — seuls quelques milliers de noirs ont participé à la manifestation. Dans les mois qui ont précédé la manifestation de juin, ceux qui souffrent de la colonisation ont mené un dur combat contre la direction de la manifestation de juin qui les excluait de l'organisation et refusait de reconnaître même leurs revendications minimales.

Les USA sont un Etat de peuplement colonial : tout mouvement qui se com-



prend comme l'expression du véritable esprit de l'Amérique ne peut être qu'un mouvement qui ignore le colonialisme intérieur ou le justifie. Maintenant déjà, la même dynamique qui conduit à la guerre impérialiste, s'est installée à l'intérieur des frontières des USA. Pour les USA, la mise au pas de l'économie et de la société en vue de la guerre, passe par un nouvel esclavagisme et par la canalisation de la résistance des nations opprimées dans le pays. Elle dépend aussi du développement d'un consensus blanc fasciste — de la paix intérieure. Les travailleurs des nations opprimées doivent accepter les mesures d'économie, « la petite guerre » et la terreur coloniale qu'exige la crise économique et sociale à laquelle ils sont confrontés. La plupart des gauchistes actifs dans le mouvement pour la paix ne font rien contre ce développement. Au contraire : en avançant la vision d'un combat de classes multinational unitaire et le slogan « de l'argent pour du travail, pas pour la guerre », ils affirment que par la crise économique et le danger de guerre, les travailleurs blancs et travailleurs du Tiers-Monde sont dans le même bateau. Cela nie la réalité que des hommes colonisés aux USA sont confrontés au génocide intérieur.

Le fait que le mouvement contre la guerre nucléaire ne comprenne pas que le danger de guerre est lié au développement de la domination blanche, a de sérieuses conséquences. Au centre de la campagne du gouvernement pour pacifier l'opposition intérieure, il y a les efforts pour détruire les mouvements de libération nationale au sein des USA. Il doit le faire pour faire avancer l'offensive globale et à long terme. Les organisations des News Africains, des Portoricains, des Mexicains et des américains aborigènes, de même que le mouvement anti-impérialiste blanc se voient confrontés à la plus grosse vague de répression depuis la fin des années 60. En même temps, le Ku Klux Klan s'organise sur le plan national et crée des troupes para-militaires pour la guerre fasciste. Et cependant, le mouvement antinucléaire se trouve en opposition, dans ce climat avec le combat de libération nationale et la possibilité que des travailleurs blancs qui sont de plus en plus touchés par la crise économique et sociale, participent au combat révolutionnaire de classe.

Au seuil de la guerre

Les USA sont contraints de se préparer pour des guerres qu'ils soient en mesure de gagner. C'est pourquoi le gel de l'armement nucléaire fut évoqué par les classes

dominantes des pays de la *Trilatérale*. Pour comprendre la stratégie militaire de l'impérialisme, nous devons sortir de nombre des clichés lancés par le mouvement antiguerre et propagés par les médias. Des dirigeants du mouvement pour la paix célèbrent la soi-disant différence d'opinions aux USA en comparaison de l'URSS et affirment que les deux pays constituent la même menace pour la paix. C'est absurde. L'URSS ne représente pas la même menace, pas plus qu'elle n'est la cause de la guerre. L'Union Soviétique est dirigée par une autre catégorie économique et politique que l'impérialisme. Elle n'a pas atteint le même degré d'intérêt économique au Tiers-Monde que les USA. Et l'image qui veut faire croire que derrière tous les combats révolutionnaires il y a l'Union Soviétique est une manœuvre pour masquer les agressions américaines en Amérique Centrale et en Afrique du Sud.

Ceux qui dirigent les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, savent qu'une guerre nucléaire menée contre l'Union Soviétique ou entre eux, signifierait la destruction globale. Ce type de guerre ne pourrait mener dans le meilleur des cas qu'à une victoire à la Pyrrhus. Les nations, le travail et le capital seraient détruits partout plus que l'impérialisme en a besoin, pour dépasser la crise économique et pour dominer le Tiers-Monde et les nations socialistes. Ils savent aussi que la supériorité nucléaire des USA qui permettrait d'assener à l'URSS le coup qui la décapiterait n'est pas réalisable, parce qu'il faudrait plus qu'un coup limité pour atteindre cela.

C'est pourquoi les USA accélèrent sous Reagan le transfert commencé sous Carter vers le développement de leur capacité à mener et à gagner des guerres conventionnelles et contre-révolutionnaires sur de nombreux fronts. Une armée réactivée et amenée à la pointe de la technologie, les unités d'élite des forces spéciales, l'Air Force Special Operations Wing (unité spéciale de l'armée de l'air), la Marine SEAL Teams et les compagnies de reconnaissance de la marine sont entraînées au combat. Le guide de la défense, document important accepté par le Ministre de la Défense Weinert et qui couvre les années 84/88, indique que les USA doivent réactiver et agrandir les unités pour les opérations spéciales afin d'imposer la puissance des USA là où l'usage des forces conventionnelles serait prématuré, disproportionné ou impossible. Ces forces seront d'abord prêtes pour l'intervention dans le Tiers-Monde, mais en fin de compte le plan étudie comment atteindre les frontières de l'URSS. Le rapport indique comme but : utiliser les faiblesses politiques, militaires et économiques à l'intérieur du Pacte de Varsovie et réduire des opérations ennemies dans l'arrière-pays. Les armes nucléaires continueront à constituer un aspect de la stratégie militaire de l'empire, pas le plus dynamique. Il règne un accord général sur le fait que l'arrêt de la perte de puissance des Etats-Unis au moyen de l'arme nucléaire a échoué. Il est connu de tous que les USA pensent pouvoir au moins faire exploser une bombe nucléaire tactique sans déclencher l'holocauste global. Dans ce cas le plus négatif, la guerre conventionnelle — appuyée sur les forces non nucléaires les plus développées — inclut l'utilisation d'armes nucléaires tactiques.

Le guide de la défense confirme que la guerre conventionnelle contre-insurrectionnelle est la ligne directrice de la stratégie de l'OTAN et pas la guerre nucléaire exclusive. Dans le chapitre sur la stratégie, il est dit : « L'accent principal est porté sur la limitation d'une confrontation entre les USA et l'URSS. »

Fred Ikle, sous-secrétaire influent pour la politique de défense, dit, sur le rapport : « S'il y a quelque chose de nouveau avec ce gouvernement, c'est la poursuite de l'éloignement de la guerre nucléaire. C'est pourquoi l'accent principal porte sur la guerre conventionnelle et sur les améliorations dans le domaine de la mobilisation. »



Les différences de stratégie militaire entre les pays impérialistes diminuent. Ils cherchent tous une nouvelle réduction stratégique et/ou le gel de la production des armes nucléaires dans le monde. Cela n'a rien à voir avec la diminution du danger de guerre ou la volonté de faire des concessions humanitaires au mouvement pour la paix. En fait, il s'agit d'atteindre une plus grande flexibilité militaire, pour pouvoir mener et gagner des guerres. Les USA pensent que les pays impérialistes peuvent, avec l'OTAN, conserver ou récupérer leur supériorité sur toute opposition. De même que le contrôle sur le système monétaire mondial et le développement de la technologie militaire. C'est pourquoi, les militaires étudient la guerre des Malouines, la guerre du Liban ou la guerre Iran-Irak. Afin de pouvoir juger de l'emploi des armements terrestres, maritimes et aériens.

Ainsi apparaît une stratégie à long terme des USA dans leurs relations avec l'Union Soviétique et l'Europe. L'attitude agressive des USA par rapport à l'Union Soviétique n'est pas seulement une partie de la ligne de la guerre froide anticommuniste qui a marqué chaque présidence depuis la seconde guerre mondiale. Elle a aussi un but économique. Reagan aime bien parler de jouer « la carte des USA ». En initiant une nouvelle course aux armements. Cela porterait un préjudice économique à l'URSS qui a un produit social brut moins élevé que les USA et qui doit donc consacrer un pourcentage plus important de ce produit à la défense, pour pouvoir rester dans la course. Les USA espèrent pouvoir mettre l'URSS devant l'alternative, ou accepter les conditions américaines de réduction et/ou de gel de la production des armes nucléaires stratégiques, ou prendre en compte une crise intérieure nuisible. Des déclarations bien orchestrées affirmant que ce pays croit pouvoir gagner une guerre nucléaire et le refus de renoncer à la possibilité de taper le premier en cas de guerre nucléaire ne sont rien d'autre que des bruits de salon pour rendre crédibles les menaces impérialistes.

Les coûts économiques de la course aux armements nucléaires et le prix du réarmement conventionnel ont amené les puissances impérialistes dans un piège terrible. C'est un rêve de croire d'après la théorie économique d'Horatio Alger (écrivain américain, 1834-1899) que les USA vont pouvoir sortir de la dépression par le développement de nouvelles révolutions technologiques dans le domaine de l'électronique, de l'ordinateur, de la technologie spatiale. Bien que ces secteurs économiques augmentent, soutenus par les 1,5 billions de dollars de budget de la défense — ils ne peuvent entraîner les industries fondamentales capitalistes : l'énergie, le bâtiment, la production industrielle, l'industrie automobile et la sidérurgie... La crise de surproduction absolue et la stagnation économique sont le signe d'un modèle de développement qui conduit sans cesse à la guerre et à la crise sociale.

En même temps, l'armement nucléaire s'est heurté à une résistance profonde et grandissante en Europe du fait de l'idée qui lui est associée de champ de guerre nucléaire. Des hommes politiques européens sont d'accord pour dire qu'une guerre en Europe est invraisemblable du fait de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Les USA veulent que les alliés de l'OTAN et le Japon portent plus la charge de la défense de l'ordre mondial. Les pays de l'OTAN ont déjà commencé à jouer un plus grand rôle sur le plan militaire par rapport au Tiers-Monde. La troupe de paix dite multinationale au Liban est un exemple. Cette armée n'est rien d'autre qu'une troupe d'intervention de l'OTAN, dont le rôle est d'assurer les intérêts de la Trilatérale dans la région.

Les forces des USA et de l'OTAN possèdent ou ont accès à plus de 50 bases en Afrique pour garantir les intérêts stratégiques. Ce sont les troupes qui maintiennent le dictateur Mobutu au Zaïre. Les Etats membres de l'OTAN approuvent ensemble — selon les mots employés par Rolf Pauls,

représentant permanent de la RFA au Conseil Atlantique : « *Qu'il doit être clair pour nous que nous devons protéger nos intérêts aussi au-delà de l'OTAN... Il ne s'agit pas seulement d'assurer nos besoins en pétrole et autres matières premières. Il est tout aussi nécessaire d'assurer la stabilité de régions instables.* » Tout cela se passe indépendamment du fait que des partisans de la ligne dure comme Reagan ou Thatcher ou des socialistes comme Mitterrand soient au pouvoir. Les oppositions dans les relations avec l'URSS, comme celle concernant le gazoduc, sont aplanies du fait de la nécessité de s'unir. Et les puissances de l'OTAN ont mis sur pied des unités de police secrètes, super-équipées et internationales pour mener la répression contre les « terroristes et ceux qui les soutiennent », pour assurer la « paix intérieure ».

Les pacifistes : qui tire les ficelles ?

En considérant cette stratégie se développant pour l'Europe et l'Union Soviétique, la revendication de gel des armements nucléaires peut tout à fait être en accord avec la stratégie impérialiste au lieu d'être diamétralement opposée. Les impérialistes font tout pour influencer le mouvement pour la paix, pour miner son potentiel progressiste. Ce potentiel vient du caractère antimilitariste du mouvement et de ses possibilités de mobiliser un grand nombre de personnes contre le gouvernement des USA. Mais ce potentiel progressiste reste un espoir vague parce que la direction actuelle du mouvement pacifiste est complètement liée au système. Le noyau directeur, ceux qui ont construit la coalition, dirigent une machine politique dans laquelle le Parti Démocrate, les travailleurs organisés, les évêques catholiques et d'autres groupes religieux reconnus et les sociaux-démocrates opèrent ensemble au plus haut niveau. Le commentateur suivant d'un membre directeur de Green Peace est typique : « *Je pense qu'il est honnête de dire que si quelque chose d'important doit se passer pour le désarmement, cette manifestation, le 12 juin 1982 à New York ne doit pas être trop à gauche... Moi personnellement, je préférerais la participation de plus de groupes conservateurs, de droite, qui sont tout autant concernés par le désarmement, parce que cela causerait un défi.* »

Les leaders de la Commission Trilatérale créent leurs propres organisations, pour « diriger » le mouvement pour la paix. Un exemple de cela est constitué par l'histoire de Peace Links. Le *New York Times* du 25 mai 1982 publie un article sous le titre : « Hommes politiques, mères de famille et Peace Links ». Cet article, publié trois semaines avant la manifestation de juin, montrait combien l'ennemi s'est introduit profondément dans ce mouvement. L'une des principales organisatrices de Peace Links est Betty Bumpers, femme d'un sénateur influent, Dale Bumpers de l'Arkansas. Grâce aux subventions de la « Fondation Winthrop Rockefeller », Bumpers a rassemblé 2 000 femmes dans 32 des 75 districts de l'Etat dans un programme pilote pour une organisation nationale. Elle dit : « Ce que nous voulions, c'est frapper à la porte de chaque organisation de femmes de l'Etat, du club de jardinage jusqu'aux groupes religieux pour les amener à être attentives à la guerre nucléaire... Tout ce qu'il faut savoir, c'est que nous avons assez d'armes nucléaires pour nous détruire... » Dans tout l'Etat, ce projet est mis en branle avec le capital de départ de la fondation de la famille Rockefeller. Rosalyn Carter et Sharon Rockefeller sont membres d'honneur au niveau national.

C'est là un exemple des efforts faits pour influencer le mouvement de protestation des années 80 et le conduire dans une direction, qui fasse qu'il ne combattra jamais ni n'empêchera une guerre mondiale. Les USA sont le seul pays dirigeant impérialiste à ne pas avoir de service militaire obligatoire. C'est une conséquence des

énormes réactions antimilitaristes après la guerre du Viêt-Nam. Bien que Reagan s'oppose toujours au service militaire, affirmant qu'une armée de volontaires attire suffisamment de personnes qui pensent que « c'est un honneur de porter l'uniforme », le service militaire est une institution importante qui crée la loyauté envers l'Etat. Kingman Brewster, ancien recteur de l'université de Yale et ex-ambassadeur en Angleterre, est un libéral influent, il pense que les forces conventionnelles constituent une alternative à l'arme nucléaire. A son avis, un slogan de masse devrait être : « Plutôt incorporé que détruit par l'arme atomique. »

De cette manière, le mouvement pour la paix passe sous l'hégémonie de la bourgeoisie. Le mouvement pour la paix offre de plus la possibilité de mener partout la guerre et de commettre des génocides, puisqu'il ne menace pas les plans de l'empire. S'ils jouent bien leurs cartes, le mouvement représente pour les exploités le potentiel d'une force de la nation des oppresseurs contre les combats révolutionnaires pour la libération nationale et le socialisme. Dans les années 80, il y aura comme dans les années 60 un mouvement contre la guerre et il se développera des luttes de libération nationale. A l'apogée du mouvement antiguerre, les anti-impérialistes qui soutenaient la libération nationale du peuple vietnamien et les luttes pour la libération des noirs aux USA, représentaient une réelle et profonde provocation pour le libéralisme et le pacifisme dominant dans le mouvement. Le but conscient des dirigeants bourgeois du mouvement pour la paix est d'avoir dans les années 80 un mouvement qui puisse être éliminé par la guerre conventionnelle ou contre-insurrectionnelle ou qui tolère, voire favorise de telles guerres, comprises comme une alternative moins terrible que la catastrophe atomique. Le mouvement contre l'intervention américaine des USA en Amérique Centrale a échoué de la même manière, du fait qu'il n'a ni développé un combat militant contre le gouvernement américain, ni soutenu les luttes de libération nationale aux USA. Aussi il n'a pas eu de véritable influence sur la politique US. Le mouvement anti-interventionniste et antinucléaire n'ayant pas choisi la confrontation avec l'Etat, il a contribué à ce que les progressistes tombent régulièrement dans les bras de la démocratie.

De quel côté nous situons-nous ?

La guerre est inévitable sous l'impérialisme; elle est actuelle, et va s'accroître en intensité et en fréquence. Les guerres cachées deviennent plus ouvertes. Il y a de plus en plus de gens qui voient la nécessité de construire un mouvement contre la guerre. Là, l'apathie et le cynisme de l'Amérique blanche se transforme un peu. Parmi les millions de personnes qui ont participé aux manifestations, il y en a beaucoup qui veulent changer le cours de ce pays. Mais ce n'est pas assez, ça n'a jamais été suffisant et ne le sera jamais. Des combats effectifs dépendent de la construction d'un mouvement anti-impérialiste, qui amène de plus en plus de gens à attaquer le pouvoir des USA, pour ôter à ceux-ci la capacité de mener maintenant des guerres. Cela ne peut se faire en s'adaptant ou en travaillant à l'intérieur du cadre contrôlé par les libéraux bourgeois comme le font beaucoup de gauchistes. Le désir d'avoir une base de masse a comme conséquence que de nombreux groupes dits révolutionnaires, qualifiant l'internationalisme et les mouvements de libération de ce pays de sectaires. Ils limitent leur but, pour être capables « de renforcer leur capacité à s'organiser au sein du mouvement pour atteindre leurs perspectives. Certaines organisations, comme par exemple le journal *The Guardian*, semblent appeler à une pause de critique sérieuse et pour démasquer le mouvement pour la paix.

La crise de l'impérialisme conduit à une ligne de démarcation au sein de la gauche

blanche et dans le mouvement pour la paix. Nous vivons aujourd'hui une version contemporaine de « la division du socialisme ».

Dans chaque pays, la composition et les revendications des mouvements pour la paix sont étonnamment semblables. Ils sont dirigés par les forces social-démocrates, réformistes et révisionnistes, qui croient que la guerre peut être empêchée par un changement de politique extérieure, par un changement des priorités et par la condamnation de certains types d'armes. Ces forces se sentent obligées de garder le système intact et de le protéger d'un mouvement anti-impérialiste. Un mouvement faisant partie de la construction d'une offensive révolutionnaire contre les bases de l'empire serait un réel progrès. Cette évolution, l'impérialisme doit tenter de l'empêcher. La canalisation du combat révolutionnaire est la raison d'être de la social-démocratie et la raison pour laquelle ces forces doivent être encouragées à s'étendre par la bourgeoisie.

Comme la guerre mondiale devient de plus en plus proche — surtout en Europe — un noyau anti-impérialiste apparaît malgré tout au sein du mouvement. Ces forces combattent pour une ligne et une pratique révolutionnaires, internationalistes et combattent les privilèges des nations d'opresseurs.

La stratégie de la guerre civile anti-impérialiste, qui a été développée par la gauche révolutionnaire en Europe, définit les conditions de la lutte des classes révolutionnaires dans les pays impérialistes en relation avec le développement des luttes de libération nationale. La plupart des gens du mouvement aux USA ne sont pas conscients des discussions à l'intérieur du mouvement pour la paix, qui ont développé par exemple en Allemagne quelques-unes des actions antiguerre les plus militantes. Des milliers de personnes ont manifesté pour la destruction de l'OTAN, le mouvement clandestin a attaqué les bases militaires US et tenté de tuer des officiers de l'OTAN comme Haig ou Kroesen... Dans ce numéro*, nous publions des extraits d'écrits d'organisations clandestines ou travaillant ouvertement. Nous faisons cela pour faire avancer aux USA la construction d'un mouvement de libération qui comprenne que le chemin pour la paix n'est possible que par le combat commun avec les mouvements de libération nationale à l'intérieur et à l'extérieur des frontières US, pour la défaite complète de l'empire.

Aux USA, l'élément essentiel du combat au sein du mouvement pour la paix consiste à faire comprendre que nous avons une alternative, ou bien reconnaître la légitimité du système US ou bien lier nos intérêts comme blancs progressistes/anti-impérialistes à la libération des hommes dans le monde — et pas contre elle. Un chemin conduit au compromis avec la puissance la plus agressive du monde, il conduit à rester impuissant et incapable de lutter contre la guerre impérialiste, comme cela se passe actuellement. L'autre voie est de se lier aux mouvements de libération nationale pour transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. C'est seulement de cette façon que nous serons en mesure d'opposer une résistance à la stratégie US, dont le but est d'endormir et de combattre les luttes de libération nationale à l'intérieur des frontières US. C'est de cette manière seulement que nous pourrions arrêter le processus d'intégration des travailleurs blancs dans le système fasciste et de domination blanche. Ce sont les tâches auxquelles doivent s'attacher les anti-impérialistes dans leur confrontation avec le « mouvement pour la paix ». C'est de cette manière seulement que la violence croissante de la guerre laissera un jour la place à l'espoir de paix.

* Article extrait d'un journal anti-impérialiste américain.



Beethoven contre Mac Donald

L'une des composantes de la lutte armée anti-impérialiste en RFA explique l'amalgame fait entre anti-américanisme et anti-impérialisme.

Les attentats de groupes fascistes dans les cités américaines et contre des officiers et des soldats américains dans la région de Francfort dans la seconde moitié de l'année 1982, nous ont d'abord été attribués par la Sécurité de l'Etat, puis, après l'arrestation du groupe Hepp, par les réformistes de gauche qui nous ont considérés comme responsables moralement.

Une journaliste de TAZ a mis une fois de plus dans le mille en remerciant le BKA d'avoir arrêté ces fascistes, permettant ainsi que les groupes de la gauche armée ne soient plus rendus responsables de ces actions, soulignant de ce fait qu'un doute pouvait exister : la guérilla aurait bien été capable de ce genre d'actions d'après elle.

Le journal *Radikal*, même s'il se situe dans une toute autre perspective, prend les bombes des fascistes comme prétexte pour ouvrir une discussion sur les « cas limites » quelque part entre RZ, flics et fascistes et critique dans un seul et même contexte « les maladroites et erreurs » commises lors d'actions qui font bel et bien partie de notre mouvement.

Aussi nécessaire que soit justement en ce moment un débat sur les objectifs et l'organisation d'une politique armée de gauche, les attentats anti-américains de groupes fascistes sont une mauvaise base de discussion. La désorientation et l'incertitude concernant ces attentats ne sont pas explicables par un « actionnisme diffus » ou une légèreté de la politique de la gauche militante et armée qui aurait provoqué cela. On ne saurait discuter de la même façon de quelques attentats problématiques par le choix de l'objectif ou la réalisation technique, qui ont eu lieu en partie lors de l'expulsion des squatts à Berlin, et la série des attentats des fascistes. Ceux qui les amalgament ne passent pas seulement négligemment au-dessus des motivations politiques différentes de ces actions, ils empêchent que soient nommées les véritables raisons de cette désorientation : un anti-américanisme latent existant aussi au sein de la gauche allemande, une légèreté et un désintérêt qui ont fait ignorer les développements dans le spectre fasciste et les moments communs réels entre actions fascistes et opérations des services secrets et ce malgré le bain de sang de Munich en 1980, malgré Bologne, malgré les campagnes meurtrières contre des ouvriers immigrés ou des juifs. Au-delà de tout jugement moral des actions du groupe Hepp, il aurait dû devenir évident, au plus tard après les attentats dirigés contre des membres isolés de l'armée américaine, que ceux-ci se mouvaient sur une vague d'anti-américanisme que nous refusons et que nous combattons en tant que conception politique.

Il est malveillant d'insinuer que les attentats dirigés contre l'armée américaine, contre des installations américaines, contre la logistique de l'OTAN, contre les réseaux de communication et contre les entreprises multinationales US, revendiqués par les Cellules Révolutionnaires, la RAF et de nombreux groupes autonomes aient pu ressortir de la même ligne politique anti-américaine ou d'une ligne comparable ou encore qu'ils aient pu la favoriser.

Ces actions furent toutes sans exception des actions à caractère anti-impérialiste et contenaient en elles la possibilité d'approfondir les failles et les contradictions existant au sein de l'armée américaine et de soutenir la résistance des minorités nationales et raciales. Nous avons attaqué les mess d'officiers, pas ceux des simples soldats ou pas des supermarchés. Nous avons fait exploser des bombes contre des filiales des multinationales US sans qu'aucun petit employé allemand ou américain n'ait jamais eu le moindre dommage à subir. Le quartier général de l'armée américaine à Francfort fut plusieurs fois la cible d'attentats, des actions furent dirigées contre des dépôts militaires de carburant, mais jamais contre des stations-services dans des zones d'habitation américaines. Finalement, ce n'est pas sans raison que nous avons pris la visite de Reagan en Europe et la rencontre au sommet de l'OTAN comme prétexte à une série d'actions — et non pas quelque chose comme un concert de Sammy Davis Jr ou la prolongation de la diffusion de Dallas. Les derniers attentats contre SEL* à Düsseldorf et contre IBM à Reutlingen ne laissent aucun doute sur les différences.

Celui qui a suivi notre pratique comme nos prises de position politiques sait que nous refusons une politique diffuse, dirigée contre des parties du peuple, que nous refusons le terrorisme. Les stratégies de la tension, du bain de sang, sont le terrain de groupes fascistes ou des

services secrets pour qui les êtres humains ne sont de toute façon que des pions qui peuvent être sacrifiés pour un maigre profit. Ils utilisent la peur de la population au profit de leur politique visant à influencer ou à modifier les institutions.

Nous nous considérons par contre comme une partie d'un faible courant courant anti-impérialiste et social-révolutionnaire en RFA et à Berlin-Ouest, à l'extension et à la stabilisation politique et militaire duquel nous continuerons à contribuer. Notre long combat pour la libération vient d'en bas et ne joue pas avec la vie des individus ni avec celle de nos propres camarades. Nous nous trouvons encore dans une première phase de ce processus, où il s'agit essentiellement de mener le combat pour gagner « la tête et les sentiments » des gens et justement pas une guerre.

Que nous employions dans cette lutte, de même que la droite et les flics, des armes et des explosifs, ne doit pas conduire à la conclusion que tout cela est du pareil au même !

Armes ou explosifs, machines à écrire ou à imprimer, appareils-photos ou instruments de musique peuvent être des instruments de nos luttes : cela dépend de comment nous les employons et à quel contenu ils sont rattachés.

La responsabilité politique des attentats anti-américains n'est pas à faire porter aux groupes de la gauche armée mais bien plutôt à une certaine partie du mouvement pacifiste qui s'adonne à un nationalisme diffus, qui propage l'idée absurde que la RFA est un « pays occupé », qui rend de bon ton le réveil du patriotisme allemand et abandonne le terrain d'une politique de gauche lorsqu'il ramène la question du stationnement des missiles à une question d'identité nationale. La frontière entre l'anti-impérialisme et la mobilisation du ressentiment anti-américain fond forcément lorsque les matadors du mouvement de la paix appuient leur protestation contre le surarmement et les Pershings en en appelant au sentiment de l'honneur des Allemands contre un esclavage quasi colonial.

Il y a une énorme différence entre considérer Mac Donald comme un cartel alimentaire américain qui a imposé des normes d'organisation intensive du travail aussi bien que des dégradations extrêmes des salaires et a mis en place dans le monde entier un business agro-alimentaire, et le considérer comme l'expression d'une culture « yankee ». Celui qui fait de Coca Cola ici un synonyme de génocide et la forme principale d'un impérialisme culturel et le place sur le même plan que le soutien du gouvernement américain à presque toutes les dictatures militaires, se retire à lui-même la possibilité de comprendre l'origine fasciste des actions nationalistes ou anti-américaines.

Le scandale politique n'est pas le fait que les fascistes aient transformé en actions militaires rentables pour eux ces positions courantes aussi dans le mouvement de la paix. Le scandale est que ces positions puissent exister et qu'elles aient pu s'imposer dans le processus de démarcation et de combat des positions social-révolutionnaires et anti-impérialistes, mené par les réformistes de gauche de toutes tendances, dans les cartels appelant à la signature de pétitions passant par le TAZ et jusqu'aux Verts. Et qu'ainsi la volonté d'alliances du mouvement pacifiste ait conduit en partie consciemment, en partie naïvement à des positions nationalistes ou fascistes. Le passage de groupes fascistes, d'actions antisémites ou de terreur contre les travailleurs immigrés ou les réfugiés, à des attentats anti-américains n'est surprenant qu'au premier abord. Ils opèrent en premier lieu sur une seule et même ligne : racisme et haine des étrangers. La phrase d'Hitler : « Dans une seule symphonie de Beethoven il y a plus de culture que tout ce que l'Amérique a produit à ce jour » résume tous les sentiments et aversions obscurs contre l'a-culture américaine, à la même notion que celle que l'on retrouve aujourd'hui dans la campagne contre les américanimes dans la langue allemande. C'est à cette tradition que se rattachent les groupes fascistes. Michael Kühnen dit à propos de la signification de l'anti-américanisme de la droite : « Historiquement, c'est un ancien courant, car nous avons dû faire la seconde guerre mondiale, c'est connu, autant contre les Etats-Unis que contre l'Union Soviétique. C'est la vieille histoire de l'Europe du centre (!) qui se tourne aussi bien contre les puissances étrangères à l'Est qu'à l'Ouest. Pour nous, le problème de l'impérialisme de l'Ouest est plus important que celui de l'Est.

Aujourd'hui, au-delà de cet aspect historique, il y a le point de vue de la décadence de notre culture, de notre langue, de notre musique importée chez nous par l'Amérique — et nous refusons catégoriquement cela. Il faut aussi rappeler le problème de la drogue. Le fait est que tout ce que nous combattons peut être identifié totalement par le terme d'américanisme. »

Il est important de pouvoir discuter ici plus longuement les buts de la droite — sa programmation : création d'un bloc européen sous hégémonie allemande — est manifeste et annonce une extension des actions anti-américaines sur le même principe dans l'avenir que le modèle déjà éprouvé. Haine de l'immigré, aversion pour tout ce qui est étranger, désignation et persécution de tout ce qui est autre, sont maintenant comme avant en RFA les motifs profondément ancrés que les fascistes intègrent dans leurs calculs. Justement dans la région Rhin-Main, dans les villes et les communes où sont stationnées les troupes américaines, il y a contre les soldats américains et surtout les noirs, des sentiments racistes semblables à ceux que l'on trouve ailleurs contre les Turcs et les Arabes.

« Jamais depuis la guerre de trente ans, la ville a connu une telle insécurité : vols, meurtres, viols jour et nuit... La vieille ville de Fribourg est un terrain d'entraînement civil pour nos protecteurs américains qui se saourent, se bagarrent et violent... » Ce sentiment sourd de peur avec sa composante raciste — de nombreux cafés sont interdits aux soldats américains noirs — est la base des actions anti-américaines. Ceci est d'autant plus regrettable que nous avons pris cette citation dans le TAZ du 8 avril 1982 sous le titre « Oui à l'anti-américanisme ».

Ce développement dans le camp fasciste a lieu parallèlement aux modifications dans l'appareil d'Etat confirmées par les élections du 6 mars. Dans cette situation, les massacres comme à la fête de la bière en 80, qui était le point culminant d'une campagne de plusieurs services secrets voulant démontrer l'incapacité de la coalition à contrôler l'appareil d'Etat et favoriser l'élection de Strauss comme chancelier, ne sont plus à l'ordre du jour (voir *Colère Révolutionnaire* n° 6)*.

Aujourd'hui on intensifie plutôt les efforts pour discréditer la résistance légale et illégale par des actions diffuses, pour contribuer à désorienter et à noyer les buts de la politique armée par le mélange d'actions anti-américaines avec des actions anti-impérialistes, pour construire des groupes terroristes contrôlés par la police et qui opèrent en notre nom ou sous un autre ou même sans revendiquer. C'est ainsi que les propagandistes de l'appareil policier ont essayé de nous attribuer les attentats fascistes, bien que les services de la Sûreté de l'Etat aient su dès le

début que ce n'était pas nous. Plus qu'étrange est aussi le fait que Odfried Hepp, qui aurait séjourné à Beyrouth dans les camps des phalanges et de l'OLP, qui a été ramené en RFA par une difficile opération du BND, qui est le principal témoin à charge contre Hoffmann, qui s'est tiré du procès avec une peine ridicule qu'il n'a dû accomplir qu'à moitié, serait le principal instigateur de ce groupe. C'est justement lui aussi le seul qui ait pu se soustraire à l'arrestation.

L'intérêt que la Sûreté de l'Etat porte aux groupes fascistes et à leurs actions comme la protection dont ils bénéficient de la part d'une partie de l'appareil d'Etat ne signifie pas, loin de là, que la Sûreté de l'Etat ait mis en scène elle-même ces attentats. Nous considérons comme absurde cette affirmation de cette soi-disant RZ, comme quoi derrière « les actions contre-insurrectionnelles » (de toute façon trop « professionnelles » pour les RZ) il y aurait obligatoirement le Parquet et que c'est sous ses ordres que le BND et le BKA auraient frappé dans les cités américaines.

1. Nous ne voyons pas ce qu'il y a de si professionnel dans un interrupteur et un mélange de désherbant...

2. Une telle construction nie l'existence de groupes fascistes et permet ainsi que le débat sur leurs positions comme après Munich, soit occulté dans la gauche.

3. Une telle affirmation suppose la transformation d'une domination institutionnelle et d'un pouvoir légalisé en un terrorisme mis en scène par l'Etat — développement que nous n'excluons pas dans des cas isolés et que nous considérons comme possible — mais pour lequel il n'y a actuellement aucun élément. Expliquer un tel développement par la dangerosité des RZ ou de la guérilla diffuse est l'expression d'une surestimation.

Le gouvernement CDU-FDP ne laissera passer aucune occasion d'enterrer la crédibilité de la résistance légale et illégale et de la prendre encore plus en tenailles par l'augmentation de mesures répressives. La lenteur des poursuites contre le groupe Hepp sont un exemple type, les attaques policières contre *Radikal* ou l'Atom express* en sont le revers : là où l'on proclame qu'il y a désorientation, on veut boucher les canaux qui cherchent à la clarification.

Nous ne pouvons pas empêcher les actions fascistes. Mais nous pouvons nous efforcer de préciser nos positions politiques et de rendre plus claire notre pratique. Mais cela implique dans d'autres parties de la gauche, la volonté et la capacité de mener le débat sur notre politique et sur la leur.

En ce sens,
joyeuses Pâques !

Cellules Révolutionnaires.

Bernd Rossner en grève de l'hygiène depuis plusieurs mois

Depuis le 18 avril 1982, Bernd Rössner est en grève de l'hygiène pour obtenir son transfert à la prison de Celle pour rejoindre quatre autres prisonniers, membres de la RAF : Karl-Heinz DELLWO, Lutz TAUFER, Knut FOLKERTS et Andréas VOGEL (qui appartenait au départ au 2 juin).

Bernd RÖSSNER avait participé à L'OCCUPATION DE L'AMBASSADE DE STOCKHOLM pour obtenir la libération DES PRISONNIERS DE STAMMHEIM. Le gouvernement avait alors préféré faire sauter l'ambassade. Dans cette action, Siegfried HAUSNER avait trouvé la mort. K.H. DELLWO, Hannah KRABBE, B. RÖSSNER et L. TAUFER avaient été faits prisonniers, extradés puis condamnés à la prison à vie.

En prison, ces camarades ont été de toutes les actions, de toutes les grèves. Isolés depuis leur arrestation,

K.H. DELLWO et L. TAUFER avaient enfin obtenu leur transfert.

Bernd RÖSSNER, lui aussi, est isolé depuis huit ans. Il n'a pas vu de camarades emprisonnés pratiquement depuis son arrestation. Il est resté presque toujours seul à Straubing.

Il avait été transféré à Frankenthal il y a peu de temps. Cependant, dans le cadre de la campagne générale des prisonniers pour leur regroupement, il avait été l'un des premiers à demander son transfert dans un groupe, celui de Celle. Comble de cynisme, dès cette demande, il était retransféré à Straubing.

Et c'est donc là qu'il mène depuis des mois une grève très dure de l'hygiène.

D'innombrables initiatives à l'extérieur soutiennent son combat. Et la plupart des actions anti-impérialistes reprennent sa revendication.



Un nouveau plan antiterroriste en Euskadi

Quand la social-démocratie s'installe au pouvoir au début de cette année pour « transformer » la vieille société espagnole, pas de beaux discours « humanistes » à la française, pas « d'état de grâce »; elle se salit les mains dans les affaires que le capital et la bourgeoisie lui ont laissé le soin de gérer. Comme pour tous les autres problèmes auxquels ils sont confrontés, les « jeunes crocodiles » de la bande à Gonzalès démontrent que pour Euskadi aussi ils ont une action efficace; « efficace », selon la nouvelle mode à Madrid. Ce qu'ils veulent : créer une bonne administration germano-ibérique, le modèle Brandt.

Alors qu'au Ministère de l'Intérieur, les technocrates préparent « l'efficacité », on assure dans la rue, dans les usines, la continuité : on matraque les ouvriers sidérurgistes, on torture dans les commissariats et les casernes, la Guardia assassine (Martin Luna).

Les spécialistes de la répression ont étudié les modèles des pays voisins, surtout la RFA et l'Italie pour pondre dans le plus grand secret plusieurs propositions dont le fameux PLAN ZEN.

LE PLAN ZEN

Il présente une évaluation économique d'Euskadi, le plan précis des systèmes de militarisation des provinces et des villes basques et les consignes de sécurité pour les forces de répression.

Un des objectifs de ce plan est exposé dans les premières pages : « Renforcement de la lutte contre le terrorisme sur tous les plans : politique, social, légal et policier. Atteindre à la coordination maximale entre les Forces et les Corps de sécurité de l'Etat et avec d'autres institutions engagées dans l'éradication de la violence (...). Réaliser des actions qui auront pour but de faire comprendre à la population basque que la désarticulation de l'appareil terroriste représente une plus grande sécurité publique et une meilleure défense des traditions basques (...). »

Le plan affirme : « Il faut comprendre que la lutte contre ETA, si l'on tient compte de l'organisation et des moyens dont elle dispose, est une lutte à moyen terme; mais si l'on tient compte des moyens d'un Etat moderne, la victoire doit nécessairement être du côté du pouvoir d'Etat. »

Il faut remarquer que ce n'est pas le premier gouvernement de Madrid qui soit sûr de son fait, cela ne coûte rien et en plus cela remonte le moral du policier moyen.

— Le plan prévoit un recensement de la population basque, s'appuyant sur des citoyens bénévoles, véritables auxiliaires de renseignement. C'est l'institutionnalisation de la délation quotidienne.

— De plus, une loi doit être présentée, dans la continuité de la formule Roñon (Ministre du précédent gouvernement) qui proposait une amnistie pour les militants qui donnaient des gages de leur retrait de la lutte armée), une loi des repentis fabriquée d'après le modèle italien. On insiste cependant sur les limites de cette loi en Italie, comme pour la garantie de sécurité pour les balances et leur famille vu le nombre d'exécution de repentis. La loi donnerait un an au candidat à la dénonciation.

— Le Sous-Secrétariat aux Opérations Spéciales du Ministère de l'Intérieur a mis sur pied un stratagème pour infiltrer ETA, véritable vœu pieux qui se base sur plus de dix ans de continuité dans ce domaine. On trouve dans l'exposé cet aveu révélateur : « On méconnaît le pourcentage de la population basque qui sympathise avec ETA (...). Il ne semble pas exagéré d'estimer qu'une partie de la population jeune au-

tochtone appuie directement ou indirectement ses actions et est animée par un sentiment favorable à « l'indépendance ».

— Le plan propose un système de récompenses économiques pour tous les « braves » citoyens qui, par les renseignements qu'ils donneraient, aideraient à la lutte contre le terrorisme.

— Pour donner une véritable valeur aux points précédents concernant l'information, le plan prévoit l'informatisation de la répression : « l'informatique anti-ETA », traitant, concentrant les informations obtenues par le contrôle de la population, et celles acquises par les interrogatoires, par la délation.

15 000 MILLIONS DE PESETAS POUR MATERIEL ET MERCENAIRES

La moitié de cette somme servira à la construction de nouvelles casernes et à l'amélioration de celles déjà existantes.

Plusieurs villes dont Bilbao, Pampelune et Pasajes seront dotées de super-commissariats.

Des guérites blindées, des filets de protection et des systèmes de projecteurs extérieurs seront installés dans 105 casernes.

La Guardia Civil sera équipée de 200 nouveaux fusils CETME et de 5 500 pistolets.

Elle recevra plus de 75 engins blindés et de nombreux véhicules spéciaux pour le maintien de l'ordre dont des hélicoptères.

La police aussi recevra énormément de matériel moderne, sophistiqué, d'écoute et de filature.

Les policiers qui seront en poste dans la Zone Nord recevront des allocations particulières, les salaires seront augmentés en moyenne de plus d'un quart, il y aura des primes collectives, des allocations spéciales, des primes d'ancienneté pour les policiers en poste... depuis plus de trois ans en Euskadi. Ils auront plus de vacances que les autres et ils recevront des décorations spéciales.

De quoi créer un véritable corps expéditionnaire de mercenaires. Il est vrai que la vie n'est pas tout à fait paisible dans ce pays.

CONSIGNES DE SECURITE POUR FLICS EN INSECURITE

Malgré toutes les mesures de sécurité, malgré le matériel ultramoderne, malgré les véhicules blindés, les consignes données aux policiers révèlent clairement le statut d'occupant des forces de police. Et montre surtout qu'en fait de sécurité, c'est déjà la leur que les flics doivent assurer :

— ne pas donner son adresse à des inconnus;

— ce sont les membres de la famille qui doivent répondre au téléphone;

— ne pas laisser de preuves de son absence du domicile, comme des journaux ou des lettres non ramassés;

— si l'on a des enfants, ne pas les laisser jouer dans la rue ni se confier à des inconnus;

— se méfier si quelqu'un cherche à attirer son attention (en demandant du feu, l'heure, ou si une jolie femme cherche à vous aborder).

Il devient difficile de maintenir « l'ordre » dans la ville

— quand on a le « devoir » de ne circuler que « dans des zones qui ne sont ni peu éclairées ni peu fréquentées »;

— que l'on doit circuler « portes et vitres fermées »;

— que l'on doit vérifier « si l'on n'est pas suivi ».

Enfin on apprend qu'un formulaire est présenté à chaque policier après un attentat lui demandant :

— quel était son moral avant, pendant et après l'attentat?

— et à quoi il attribuait le fait d'être encore vivant?

De quoi sans aucun doute remonter le moral du dit policier.

OPERATIONS SPECIALES

Toute une série d'opérations sont mises au point par la Direction de la Sécurité

OPERATION PHENIX : elle aura pour but de montrer la présence de policiers en grand nombre dans les rues et sur les routes; ils procéderont au contrôle de la population dans les moments de tension. On fouillera les hôtels et autres lieux publics afin de fournir un maximum de matériel au service informatique; des contrôles qui devront être exécutés de manière changeante et aléatoire pour produire un effet de surprise... Des barrages seront mis en place. Mais chaque contrôle sera bref et il devra se déplacer... pour éviter tout risque d'attentat.

OPERATION NEIGE : pour bloquer la nouvelle campagne des organisations basques d'impôt révolutionnaire sur les banques, le plan prévoit spécialement une opération de défense des agences en Euskadi. L'opération neige est appuyée par un plan « antar » principalement axé, lui, sur les agressions.

OPERATION VIOLETTE : plan contre les séquestrations. Première mesure, un recensement des séquestrables en puissance, avec une fiche signalétique précise : s'ils paient ou non l'impôt révolutionnaire, s'ils ont été menacés par ETA et par quelle branche précisément, les membres de la famille auxquels doit être étendue la protection, les conditions de sécurité que doit remplir le domicile, des renseignements sur les voitures et les itinéraires les plus fréquents.

Après l'étude, un rapport sera fourni à chaque personne menacée sur « les aspects de sa vie qui comportent le plus de risques ».

UN PLAN DE GUERRE, UN PLAN D'OCCUPANTS QUI ONT PEUR DES OCCUPES

Le Plan ZEN est un plan de guerre, il regroupe les mesures contre la lutte en Euskadi. C'est surtout un plan de la peur, la peur des policiers, un plan d'occupants qui ont peur des occupés. Mais le Plan ZEN mis en application, ne tient pas ses promesses et l'action révolutionnaire n'a pas connu de ralentissement notable en Euskadi. Il n'a pas conduit aux arrestations spectaculaires que le pouvoir souhaitait. De plus le mouvement légal a connu une forte mobilisation populaire dans tout le pays avec la « guerre des drapeaux ».

Les terribles inondations de la fin août ont provoqué un armistice de fait, cette catastrophe qui a touché une grande partie d'Euskadi a ralenti et même bloqué le Plan ZEN. Aujourd'hui de nombreuses municipalités ont adopté des résolutions exigeant le transfert des fonds destinés au Plan ZEN, à la reconstruction du pays.

Pourtant le gouvernement ne lâche pas et fait même distribuer un jour des brochures luxueuses sur le bienfait des nouvelles mesures dans les rues dévastées de la banlieue de Bilbao.

REPOSE D'ETA : un commando tire deux roquettes de bazooka sur la caserne de Donostia. Sept policiers blessés dont un commandant.

Depuis le premier « état d'exception » mis en place par Franco à la fin des années 60, les prolétaires basques sont habitués aux « fermes » discours et décisions antiterroristes de la bureaucratie gouvernementale madrilène.

Le franquisme utilisait régulièrement « l'état d'exception » soit sur l'ensemble du territoire ou plus souvent en Euskadi seul.

Le franquisme ne reculait pas devant le meurtre légal, le peloton ou le garrot pour les révolutionnaires.

La « démocratie renaissante » a dépeussieré les vieilles méthodes, les a légalisées et les lois antiterroristes se sont succédé : on ne tue plus à l'aube, mais on laisse mourir les prisonniers dans les nouvelles prisons « spéciales », on tue sous la torture (comme Arregui), on laisse la Guardia faire le ménage (comme pour les deux membres des GRAPO assassinés lors d'un transfert).

LE BILLET DE RAMUNXO

Les cinq erreurs du Policier Péronié

Première erreur : rassuré par les mesures du PLAN ZEN, Péronié et quelques collègues décident un soir de patrouiller dans le quartier populaire de Donostia (ex Saint-Sébastien), quartier qui leur est pourtant interdit depuis plusieurs mois.

Deuxième erreur : pris à partie par des militants basques qui tenaient à lui rappeler sa première erreur, il fit preuve d'une arrogance schizophrénique en blessant l'un d'eux.

Troisième erreur : après cette intervention, il fut identifié par les militants basques de la ville; pourtant, il ne choisit pas de quitter Euskadi au plus vite et d'émigrer dans la pampa argentine.

Quatrième erreur : malgré cela, Péronié veut faire la fête. Il se rend aux festivités d'Oyarzun, accompagné d'un collègue au volant d'une voiture appartenant à un Garde Civil (dont l'immatriculation était connue).

Cinquième erreur : pris par un commando d'ETA, il ne sut éviter les balles de 9 mm.

Nota bene : son collègue Zabala s'en est sorti avec beaucoup de chance. L'arme qui devait l'achever s'est enrayée. Alors qu'il tentait de fuir, il remarqua que les centaines de témoins assistant à la scène ne lui apportaient aucune aide et que, bien au contraire, on « semblait » guider ses poursuivants et que les voitures qu'il tentait d'arrêter « semblaient » fuir à son approche. Il « semblerait » donc que la population d'Oyarzun n'ait pas vraiment lu et étudié la brochure de la police sur le PLAN ZEN.



Historique des B.R. pour la construction du P.C.C.

C'est avec la Campagne de Printemps de 1978 (Moro) que se termine la phase de la propagande armée, c'est-à-dire la phase durant laquelle des avant-gardes révolutionnaires, à partir des expériences de luttes des années précédentes de la classe ouvrière et du prolétariat en général, s'étaient organisées sur le terrain de la Lutte Armée pour en faire la propagande à l'intérieur des avant-gardes de classe comme unique stratégie possible pour la prise du pouvoir par le prolétariat. A l'intérieur de l'Organisation Combattante Brigades Rouges, tant qu'il s'est agi de « propagandiser » cette idée force par des actions politico-militaires, qui donnaient confiance à la classe ouvrière sur les possibilités révolutionnaires de cette stratégie, des positions politiques pas du tout homogènes réussirent à y vivre (également parce que la phase elle-même ne demande pas immédiatement l'approfondissement de ces problèmes). Dans cette période il fut possible de réunir toute une série d'avant-gardes, avec des expériences politiques diverses, sur le terrain de la L.A. en réussissant à centrer l'objectif politique que la phase fixait : c'est-à-dire, frapper le cœur du projet de la bourgeoisie, qui avec la D.C. et Moro, se proposait, par l'intermédiaire du compromis historique avec le P.C.I., de pacifier et vider les luttes des contenus que le prolétariat avait exprimés jusque-là.

Parvenues à ce point, les avant-gardes se trouvaient face à de plus lourdes tâches : la nécessité de s'enraciner dans la classe à partir des luttes exprimées par elle et de contribuer à construire des organismes d'avant-garde de masse, qui, en se posant l'objectif de la prise du pouvoir, sachent diriger l'antagonisme de classe pour le transformer en mouvement révolutionnaire. Autrement dit, sortir de la logique de l'O.C.C. qui propage la L.A. pour faire le saut au Parti.

Pour répondre à ces nouvelles tâches, tout le tissu de l'Organisation a été engagé, mais le débat, même s'il fut très riche, ne réussit pas à se concrétiser dans une ligne politique qui, en se mesurant à la réalité, trouve des solutions adéquates.

En effet, l'Organisation, même si théoriquement elle comprenait la fin de la période de propagande, de fait dans la pratique elle continuera à propagandiser la L.A. jusqu'en 1980.

Chacune des colonnes de l'Organisation, situées dans des pôles métropolitains, en 1980 et par la suite, a affronté les problèmes de l'enracinement dans ces situations en prenant en propre quelques contradictions principales qui ne s'exprimaient que localement; contradictions différentes d'une ville à une autre. L'augmentation de l'enracinement et la désagrégation de la ligne politique sont alors allées de pair. Privée d'une ligne politique qui recueille la contradiction principale (celle entre mouvement de classe et pratiques de la bourgeoisie) et l'aspect principal de cette contradiction, ce qui veut dire : le projet dominant dans cette conjoncture; privée pour cela d'une identité de ligne, de stratégie générale mesurée à la situation concrète, l'organisation B.R. a fini par assumer autant d'identités qu'il y avait de pôles d'intervention.

C'est dans ce cadre que se place aussi bien la sortie de l'Organisation de la Colonne « Walter Alasia » que la scission suivante de 1981.

La colonne la plus « entachée » par son pôle local d'intervention est sans aucun doute la Walter Alasia, qui, en voyant dans la classe ouvrière l'unique composante révolutionnaire du prolétariat, se substitue à elle en mettant en avant ses revendications, tombant non seulement dans l'ouvriérisme mais aussi dans le subjectivisme et le syndicalisme armé (l'action qui principalement en reflétait la ligne politique a été la campagne de 1981, dans

laquelle la libération de Sandrucci, dirigeant de l'Alfa Romeo, a été négociée contre la réintégration des ouvriers lock-outés).

La recherche d'un rapport dialectique avec la classe, donnée objective de la nouvelle phase, trouve sa plus grande expression dans la campagne d'Urso (décembre 1980), dans laquelle effectivement l'organisation a été en mesure de se lier au programme qu'une couche du prolétariat métropolitain exprimait et de conquérir en dialectique avec lui l'objectif qu'il se fixait (la fermeture de l'Asinara).

A partir d'une installation théorique viciée par une analyse approximative des rapports de force entre les classes par une conception de la crise structurelle du Mode de Production Capitaliste conçue comme irréversible, ainsi que par l'incapacité d'une analyse attentive des mouvements réels de classe, les efforts faits par les différentes colonnes pour donner une solution politique de continuité aux tâches que la situation concrète réclamait, devenaient vains.

C'est justement dans ce cadre général qu'arrive, durant l'été 1981, l'ouverture des campagnes Cirillo, Taliereci et Peci et sur les marginaux à Rome, campagnes qui bien que décidées unitairement par l'Organisation, ont été conduites avec des lignes directrices divergentes et de fait elles sanctionnaient la fracture entre la Colonne de Naples, le Front des Prisons et le reste de l'Organisation. Le nœud central se posait sur : comment les avant-gardes communistes doivent se placer à l'intérieur de la classe et la conduite des différentes campagnes le rendit explicite.

Les camarades de Naples, en effet, voyant dans les mouvements de chômeurs et des sans-logis (après le tremblement de terre), des organismes de masse révolutionnaires dans lesquels il suffisait d'insérer l'initiative combattante pour les faire déboucher définitivement sur le terrain de la L.A. Ils finirent par se substituer à ceux-ci dans la conception des subsides, dans la

réquisition des maisons comme contrepartie pour la libération de Cirillo.

Les camarades de Naples, en effet, en partant d'une lecture de la réalité tout autre qu'impartiale et en absolutisant n'importe quelle forme d'antagonisme comme « inimitié absolue », parviennent à fonder le Parti de la Guerilla. Pour eux, le Mode de Production Capitaliste n'est plus régulé par la loi de la valeur-travail et désormais il est arrivé à son sommet et il a épuisé toute fonction historique, il est maintenu en vigueur seulement par l'intermédiaire de la « domination forcée » de la bourgeoisie.

A la base de cette thèse, il y a une conception troisième internationale des Forces Productives comme neutres en soi, qui ne peuvent être ultérieurement développées en tant qu'opprimées par les Rapports de Production Capitalistes. Seul l'anéantissement de ces derniers pourra les faire se développer encore. Cette domination, justement parce qu'elle est « forcée », est mise continuellement en péril par quelque mouvement que ce soit, quelque revendication que ce soit, quelque groupe que ce soit (même camorriste ou punk), quelque comportement individuel que ce soit, qui rompt avec la « normalité capitaliste » dans le plus minime lieu de la vie sociale. C'est la manifestation de l'antagonisme, la « guerre sociale totale », que le Parti de la Guerilla doit alimenter et développer.

L'absurdité de cette théorie se télescope avec la réalité de tous les jours et les problèmes insurmontables que ces camarades rencontrent pour mettre en pratique ces théories (chose impossible parmi toutes) les conduisent à d'ultérieures cassures et divisions internes toujours plus imprégnées de folie pure comme l'action de la Banque de Turin.

Battu totalement aussi bien politiquement que militairement, le P.G. cesse d'exister, ses pères spirituels qui arrivés « au-delà de l'horizon » se sont trouvés de fait « au-delà de la réalité » ne trouvent

rien de mieux que continuer leur chemin et en secouant « les fantômes du passé » qu'ils ont sur le dos ils substituent à la construction consciente et collective de la révolution prolétarienne la pratique quotidienne individuelle de la « transgression », jetant à la mer non seulement trois ans de L.A., mais surtout deux cents ans de lutte de classes.

Différent le parcours que le reste de l'organisation accomplit et différentes les erreurs qu'elle commettra même si, comme nous l'avons dit, elles sont causées par une analyse quasi identique. Cela apparaît avec la Campagne Tallercio et sur le prolétariat marginal, dans lesquelles même si nous nous rendions compte que le problème n'était pas dans la solution des besoins immédiats de la classe des avant-gardes combattantes, de fait nous nous substituons à elle pour attaquer au niveau le plus haut le projet de la bourgeoisie, qui passait à travers la restructuration dans l'usine et sur le marché du travail, en s'extrayant des luttes que les masses exprimaient.

C'est sur ces positions subjectivistes que l'Organisation, en analysant l'unique mouvement crise/restructuration, car incapable de comprendre l'autre mouvement crise/révolution fourni par l'état de la classe et des contenus de ses luttes, en arrive à se mesurer aux niveaux les plus hauts de désarticulation de l'ennemi avec la capture du salaud Dozier.

Cet écart entre les contenus des luttes et donc le niveau réel de l'affrontement et le subjectivisme qu'il lui imposait à un niveau différent, a été la base objective qui l'a conduite à la défaite subie suite à la découverte du porc Yankee.

C'est non seulement par une analyse autocritique des erreurs commises et des tâches dispersées, mais aussi par une remise en discussion de l'installation théorique générale qu'est repartie la proposition politique des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant.

Après les arrestations de Rome et de Milan, fin mai

Ce communiqué nous est parvenu

Maintenant, la subjectivité communiste combattante se trouve dans une voie de revérification complexe, d'expérimentations et de recherches des processus réels d'une organisation communiste.

Dans cette phase, cette voie qui se caractérise principalement par la capacité de dépasser son appartenance idéologique, développant les moments communs du débat, c'est une pratique révolutionnaire entre les différentes organisations, indépendamment de leur sigle ou de leur histoire passée.

Les camarades arrêtés entre la fin mai et le 1^{er} juin sont tous participants à cette voie, privés de n'importe quel rôle de « chef » ou de « réorganisateur » mais pleins de détermination communiste à rouvrir les espaces de l'initiative révolutionnaire.

Comme toutes les opérations antiguerrilla, la dernière fut aussi accompagnée du vacarme des mass media sur la fin présumée de la lutte armée, déformant chaque information, y mettant de la confusion, cherchant ainsi à vider de son contenu nos parcours; en d'autres termes, cherchant à castrer la mémoire de l'histoire du mouvement révolutionnaire, en symétrie avec les mille autres articulations du pouvoir : le capital qui marchandise chaque rapport social, militarise chaque terrain, attaque et isole chaque moment de l'expression antagoniste, détruisant chaque référence historique de l'identité collective. Pratiquement le capital considère la voie de la coopération comme l'élément de son processus de réorganisation productive et reproductive.

En accord avec cela, le capital est actuellement dans une phase où il cherche à comprendre et à étudier la culture, les comportements, l'idéologie du prolétariat, il ne les oppose pas, mais suite à cette compréhension, par manipulation, il s'en sert, construisant de nouveaux et faux modèles, de nouvelles et fausses références, de nouveaux et faux travaux complètement fonctionnels à son cycle de valorisation.

C'est un fait que l'antagonisme prolétarien doit être un réel et irréductible danger pour cet état de choses, le pouvoir dans sa stratégie de pacification sociale menace les masses de chantages et de licenciements des lieux de travail, use de la droiture comme dissuasion, du terrorisme psychologique et de la marginalisation, il se garantit en anéantissant ce qu'il ne réussit pas à obtenir avec sa politique.

Au centre de notre action, nous voyons la nécessité de construire un circuit de communication indépendant et antagoniste, comme voie radicale d'identité sociale préconstituée, comme reproduction et circulation d'une pratique de subversion sociale à l'intérieur de chaque secteur de l'antagonisme prolétarien pour une redéfinition toujours plus réelle de l'identité communiste.

Nous croyons aussi que pour donner la juste et correcte continuité aux quinze ans de lutte, il suffit simplement de continuer à lutter avec les outils et les pratiques multiples et diverses, mais si toutes reconnaissent les mêmes contenus de libération, dans

une unique et totale hostilité au capital, avec la même détermination à reconstruire un social totalement antagoniste.

Dans ce sens, nous avançons sur le terrain de la lutte armée parce que c'est une réalité qui s'accorde avec la capacité d'unir les contenus de la libération prolétarienne, et c'est la même capacité d'amorcer les processus d'une reconnaissance réciproque avec les autres formes d'expression de ces contenus.

D'autre part, la lutte armée est un instrument essentiel de n'importe quelle voie révolutionnaire, et sa validité stratégique dépend aujourd'hui de la capacité communiste de ne pas refaire les voies déviantes, mais de comprendre comment réellement la lutte armée peut exprimer et véhiculer la radicalité avec l'existence, par sa capacité de critique pratique des choix, des fusions, des articulations du capital, mettant en relation les contenus que nous vivons avec les différents moyens d'exprimer la lutte dans la métropole.

Il existe une voie impitoyable d'anéantissement social mise en avant par la bourgeoisie impérialiste, mais il existe aussi un processus social d'enracinement de la guérilla, de ses formes et contenus.

Il est déterminant dans cette phase de travailler à la définition d'un programme de transition au communisme qui déjà agit à la transformation révolutionnaire pour la reprise de l'offensive.

Construire et organiser la libération prolétarienne!
Pour le communisme.



La politique française de l'immigration

Les « experts » de la bourgeoisie aimeraient faire passer le phénomène de l'immigration pour un acte individuel et volontaire afin de justifier les mesures de refoulement en période de crise économique. Ainsi la revue « Hommes et Migrations » en 1966 n'hésitait pas à écrire : « *Le migrant portugais est poussé, non seulement par des nécessités économiques, mais par le goût du voyage et du risque. Il subsiste chez lui un caractère d'hérédité : le désir d'une vie d'"explorateur"...* » Ainsi donc les immigrés viendraient s'enfermer dans nos foyers, prisons et nos usines-casernes pour jouer les Vasco de Gama! Dommage que le ridicule ne tue pas la bourgeoisie... Quand en 1911, le Comité des Forges de Lorraine signe un accord avec l'Etat italien pour employer à bon marché dans ses mines des paysans sans travail au Mezzogiorno, 7 000 Marco Polo sont ainsi importés en France!

Mais inutile d'épiloguer sur des arguments aussi cyniques que stupides. L'unique cause de l'immigration c'est l'impérialisme qui, en déstabilisant les économies des pays sous sa domination, pour ses propres besoins, a internationalisé sa réserve de main-d'œuvre. Ainsi, l'histoire de l'immigration suit un cours parallèle à l'histoire de l'impérialisme.

Bien qu'existant déjà auparavant, l'immigration vers la France s'est considérablement accrue lors de la première grande boucherie inter-impérialiste de 1914-1918. L'Etat français ayant envoyé la majeure partie de ses hommes valides se faire massacrer pour ses intérêts, il a fallu remplacer cette main-d'œuvre dans les usines — notamment les usines d'armement. Il a donc importé des bras de ses colonies : 76 000 Algériens, 54 000 Marocains et Tunisiens ainsi que des dizaines de milliers de Vietnamiens, Laotiens, Cambodgiens et Malgaches furent ainsi réquisitionnés sous l'autorité des Gouverneurs Généraux et avec l'aide de l'armée coloniale. Par la même occasion, on en envoya un bon nombre « mourir au champ d'honneur ». Jusqu'à la fin des années 20, l'immigration s'accroît pour remédier à court terme à l'hémorragie provoquée par la guerre; des contrats sont passés avec de nombreux pays sous domination impérialiste. En 1921 est créée la S.G.I., Société Générale d'Immigration qui est l'agence privée chargée de recruter la main-d'œuvre à l'étranger. Des filières de recrutement sont établies en Pologne et en Yougoslavie et fonctionnent comme des compagnies d'import-export de marchandises.

En 1931, quand débute en France la crise économique internationale, l'Etat prend les premières mesures pour freiner l'immigration qui, à cette époque, atteignait les 3 millions. Un décret de 1932 fixe des quotas correspondant aux besoins du patronat, un autre instaure l'obligation pour tout immigré d'être porteur d'une autorisation ministérielle. Conjointement à ces mesures étatiques, les groupes fascistes lancent des campagnes xénophobes suivant le mot d'ordre : « du travail et du pain pour les Français d'abord! » Cependant, même en période de crise, le capitalisme ne peut se permettre de renvoyer tous ses travailleurs immigrés : c'est une main-d'œuvre trop bon marché pour s'en priver complètement! Aussi il est nécessaire de distinguer entre les bons immigrés et les mauvais — ceux qui ont acquis une conscience politique — et c'est avant tout ces derniers qu'il faut expulser. Pour éviter que ceux qui restent puissent s'organiser, on pond en 1939 le décret-loi qui permet de dissoudre toute association étrangère pouvant déranger l'Etat par un simple décret (c'est ainsi que seront dissouts plus tard le FRAP et l'OCA).

Après 1945, le même scénario qu'en 1919 se déroule. Mais cette fois les besoins étant encore plus grands, c'est l'Etat lui-même qui se charge de la besogne : le

2 novembre 1945 est créé l'Office National d'Immigration, monopole d'Etat, sous la tutelle du Ministère du Travail.

L'O.N.I. s'avoue deux fonctions :

1. La sélection de la meilleure force de travail : saine, habile, célibataire, ayant le minimum de formation professionnelle exigée par l'employeur, et étant moralement irréprochable (c'est-à-dire non politisée).

2. La protection des travailleurs nationaux par le recrutement en fonction des besoins et de la conjoncture.

L'O.N.I. installe des filiales en Italie, en Espagne, au Maroc, en Tunisie, au Portugal, en Yougoslavie et en Turquie où elle fait de la publicité dans le style d'une agence de voyages pour vanter les attraits de la vie en France!

En 1951, une nouvelle crise économique met fin à cette politique d'immigration. Mais quand on a pillé les ressources d'un pays, qu'on a réduit sa population au chômage et à la misère et qu'en même temps on a mis dans les vitrines des agences de l'O.N.I. les fruits de ce pillage, il devient difficile d'endiguer un mouvement qu'on a créé. Ainsi se développe à partir des années 50 une immigration clandestine massive, source d'énormes profits pour les négriers privés. Cette immigration clandestine est d'ailleurs très avantageuse pour le patronat : la condition préalable de ces ouvriers permet de les sous-payer, de les licencier à volonté, d'échapper aux charges sociales tout en s'assurant qu'aucune voix discordante ne viendra troubler la quiétude de l'exploiteur. L'Etat ne tarde pas à prendre conscience de l'intérêt que représente l'immigration clandestine. Ainsi en mars 1966, Jeanneney, Ministre des Affaires Sociales de De Gaulle, déclare : « *L'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile, car si l'on s'en tenait à l'application stricte des règlements et accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre.* » On rend le recours à l'O.N.I. facultatif pour les employeurs et on instaure une procédure de régularisation des « clandestins » qui assujettit le travailleur à la bonne volonté du capital. L'Etat ne renonce pas pour autant à la gestion de l'immigration : les accords d'Evian de 1962 comportent une clause de fourniture de main-d'œuvre de l'Algérie à la France. De même en 1963, des accords sont établis dans le même sens entre la France d'une part, le Mali, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, d'autre part. En 1968, un contrat est signé entre la Tunisie et la France pour une livraison de 7 000 travailleurs par an.

On assiste ensuite à un nouveau revirement : l'Etat tente de réadapter le recrutement à ses besoins immédiats et veut rendre à l'O.N.I. son rôle originel. La restructuration post-68 favorise les grandes entreprises au détriment des P.M.E.; or ces dernières emploient 50 % des immigrés. Ce sont eux les premiers licenciés lors des faillites ou des absorptions.

En 1972, les circulaires Fontanet-Marcellin transforment les travailleurs immigrés en saisonniers précaires :

1. Les emplois disponibles sont en priorité réservés à la main-d'œuvre nationale et en second lieu à la main-d'œuvre étrangère en situation régulière.

2. La carte de séjour et la carte de travail ont la même validité, ainsi si le contrat de travail est résilié, la carte de séjour n'est pas renouvelée. Un licenciement équivaut donc à une expulsion.

3. Les travailleurs immigrés doivent passer par le commissariat de police quand ils arrivent en France, quand ils quittent leur emploi, ou qu'ils changent de logement.

Plus question à présent d'immigration « clandestine », il s'agit de contrôler, de fichier et de soumettre la main-d'œuvre à l'arbitraire policier; ainsi on garde les



avantages de l'immigration clandestine — l'épée de Damoclès de l'expulsion toujours en suspens sur les têtes — tout en évitant les inconvénients — une immigration incontrôlable en quantité. Mais de toute façon pas question de s'en passer. Le magazine patronal « L'Usine Nouvelle » est clair à ce propos : « *L'immigration est encore fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation assumée dans le pays d'origine et de mieux équiper les charges de la nation : jeunes, les immigrés apportent souvent plus en cotisations qu'ils ne perçoivent en prestations.* » Ce qui n'empêche pas certains de prétendre encore aujourd'hui que les immigrés sont responsables du déficit de la Sécurité Sociale!

Viennent ensuite en 1979 les mesures de Stoléro-Bonnet qui renforcent les circulai-

res Fontanet-Marcellin dans le sens de rendre le sort des immigrés toujours plus précaire. Visant plus particulièrement l'immigration maghrébine, ces mesures sont :

— Les expulsions administratives (c'est-à-dire sans recours possible).

— L'internement administratif.

— Des cartes de séjour plus courtes (trois ans).

— L'expulsion des immigrés sans travail.

— L'expulsion sur simple décision policière pour une carte de séjour périmée, perdue, irrégulière ou même abîmée.

— L'arrêt de l'immigration familiale était aussi prévue en 1979, elle a été annulée par le Conseil d'Etat, mais a été et est toujours appliquée par l'administration.

Aujourd'hui, le social-démocratie au pouvoir règle le problème dans le sens le plus favorable qui soit au capital.

Deux actions anti-impérialistes

Dans la nuit du 8 au 9 juin, nous avons brisé une vitre et lancé un cocktail molotov dans les locaux de Siemens. Siemens est l'un des plus grands trusts de l'électronique et de l'armement; il a un rôle essentiel dans le développement de la technologie de la fibre de verre, de l'équipement électronique de BKA, de l'équipement électronique militaire de presque tous les produits de l'OTAN; entre autres par sa filiale Blohm & Voss AG dans la construction en série des Léopards I et II; par sa filiale ESG et GES-Midas dans la fabrication de systèmes de communication et de guidage.

Cette action est une nouvelle fois l'expression de notre solidarité avec les camarades prisonniers dans les taules, qui luttent pour leur regroupement. Elle est l'expression de notre solidarité pratique, car il est clair que la pression de l'extérieur est la condition nécessaire pour faire aboutir cette revendication.

Pour nous cette action était la continuation et la reprise de ce que les camarades ont dit dans leur déclaration pour l'action contre Rank Xerox dans la nuit du 17 mai*.

Transfert immédiat de Bernd Rössner dans le groupe de Celle!

Regroupement des prisonniers de la RAF et de la résistance anti-impérialiste!

Reprendre à son compte le combat des prisonniers comme élément central du combat révolutionnaire!

* Long texte, accompagnant un cocktail molotov contre Rank Xerox et qui donne une analyse précise des positions des militants anti-impérialistes en RFA.

Dans la nuit du 23 au 24 juin, nous avons attaqué à Dusseldorf le trust Litton (l'engin incendiaire n'a pas explosé).

« Litton Business Systems » est un trust canadien qui produit sous le nom de Sweda des caisses enregistreuse dans un monde du travail électronique. Concrètement, Litton fabrique au Canada des systèmes de guidage pour les missiles de croisière, qui vont être installés prochainement en même temps que les Pershings en RFA en application de la « double-résolution » de l'OTAN. Les missiles de croisière sont l'une des armes les plus redoutables du fait de leur précision de tir, de leur rapidité de vol et du fait de leur capacité à éviter les radars par leur vol à basse altitude, ceci grâce aux systèmes de radar de Litton.

Pour préparer l'opinion allemande à « l'automne de l'OTAN », des fêtes populaires, entre autres, vont être organisées. Le 25 juin, le vice-président Bush a déjà deux rendez-vous : il va inaugurer à Bottrop un musée et à Krefeld, la ville de l'appel*, il va se faire « fêter » avec drapeaux US et hamburger pour le trois centième anniversaire du départ des émigrés de Krefeld vers Philadelphie. Masqué derrière cette fête de l'amitié, Bush va mener une propagande de guerre, comme il le dit lui-même, il va proclamer « une autre sorte d'appel de Krefeld pour la compréhension transatlantique ».

... Notre salut enflammé va à tous ceux qui transforment en acte leur résistance...

C'est seulement si nous concevons ces luttes comme une unité, que nous aurons une chance de vaincre, c'est alors que notre lutte gagnera en force et que nous pourrions atteindre notre but commun : pouvoir mener une vie déterminée par nous-mêmes, libres et solidaires.

Dusseldorf, 23 juin 1983

* Appel de Krefeld : appel contre l'installation des missiles d'une centaine de personnalités ouest-allemandes, signé par des centaines de milliers de personnes.